

DC
701
S65
année 49







BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTRON

18
B. HIST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

ET DE

L'ILE-DE-FRANCE

49^E ANNÉE — 1922



193133
18.12.24

A PARIS

Chez É. CHAMPION

Libraire de la Société de l'Histoire de Paris

Quai Malaquais, 5 (VI^e)

1923

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la demande formée par la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique,

Vu les Statuts de cette Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces produites à l'appui de sa demande,

Vu l'avis favorable du Comité des travaux historiques et scientifiques (Section d'histoire et de philologie),

Vu les avis favorables du Préfet de la Seine et du Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Art. 2.

Les Statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

Art. 3.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République,
Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
BERTHELOT.

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

Article 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France a pour but la publication de mémoires et de documents sur l'histoire, les monuments et la topographie de la ville de Paris et de l'Ile-de-France.

Elle s'interdit la publication des travaux qui auraient pour objet la politique ou l'histoire contemporaine.

Article 2.

La Société a son siège à Paris.

Article 3.

La Société se compose de personnes dont l'admission est prononcée par le Conseil d'administration à la suite d'une demande du candidat, appuyée par deux membres de la Société.

Article 4.

Le Bureau de la Société se compose de :

- 1^o Un président;
- 2^o Un vice-président;
- 3^o Un trésorier;
- 4^o Un secrétaire-archiviste.

Ce Bureau est élu par le Conseil d'administration dans la première séance qui suit l'Assemblée générale annuelle. Son Président exerce également la présidence des Assemblées générales et du Conseil.

Les Comités de publication et des fonds sont nommés à la même date et par le Conseil.

Article 5.

La Société se réunit une fois par an en Assemblée générale ordinaire. Le Conseil peut la convoquer extraordinairement toutes les fois que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Dans les Assemblées générales, le Président de la Société est assisté des membres du Bureau.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 6.

L'Assemblée générale annuelle nomme les membres du Conseil d'administration.

Elle entend les rapports présentés au nom du Conseil et relatifs à l'état des travaux et à la situation financière.

D'après les indications qui lui sont soumises par le Conseil, elle arrête l'état des prévisions en recettes et en dépenses.

Elle approuve les comptes dont le détail lui est présenté.

Elle délibère sur les acceptations de dons et legs, sur les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, emprunts, constitutions d'hypothèques et baux à long terme.

Article 7.

Le Conseil d'administration se compose de quarante-huit membres.

Il est renouvelé tous les ans par quart.

Il est assisté dans sa gestion par les Comités de publication et des fonds.

Les procès-verbaux de ses séances sont signés du Président et du Secrétaire.

Article 8.

Les ressources de la Société se composent : 1^o des cotisations de ses membres fixées à quinze francs au minimum et rachetables par le versement d'un capital de cent cinquante francs; — 2^o du produit de la vente de ses publications; — 3^o des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement; — 4^o des subventions qui pourraient lui être accordées; — 5^o du produit des ressources créées à titre exceptionnel avec l'autorisation du Gouvernement; — 6^o du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

Article 9.

Les fonds disponibles seront placés en rentes nominatives 3 o/o sur l'État ou en obligations nominatives des Compagnies de chemin de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

Article 10.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Article 11.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Article 12.

En cas de dissolution, l'actif de l'Association est attribué, par délibération de l'Assemblée générale, à un ou plusieurs établissements

analogues et reconnus d'utilité publique. Cette délibération est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Article 13.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et soumis à l'approbation de l'Autorité préfectorale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

Article 1^{er}. Le Président sortant ne peut être réélu qu'au bout de trois ans.

Art. 2. Le Conseil d'administration est nommé à la majorité des membres présents de l'Assemblée générale.

Art. 3. Le Conseil d'administration se réunit le second mardi de chaque mois pour statuer sur les adhésions et régler, de concert avec le Comité des fonds et le Comité de publication, toutes les questions d'administration.

Tous les membres de la Société peuvent assister aux réunions du Conseil et y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Art. 4. Le Comité des fonds est composé de quatre membres ; il rend compte, tous les mois, de l'état des finances de la Société au Conseil d'administration.

Art. 5. Le Comité de publication est composé de sept membres, auxquels s'adjoignent de droit le Président, le Secrétaire et le Trésorier. Il se prononce, d'après le rapport d'un de ses membres, sur l'admission des travaux présentés.

Art. 6. Toutes les décisions du Conseil d'administration et des Comités sont prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage..

Art. 7. Un secrétaire-adjoint, désigné chaque année par le Conseil d'administration, seconde et, en cas de besoin, supplée le Secrétaire de la Société.

Art. 8. Toutes les ressources de la Société sont affectées à des publications auxquelles ont droit tous les membres de la Société.

Art. 9. La Société accorde aux auteurs une rémunération dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Art. 10. Les auteurs peuvent faire exécuter à leurs frais des tirages à part des travaux insérés dans le *Recueil* de la Société.

Tout tirage à part porte la mention du volume d'où il est extrait. La couverture de tous les exemplaires des tirages à part doit porter à l'extérieur cette mention : « Les tirages à part de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France ne peuvent être mis en vente. »

Art. 11. Les volumes publiés par la Société peuvent être vendus au prix que fixe chaque année le Conseil d'administration.

Art. 12. Il est tiré, chaque année, sur grand papier, un certain nombre d'exemplaires des volumes publiés par la Société. Les souscripteurs à ces exemplaires devront doubler le chiffre de leur cotisation annuelle ou le chiffre du versement unique. (*L'Assemblée générale du 14 mai 1912 a autorisé le Conseil d'administration à suspendre l'exécution de cet article.*)

LISTE DES MEMBRES

Pour l'année 1922.

La † précède les noms des membres décédés qui, aux termes de l'art. 8 des Statuts (4 du Règlement), avaient converti leur cotisation annuelle en un versement unique de 150 francs.

- ALFASSA (Paul) [1371], conservateur-adjoint du musée des Arts décoratifs; boulevard Malesherbès, 142 (VIII^e).
- ALLEMAGNE (Henry D') [807], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la bibliothèque de l'Arsenal; rue des Mathurins, 30 (VIII^e).
- ALLIOLI (Maurice) [1052]; quai de la Mégisserie, 16 (I^{er}).
- ANCHEL (Robert) [1377], archiviste aux Archives nationales; avenue de Wagram, 121 (XVII^e).
- ANDIGNÉ (Comte D') [1215], conseiller municipal de Paris; rue de Boulainvilliers, 49 (XVI^e).
- † ANDRÉ (M^{me} Alfred) [1176].
- ARRIVOT (M^{lle} Marie-Louise) [1370], archiviste-paléographe; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 160 (VIII^e).
- ARTONNE (André) [1183], attaché à la bibliothèque du ministère des Affaires étrangères; avenue Marceau, 67 (XVI^e).
- AUBERT (Félix) [723], avocat, archiviste-paléographe; rue de l'Épinette, 11, à Saint-Mandé (Seine).
- AUBERT (Abbé L.) [1211], curé de Saint-Pierre de Montrouge; rue du Moulin-Vert, 9 (XIV^e).
- AUBERT (Marcel) [1192], archiviste-paléographe, conservateur-adjoint au Musée du Louvre; cité Vaneau, 8 (VII^e).
- AUBRY-VITET (Eugène) [313], ancien conseiller général de Seine-et-Oise; rue de Varenne, 69 (VII^e).
- † AUMALE (Duc D') [199].
- AUTEMAYOU (Léon) [1346], architecte; rue Esquirol, 26 (XIII^e).
- AUVRAY (Lucien) [1000], archiviste-paléographe, bibliothécaire principal au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale; rue de l'Arsenal, 15 (IV^e).
- AUZOUX [1385], docteur en droit; avenue Bosquet, 15 (VII^e).
- AVIGNON (Alphonse) [1159]; rue des Martyrs, 58 (IX^e).
- † BAILLIÈRE (H.) [436].
- † BAILLY (A.-N.-L.) [548].
- BARANTE (Baron DE) [1007]; rue du Général-Foy, 22 (VIII^e).

- † BARBIER D'AUCOURT (Comte) [434].
- BARILLET (L.) [1370], ingénieur des arts et manufactures; rue Condorcet, 4 (IX^e).
- BARROUX (André) [1382], architecte de Saint-Denis; rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 51 (V^e).
- BARROUX (Marius) [784], architecte de la Seine; rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 51 (V^e).
- BATIFFOL (Louis) [1115], archiviste-paleographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; avenue de Saxe, 31 (VII^e).
- BEAUCHESNE (Marquis H. DE) [1031]; avenue Marceau, 8 (VIII^e).
- BEMENT (Edward) [1217]; place de la Madeleine, 7 (VIII^e).
- BÉMONT (Charles) [5], membre de l'Institut, directeur à l'École des Hautes-Études, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue Monsieur-le-Prince, 14 (VI^e).
- BERTIER DE SAUVIGNY (Comte Albert DE) [820]; rue Férou, 6 (VI^e).
- BERTRAND (Pierre) [871], bibliothécaire du ministère des Affaires étrangères; boulevard Arago, 51 (XIII^e).
- BESSIÈRES [1317]; rue du Faubourg-Poissonnière, 155 (IX^e).
- BETHMANN (Baron Hugo DE) [1167]; rue Pauquet, 31 (XVI^e).
- Bibliothèque de l'*Archevêché de Paris* [1068]; représentée par M. l'abbé P. Jacquet; rue de Bourgogne, 50 (VII^e).
- Bibliothèque des *Archives départementales de l'Oise* [751]; représentée par M. Roussel, archiviste; à Beauvais (Oise). (M. Picard, libraire.)
- Bibliothèque des *Archives départementales de la Seine* [858]; quai Henri IV, 30 (IV^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque des *Archives départementales de Seine-et-Oise* [849]; représentée par M. Lesort, archiviste; à Versailles (Seine-et-Oise). (M. Picard, libraire.)
- Bibliothèque des *Archives nationales* [428]; rue des Francs-Bourgeois, 60 (III^e). (M. Picard, libraire.)
- Bibliothèque des *Archives de la Préfecture de police* [1060]; quai des Orfèvres, 36 (I^{er}).
- Bibliothèque d'*Art et d'archéologie* de l'Université de Paris [1199]; représentée par M. André Joubin, bibliothécaire; rue Spontini, 16 (XVI^e).
- Bibliothèque de l'*Assistance publique* [1099]; avenue Victoria, 3 (IV^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Ordre des *Avocats de Paris* [538]; au Palais de Justice (IV^e).
- Bibliothèque de l'Université de *Bâle* [903]; représentée par M. Bernoulli, bibliothécaire; à Bâle (Suisse).
- Bibliothèque de la *Banque de France* [1241]; représentée par M. G. Pallain, gouverneur. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Blois* [1125] (Loir-et-Cher). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque des RR. PP. *Bollandistes* [1021]; boulevard Militaire, 775, à Bruxelles (Belgique).
- Bibliothèque publique de *Boston* (États-Unis) [1203]. (M. Terquem, rue Scribe, 1, libraire.)
- Bibliothèque nationale de *Buenos-Aires* [1144] (République Argentine); représentée par

- M. P. Groussac, directeur.
(M. E. Terquem, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université de *Californie* [1260]; à Berkeley, Californie (États-Unis); représentée par M. J. C. Rowell, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Cercle artistique et littéraire* [1166]; représentée par M. L. de Veyran, bibliothécaire; rue Volney, 7 (II^e).
- Bibliothèque du *Cercle de la Librairie* [960]; boulevard Saint-Germain, 117 (VI^e).
- Bibliothèque de la *Chambre des Députés* [403] (VII^e). (M. Le Soudier, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Chartres* [1070]; à Chartres (Eure-et-Loir).
- Bibliothèque de l'Université de *Chicago* (The University of Chicago Press Library Department) [1278], 5750-5758, Ellis Avenue, à Chicago, Illinois (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Collège de France* [1087] (V^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de la *Commission des antiquités et des arts de Seine-et-Oise* [914]; représentée par M. Lesort, archiviste, à Versailles (Seine-et-Oise). (M. Picard, libraire.)
- Bibliothèque de la *Commission des Monuments historiques* [398]; au Palais-Royal, rue de Valois, 3 (I^{er}).
- Bibliothèque du *Conseil municipal de Paris* [636]; à l'Hôtel de Ville (IV^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque royale de *Copenhague* [542]; à Copenhague (Danemark). (M. Lamotte, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Corbeil* [781]; à Corbeil (Seine-et-Oise).
- Bibliothèque de l'Université *Cornell* [1311]; à Ithaca, État de New - York (États - Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'*École des Beaux-Arts* [693]; représentée par M. Lavallée, bibliothécaire; rue Bonaparte, 14 (VI^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'*École des Chartres* [356]; rue de la Sorbonne, 17 (V^e).
- Bibliothèque de l'*École française de Rome* [1221]; palais Farnèse, à Rome. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'*École Polytechnique* [1194]; représentée par M. Tournaire, bibliothécaire, rue Descartes, 21 (V^e). (M. Gauthier-Villars, libraire.)
- Bibliothèque de l'*École libre des Sciences politiques* [978]; rue Saint-Guillaume, 27 (VII^e).
- Bibliothèque de la *Fondation Thiers* [1160]; rond-point Bugaud (XVI^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque *Forney* [1267]; représentée par M. Gabriel Henriot, bibliothécaire, rue Titon, 12 (XI^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque cantonale et universitaire de *Fribourg* [1264]; représentée par M. de Diesbach, bibliothécaire en chef, à Fribourg (Suisse). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de *Greenwich* (Rosemary Hall School Library)

- [1273]; représentée par miss Ruutz Rees, directrice, à Greenwich, Connecticut (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque *Howard* (Howard Memorial Library) [1272]; représentée par M. W. Beer, bibliothécaire en chef, à la Nouvelle-Orléans, Louisiane (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'*Institut de France* [581]; représentée par M. Deherain, bibliothécaire; au Palais de l'Institut (VI^e). (M. C. Klincksieck, libraire.)
- Bibliothèque de l'*Institut de France*. Bibliothèque Thiers. Fondation Dosne [1164]; place Saint-Georges, 27 (IX^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'*Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines* (bibliothèque de la ville de Paris) [332] (double souscription); rue de Sévigné, 29 (III^e). (M. Picard, libraire.)
- Bibliothèque de l'*Institut catholique de Paris* [1243]; représentée par M. l'abbé Marcel Langlois, bibliothécaire, rue de Vaugirard, 74. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université de l'État de *Iowa* [1288]; représentée par M. Malcolm G. Wyer, bibliothécaire; à Iowa City (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université *Johns Hopkins* [1266]; représentée par M. L. Raney, bibliothécaire, à Baltimore, Maryland (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque royale de *La Haye* [1213]; Lange Voorhout, 34, à La Haye; représentée par M. W.-G.-C. Bijvanck, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Laval* [917]; à Laval (Mayenne). (MM. Larchon et Ernouf, libraires.)
- Bibliothèque de l'Université *Laval* [1143]; à Québec (Canada); représentée par M. T.-E. Hamel, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'abbaye de *Ligugé* [1129]; à Fays-Bois, par Leignon, province de Namur (Belgique); représentée par dom J.-M. Besse. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université de *Lille* [1023]; à Lille (Nord).
- Bibliothèque municipale de *Limoges* [1263]; à Limoges (Haute-Vienne). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de *Londres* (London Library) [1254]; Saint-James Square, à Londres. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du collège philosophique et théologique de *Louvain* [1300]; représentée par M. De Ghellinck, bibliothécaire; rue des Récollets, 11, à Louvain (Belgique). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université catholique de *Louvain* [1296]; représentée par M. Delannoy, bibliothécaire; à Louvain (Belgique). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université de *Lyon* [1181]; représentée par M. Dreyfus, bibliothécaire; quai Claude-Bernard, 18, à

- Lyon (Rhône). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale du *Mans* [1018]; au Mans (Sarthe). (M. Gaulon, libraire.)
- Bibliothèque de l'abbaye de *Maredsous* [1123]; par Denée-Maredsous, province de Namur (Belgique); représentée par dom Raymond Thibaut. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Melun* [1179]; représentée par M. Rayon, bibliothécaire; à Melun (Seine-et-Marne). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université du *Michigan* [1259]; à Ann Arbor, Michigan (États-Unis); représentée par M. Th. W. Koch, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Ministère de la Guerre* [1193]; rue Saint-Dominique (VII^e). (MM. Hachette et C^{ie}, libraires.)
- Bibliothèque de l'Université de *Minnesota* [1350]; à Minneapolis (États-Unis).
- Bibliothèque de l'Université de *Montpellier* [1306]; représentée par M. Henri Bel, bibliothécaire; palais de l'Université, à Montpellier (Hérault). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Musée Calvet* [1142]; à Avignon (Vaucluse); représentée par M. Girard, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Musée Carnavalet* [1076]; rue Sévigné, 23 (III^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du *Musée Condé* [1002]; représentée par M. G. Macon, conservateur; à Chantilly (Oise). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque *Newberry* [1161]; Chicago, Illinois (État-Unis). (M. Terquem, libraire.)
- Bibliothèque administrative de la *Préfecture de la Seine* [777]; à l'Hôtel de Ville (IV^e).
- Bibliothèque de feu M. le baron James-Edouard de *Rothschild* [681]; avenue de Friedland, 42 (VIII^e).
- Bibliothèque *Rylands* [1249]; à Manchester; représentée par M. H. Guppy, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Saint-Denis* [1061]; à Saint-Denis (Seine).
- Bibliothèque municipale de *Saint-Germain-en-Laye* [1055]; représentée par M. Albert Bonneau, bibliothécaire, à la Mairie de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- Bibliothèque nationale de *Saint-Marc* [1248]; au Palais ducal, à Venise; représentée par M. Giulio Coggiola, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Saint-Nazaire* [1138]; représentée par M. E. Riché, bibliothécaire; à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque du Séminaire de *Saint-Sulpice* [1025]; à Paris (VI^e). (M. A. Picard, libraire.)
- Bibliothèque du *Sénat* [764]; au Palais du Luxembourg (VI^e). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de la *Società romana di storia patria* (Biblioteca Vallicelliana) [921]; à Rome. (M. A. Picard, libraire.)

- Bibliothèque de l'abbaye de *Solmes* [1136]; Quarr Abbey, Ryde, île de Wight (Grande-Bretagne); représentée par le R^{me} P. Paul Delatte. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque royale de *Stockholm* [1139]; représentée par M. E.-W. Dahlgren, bibliothécaire en chef. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque régionale et universitaire de *Strasbourg* [1140]; représentée par M. Wickersheimer, administrateur. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université de *Toronto* [1268]; représentée par M. Hugh Hornby Langton, bibliothécaire en chef, à Toronto (Canada). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Troyes* [1116] (Aube). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque publique de *Tunis* [1363]; représentée par M. Barbeau, bibliothécaire.
- Bibliothèque de l'Université royale d'*Upsal* (Akademiska Bokhandeln) [1251]; représentée par M. Aksel Andersson, bibliothécaire en chef.
- Bibliothèque apostolique du *Vatican* [1247]; à Rome. (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque municipale de *Versailles* [292]; à Versailles (Seine-et-Oise). (M. Champion, libraire.)
- Bibliothèque de l'Université *Yale* [1220]; à New-Haven, Connecticut (États-Unis); représentée par M. J.-C. Schwab, bibliothécaire. (M. Champion, libraire.)
- BILLAUEL (Maurice) [1091], conseiller référendaire à la Cour des comptes; rue Murillo, 9 (VIII^e).
- † BIOLLAY (Paul) [393].
- BLACAS (Comte Bertrand DE) [1108]; avenue de l'Alma, 33 (VIII^e).
- BLANCHET (Adrien) [992], membre de l'Institut, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; boulevard Émile-Augier, 10 (XVI^e).
- BLIES (Madame George J.) [1189]; chez M. Champion.
- BLOCH (Marc) [1229], chargé de cours à la Faculté des lettres; allée de la Robertsau, 48, Strasbourg (Bas-Rhin).
- BLONDEL (Paul) [894]; rue Fontaine, 30 (IX^e).
- † BOBILLIER (M^{lle} Marie) [1231].
- BOGAERTS (Jules) [1349]; 36, rue des Azalées, Merxem-lez-Anvers (Belgique).
- BOINET (A.) [1212], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la bibliothèque Sainte-Geneviève; boulevard Raspail, 286 (XIV^e).
- BOISLISLE (Jean DE) [1201], archiviste-paléographe; avenue de Tourville, 1 (VII^e).
- BONAPARTE (Prince Roland) [891], membre de l'Institut; avenue d'Iéna, 10 (XVI^e).
- BONNARDOT (Fr.) [314], conservateur honoraire de la bibliothèque de Verdun; à Conflans-Sainte-Honorine (Seine-et-Oise).
- † BONNASSIEUX (Pierre) [288].
- BONNAT (René) [1053], archiviste de Lot-et-Garonne; à Agen (Lot-et-Garonne).
- BONNAULT D'HOUEÏ (Baron Xa-

- vier DE) [810], archiviste-paléographe; place du Palais, 4, à Compiègne (Oise).
- † BORDE (Edmond) [1205].
- BOUCHER (François) [1384], archiviste-paléographe, attaché au musée Carnavalet; 1, boulevard Henri IV (IV^e).
- BOULAY DE LA MEURTHE (Comte Alfred) [9]; rue de Villersexel, 7 (VII^e).
- BOULÉ (Alphonse) [500], magistrat en retraite; à Lignières (Cher).
- † BOURGE (Gaston DE) [200].
- BOURNÉ (Fernand) [1274]; rue de Paris, 102 *bis*, à Groslay (Seine-et-Oise).
- BOUSQUET (Henri) [1285]; boulevard Raspail, 284 (XIV^e).
- BRAME (Henri) [1356]; rue de l'Université, 47 (VII^e).
- BRIÈRE (Gaston) [1047], conservateur-adjoint du Musée de Versailles; boulevard Beaumarchais, 113 (III^e).
- BRIMONT (Vicomte André DE) [1119]; boulevard Lundy, 34, à Reims (Marne).
- BROCHARD (Abbé Louis) [1312]; vicaire à Saint-Laurent, rue du Château-Landon, 8 (Xe).
- BUCHER (M^{me} J.) [1353]; rue de Paris, 6, à Soisy-sous-Montmorency (Seine-et-Oise).
- BURNAND (Robert) [1170], archiviste-paléographe, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque historique de la ville de Paris; rue de Cluny, 11 *bis* (Ve).
- BURNIER (Dr) [1359], interne des hôpitaux; rue Jules-Lefebvre, 5 (IX^e).
- CAHEN (Léon) [1379]; rue Lalo, 9 *bis* (XVI^e).
- CAILLEUX (Gaston) [1146], architecte; rue des Ursulines, 23, à Saint-Denis (Seine).
- † CAIX DE SAINT-AYMOUR (Comte Amédée DE) [406].
- CARIÉ (Paul) [229]; rue Murillo, 4 (VIII^e).
- CARIVENC (Paul) [1347], inspecteur principal de la navigation commerciale et des ponts du département de la Seine; rue La Fontaine, 14 (XVI^e).
- CHAMPETIER DE RIBES (Maurice) [1261], notaire honoraire; rue de Castiglione, 10 (I^{er}).
- CHAMPION (Édouard) [523], libraire; quai Malaquais, 5 (VI^e).
- CHAMPION (Pierre) [1126], archiviste-paléographe; rue Michelet, 4 (VI^e).
- CHAMPION (M^{me} Pierre) [1175]; rue Michelet, 4 (VI^e).
- CHARLET (Gaston) [1371], ingénieur des arts et manufactures; avenue du Président Wilson, 307, La Plaine-Saint-Denis (Seine).
- CHATELAIN (Émile) [993], membre de l'Institut, conservateur de la bibliothèque de l'Université, directeur-adjoint à l'École des Hautes-Études; à la Sorbonne (Ve).
- CHEVALLIER (M^{lle} Geneviève) [1340]; avenue Daumesnil, 30 *bis* (XII^e).
- † CHÉVRIER (Maurice) [657].
- COCHIN (Henry) [790], quai d'Orsay, 23 (VII^e).
- CODMAN (Ogden) [1204]; chez M. H. Champion, libraire à Paris.
- COLARD (H.) [1029], chef de bureau honoraire à la Préfecture de la Seine; villa Félix, che-

- min d'Anglade, à Bayonne (Basses-Pyrénées).
- COLLOMP (Joseph) [1065]; rue d'Artois, 22 (VIII^e).
- COÛARD (Émile) [831], archiviste honoraire de Seine-et-Oise; rue Carnot, 4, à Versailles (Seine-et-Oise).
- COUDERC (Camille) [828], archiviste-paléographe, conservateur-adjoint du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale; rue de Harlay, 20 (I^{er}).
- † COURCEL (George DE) [617].
- COURCEL (Valentin DE) [1344], archiviste-paléographe; rue de Vaugirard, 20 (VI^e).
- COUTELIER (R.) [1362]; boulevard Richard-Lenoir, 52 (XI^e).
- COVILLE (Alfred) [1042], directeur de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Instruction publique; rue des Vignes, 58 (XVI^e).
- COYECQUE (Ernest) [770], archiviste-paléographe, chef de la Bibliothèque administrative et des Bibliothèques municipales à la Préfecture de la Seine; rue Morère, 3 (XIV^e).
- † CRAMAIL (Alfred) [628].
- CROCHARD (André) [1323]; avenue Victor-Hugo, 115 (XVI^e).
- CROÿ (Princesse DE) [1098]; avenue du Bois de Boulogne, 66 (XVI^e).
- DACIER (Émile) [1148], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; rue Cavendish, 5 (XIX^e).
- DAVANNE (Maurice) [618], conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève; rue des Petits-Champs, 82 (II^e).
- DEGUY-SAAPH (M^{me}) [1376], secrétaire général de la Société Art et Travail; rue de Corneilles, 63, Levallois-Perret (Seine).
- DELABORDE (Comte H.-Fr.) [20], membre de l'Institut, professeur à l'École des chartes; rue de Phalsbourg, 14 (XVII^e).
- DEPOIN (Joseph) [477]; boulevard Saint-Germain, 150 (VI^e).
- DERAY (Maurice) [1128]; rue des Pyrénées, 273 (XX^e).
- DEROY (Léon) [759], directeur de la Chambre syndicale des propriétés immobilières de la ville de Paris; rue d'Amsterdam, 67 (VIII^e).
- DESLANDRES (Paul) [1058], archiviste-paléographe, conservateur à la bibliothèque de l' Arsenal; avenue Debasieux, 16, au Chesnay (Seine-et-Oise).
- † DOBY (Abbé Auguste) [666].
- DROUIN (Victor) [1045]; rue des Ottats, 23, à Créteil (Seine).
- DUBOIS (Alain) [1290]; rue Pierre-l'Ermite, 24, à Amiens (Somme).
- DUCAFFY (M^{lle} Cécile) [1381], archiviste-adjointe aux archives de la Seine; rue de Vaugirard, 306 (XV^e).
- DUFAY (Pierre) [1299], ancien bibliothécaire de la ville de Blois; avenue Trudaine, 16 (IX^e).
- DUFOUR (Théophile) [115], directeur honoraire des archives et de la bibliothèque de Genève; route de Florissant, 6, à Genève (Suisse).
- DUFURNET (Abbé) [1297], vicaire de la paroisse; Grande-Rue, 129, à Nogent-sur-Marne (Seine).
- DULAU (A.-B.) [868 et 979] (double souscription), libraire;

- Soho Square, 37, à Londres (Angleterre).
- DUMOLIN (Maurice) [1345], ancien élève de l'École polytechnique; avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 16 (XVI^e).
- DUPONT-FERRIER (Gustave) [1246], archiviste-paléographe, professeur à l'École des chartes; rue Gay-Lussac, 28 (V^e).
- DURRIEU (Comte Paul) [842], membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques et scientifiques, conservateur honoraire au Musée du Louvre; avenue de Malakoff, 74 (XVI^e).
- † DUTILLEUL (Charles) [714].
- † EGGER (Émile) [35].
- ÉMARD (Paul) [1318]; rue Saint-Jacques, 254 (V^e).
- † ENGEL-DOLLFUS (Frédéric) [344].
- ÉRIEU (Abbé) [1343]; rue Violet, 57 (XV^e).
- ESPAULLARD (Hector) [1182], architecte; boulevard Gambetta, 29, à Noisy-le-Sec (Seine).
- ESPEZEL (Pierre d') [1383], archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; avenue de Saint-Mandé, 77 (XII^e).
- EUDE (Emile) [1326], ingénieur; rue François-Millet, 12 (XVI^e).
- FAGNIEZ (Gustave) [37], membre de l'Institut; rue de Paris, 111, à Meudon (Seine-et-Oise).
- FANART (Maurice) [1222], avocat à la Cour d'appel; villa Jehanne-d'Arc, Vineuil - Saint - Firmin (Oise).
- FANET (Valère) [1088]; rue Boileau, 38 (XVI^e).
- FAURE-BEAULIEU (Léon) [1038]; rue Saint-Didier, 29 (XVI^e).
- FENAILLE (Maurice) [949]; rue de l'Élysée, 14 (VIII^e).
- † FEULARD (Dr Henri) [795].
- † FICHOT (Charles) [635].
- FIRINO (Roger) [836], ancien député de l'Aisne; avenue Montaigne, 3 (VIII^e).
- FORBES (Mlle Florence) [1303]; avenue Georges V, 37 (VIII^e).
- FORESTIER (Charles) [1190]; abbaye de Longchamp, Neuilly-sur-Seine.
- FOSSEYEUX (Marcel) [1238], chef de service à l'Assistance publique; avenue du Maine, 189 (XIV^e).
- FOULD (Eugène) [1242]; avenue d'Iéna, 54 (XVI^e).
- FRANK (Maurice) [1341]; rue de Mantes, 3, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- FRÉMY (Comte Elphège) [1277], archiviste - paléographe; rue Casimir-Périer, 11 bis (VII^e).
- † FRÉVILLE (Baron Robert de) [1292].
- GALLATIN (Madame R. Horace) [1271]; Madison avenue, 428, à New-York (États-Unis). (M. Champion, libraire.)
- GALLICE (Henri) [1195]; rue Boissy-d'Anglas, 9 (VIII^e), et rue du Commerce, 13, à Épernay (Marne).
- GASTON (Abbé Jean) [1080], curé de Saint-Hippolyte; avenue de Choisy, 27 (XIII^e).
- GASZTOWTT (Georges) [1314]; rue Guéroux, 35, à Pierrefitte (Seine).
- GAZIER (Augustin) [611], professeur à la Faculté des lettres de Paris, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue Denfert-Rochereau, 22 (V^e).

- † GÉRARD (Albert) [404].
GERBAUX (Fernand) [863], conservateur honoraire aux Archives nationales; rue Monsieur-le-Prince, 20 (VI^e).
GIARD (René) [1279], archiviste-paléographe; à Lille (Nord).
GINISTY (Paul) [1294], inspecteur général des monuments historiques; rue de Rivoli, 224 (I^{er}).
† GOLDSCHMIDT (Léopold) [888].
GOSSELIN-LENOTRE (Th.) [973]; rue Vaneau, 40 (VII^e).
GRAND (Ernest-Daniel) [1284], archiviste-paléographe; rue de la Paroisse, 31, à Versailles (Seine-et-Oise).
GRANDMAISON (Louis DE) [919], ancien archiviste d'Indre-et-Loire; rue Émile-Zola, 13, à Tours (Indre-et-Loire).
GRAVEREAUX (Henri) [1177]; rue de la Trémoille, 22 (VIII^e).
GROSSWALD (Henri) [1310]; rue de Maubeuge, 39 (IX^e).
GRUEL (Léon) [942], relieur; rue Saint-Honoré, 418 (VIII^e).
GUÉROULT (Albert) [412]; rue de Lyon, 7 (XII^e).
GUEULETTE (Gaston) [1380]; rue Mignet, 2 (XVI^e).
GUIBERT (Joseph) [1113], archiviste-paléographe, conservateur-adjoint du département des Estampes de la Bibliothèque nationale; rue Ampère, 45 (XVII^e).
† GUIFFREY (J.-J.) [45].
GUILHIERMOZ (Paul) [689], archiviste-paléographe, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale; quai Voltaire, 5 (VII^e).
GUILLAUME (Joseph) [865], professeur à l'Institut catholique de Lille; avenue de Breteuil, 54 (VII^e).
GUILLAUMERON (Pierre) [1276]; avenue Émile-Zola, 112 *bis* (XV^e).
GUILLEMOT (Étienne) [1112], archiviste aux Archives nationales; rue du Connétable, 59, Chantilly (Oise).
GUYOT (M^{me} Ernest) [1348]; château de Saint-Léger-Triey, par Pontailler-sur-Saône (Côte-d'Or).
HAENTJENS (Georges) [1354]; rue Boissière, 24 (XVI^e).
HALLAYS (André) [1056]; boulevard Raspail, 33 (VII^e).
† HAMY (Dr É.-T.) [952].
HANOTAUX (Gabriel) [690], membre de l'Académie française, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien député; avenue Hoche, 4 (VIII^e).
HARRY (Jones) [1374]; boulevard de la Reine, 9, à Versailles (Seine-et-Oise).
† HARTMANN (Alfred) [352].
HARTMANN (Georges) [851]; château de Conflans, à Charenton (Seine).
HARTMANN (Paul) [1208], notaire; place Carnot, 5, Le Havre (Seine-Inférieure).
† HAVET (Julien) [226].
HAYAUX DU TILLY (L.-P.-H.) [981], agent de change honoraire; rue Richelieu, 83 (II^e).
† HEINE (Michel) [509].
HEMMENDINGER (Gaston) [1364]; rue de Courcelles, 138 (XVII^e).
HENRIOT (Gabriel) [1227], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la bibliothèque Forney; boulevard de Picpus, 9 (XII^e).
† HENROTTE (François) [388].
HERLAUT (Commandant Auguste) [1330]; rue de Prony, 97 (XVII^e).

- HUET (Paul) [545], sous-ingénieur à l'imprimerie de la Banque de France; rue de l'Université, 8 (VII^e).
- HUISMAN (Georges) [1237], architecte-paléographe; avenue Mozart, 54 *bis* (XVI^e).
- HUSSON (Henry) [803]; place de Breteuil, 7 (VII^e).
- HYDE (James-H.) [1209]; rue Adolphe-Yvon, 18 (XVI^e).
- Institut français de Naples [1375]; Piazza S. Domenico Maggiore, à Naples; représenté par M. Paul-Marie Masson.
- JACOB (Émile) [49], architecte; boulevard Voltaire, 26 (XI^e).
- JAGOT (Henry) [1286]; Jouarre (Seine-et-Marne).
- JANSSENS (Maurice) [1379]; avenue de Longchamp, 35, à Uccle-Bruxelles (Belgique).
- JARRY (Paul) [1186]; rue Blanche, 62 (IX^e).
- JOBBÉ-DUVAL (Émile) [802], professeur à la Faculté de droit de Paris; avenue de Breteuil, 39 (VII^e).
- JOUSSELIN (Fernand) [1118]; villa Guibert, 5 (rue de la Tour, 83) (XVI^e).
- KANN (Édouard) [1302]; avenue d'Iéna, 49 (XVI^e).
- † KAULEK (Jean) [671].
- KÆCHLIN (Raymond) [1214]; quai de Béthune, 32 (IV^e).
- LABATUT (Guy DE) [1280]; avenue Kléber, 67 (XVI^e).
- LA BAUME-PLUVINEL (Comte Aymar DE) [1333]; avenue Raphaël, 26 *bis* (XVI^e).
- † LABITTE (Adolphe) [129].
- † LABORDE (Marquis DE) [52].
- LA BORDE (Comte Alexandre DE) [1336], membre de l'Institut; boulevard de Courcelles, 81 (VIII^e).
- LA CAILLE [738], ancien magistrat; boulevard Malesherbes, 50 (VIII^e).
- † LACOMBE (Paul) [553].
- LALAIN-CHOMEL (Maurice DE) [452], conseiller à la Cour d'appel; rue de l'Université, 5 (VII^e).
- LAMBEAU (Lucien) [1090], chef de bureau honoraire à la Préfecture de la Seine; rue des Lions, 19 (IV^e).
- LARRIERE (Docteur) [1236]; à Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).
- LAUER (Ph.) [1064], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; boulevard Jules-Sandeau, 25 (XVI^e).
- LAUNAY (Abbé DE) [915]; rue Antoine-Chantin, 12 (XIV^e).
- LAURENTIE (J.) [951], avocat à la Cour d'appel; rue Guy-de-Labrosse, 9 (V^e).
- LA VALLÉE-POUSSIN (L. DE) [1253], consul honoraire; cité Médicis, 8, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- LE BRUN (Eugène) [1078]; place Saint-Georges, 36 (VII^e).
- LECESTRE (Léon) [1327], archiviste aux Archives nationales; rue Saint-Sulpice, 18 (VI^e).
- LEFEBVRE [648], professeur à la Faculté de droit de Paris; boulevard Saint-Germain, 242 *bis* (VII^e).
- LEFÈVRE - PONTALIS (Eugène-Amédée) [735], archiviste-paléographe, membre du Comité des travaux historiques, professeur à l'École des chartes; rue de Phalsbourg, 13 (XVII^e).
- LEFÈVRE - PONTALIS (Germain)

- [675], archiviste-paléographe, secrétaire d'ambassade; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 118 (VIII^e).
- LE GRAND (Léon) [752], conservateur aux Archives nationales; rue du Regard, 11 (VI^e).
- LEGUILLETTE (C.) [932]; boulevard Saint-Germain, 116 (VI^e).
- LELONG (Eugène) [247], membre du Comité des travaux historiques, chargé de cours à l'École des chartes, ancien archiviste aux Archives nationales; rue Monge, 59 (V^e).
- † LEMAIRE (Arthur) [520].
- † LEMERCIER (Abel) [284].
- LEMOINE (Henri) [1373], archiviste-adjoint de la Seine; rue Michel-Ange, 30 (XVI^e).
- LEMOISNE (Paul-André) [1114], archiviste-paléographe, bibliothécaire au département des Estampes de la Bibliothèque nationale; rue de l'Université, 91 (VII^e).
- LÉON (Jules) [1298]; boulevard Lannes, 51 (XVI^e).
- LEREDU (Georges) [980], avocat à la Cour d'appel; rue de Paradis, 42 (X^e).
- LEROY (Charles) [1372]; rue Damas, à Noisy-le-Sec (Seine).
- LESAGE (M^{me} veuve Léon) [539]; rue de Rivoli, 116 (I^{er}).
- Le SENNE (Eugène) [805]; boulevard Haussmann, 73 (VIII^e).
- LE VAYER (Paul) [959], conservateur honoraire de la Bibliothèque historique de la ville de Paris; La Porte-d'Orne, Ballon (Sarthe).
- LE VERDIER (Pierre) [1322], conseiller général de la Seine-Inférieure; rue de Crosne, 20, à Rouen (Seine-Inférieure).
- LÉVIS-MIREPOIX (Comte DE) [1032]; rue de Lille, 121 (VII^e).
- LÉVY (Pierre) [1368], archiviste-paléographe; rue de Sévigné, 24 (III^e).
- † LONGNON (Auguste) [63].
- LORIN (Félix) [1325]; rue de Paris, 2, Rambouillet (Seine-et-Oise).
- † LOT (Henri) [65].
- LOUBAT (Duc DE) [1057], membre de l'Institut; rue Dumont-d'Urville, 53 (XVI^e).
- LOUZIER (Sainte-Anne) [644]; rue Pouchet, 16 (XVII^e).
- † LUCE (Siméon) [66].
- LUPPÉ (Marquis DE) [983]; rue Barbet-de-Jouy, 29 (VII^e).
- LYON (Ernest) [1338], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel; rue de Courcelles, 87 (XVII^e).
- MAHÉ (Édouard) [1269]; rue de Gagny, 16, à Montfermeil (Seine-et-Oise).
- MALLEVOUE (Fernand DE) [647]; boulevard Central, 5, au Chénay (Seine-et-Oise).
- MANNEVILLE (Ch.) [1151], rédacteur principal au ministère du Commerce; avenue des Gobelins, 9 (V^e).
- MANTEYER (Georges PINET DE) [1224], archiviste des Hautes-Alpes, ancien membre de l'École française de Rome; à Gap.
- MAQUET (Lt-Colonel) [1316], commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre du 10^e corps; rue Brizeux, 12, Rennes (Ille-et-Vilaine).
- MARCEL (Pierre) [1162]; villa Scheffer, 18, rue Scheffer, 51 (XVI^e).
- MAREUSE (Edgar) [384], secrétaire du Comité des inscriptions

- parisiennes; boulevard Haussmann, 81 (VIII^e).
- MAREUSE (M^{me} Edgar) [944]; boulevard Haussmann, 81 (VIII^e).
- MARQUET DE VASELOT (Jean) [1234], conservateur-adjoint au Musée du Louvre; rue de Marignan, 19 (VIII^e).
- MARTIN (André) [1367], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; rue Monge, 5 (V^e).
- MARTIN (Henry) [1081], archiviste-paléographe, administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal; rue Sully, 1 (IV^e).
- † MASSON (Abbé) [249].
- MASSON (Frédéric) [127], membre de l'Académie française; rue de La Baume, 15 (VIII^e).
- MASSON (Henri) [1168]; boulevard Magenta, 137 (X^e).
- MAUGÉ (Albert) [1331]; rue Voltaire, 53, à Levallois-Perret (Seine).
- MAUGER (Albert) [927]; rue de la Paix, 7, à Saint-Leu-la-Forêt (Seine-et-Oise).
- MÉLY (Fernand DE) [776]; rue de La Trémoille, 26 (VIII^e).
- MENTIENNE (Adrien) [677], ancien maire; à Bry-sur-Marne (Seine).
- MESNARD (Georges) [1107]; rue La Boétie, 7 (VIII^e).
- † MEYER (Paul) [305].
- MICHAU (André) [1287]; rue de Longchamp, 1 (XVI^e).
- MICHEL (André) [1332], conservateur aux Musées nationaux; rue Claude-Bernard, 59 (V^e).
- MINISTÈRE de l'Instruction publique (souscription et subvention, 54 exemplaires).
- MIRABAUD (Albert) [283]; rue de Provence, 56 (IX^e).
- MIROT (Léon) [999], archiviste aux Archives nationales; rue Nouvelle, 1 (IX^e).
- MONTESQUIOU-FEZENSAC (Comte Henri DE) [839]; château de Longpont, à Longpont (Aisne).
- MONTMORENCY (L. de Talleyrand-Périgord, duc DE) [1360]; avenue du Bois de Boulogne, 34 (XVI^e).
- MONVAL (Jean) [1304], archiviste-paléographe, bibliothécaire-adjoint de la Comédie-Française; rue Racine, 30 (VI^e).
- † MORANVILLÉ (A.) [173].
- MORANVILLÉ (Henri) [974]; boulevard Péreire, 112 (XVII^e).
- MOREAU-NÉLATON [702]; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 73 bis (VIII^e).
- MOREL-FATIO (Alfred) [78], membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France; rue de l'Occident, 18, à Versailles (Seine-et-Oise).
- MOUSSARD (Ernest) [1121]; à Bonnières-sur-Seine (S.-et-O.).
- MOUSSET (Albert) [1226], archiviste-paléographe; rue Eugénie, 3, à Saint-Mandé (Seine).
- NATHAN (A.) [1386]; rue de la Madeleine, 30, Thorigny (Seine-et-Marne).
- NERVO (Baron Jean DE) [1228]; boulevard de La Tour-Maubourg, 41 bis (VII^e).
- NICOLAY (Marquis DE) [460]; rue Saint-Dominique, 35 (VII^e).
- NOIRMONT (Baron DE) [1366]; rue Constant-Coquelin, 7 (VII^e).
- NORMAND (Charles) [832], architecte diplômé par le Gouvernement; rue Saint-Antoine, 62 (IV^e).

- OJARDIAS (Albert) [1245]; rue Guénégaud, 12 (VI^e).
- OLIVIER (Dr E.) [1351]; rue de Rennes, 116 (VI^e).
- OLIVIER (Léon) [1329]; rue Nollet, 28 (XVII^e).
- OMONT (Henri) [633], membre de l'Institut et du Comité des travaux historiques, inspecteur général des bibliothèques, conservateur du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale; rue Raynouard, 17 (XVI^e).
- OULMONT (Charles) [1232]; boulevard Malesherbes, 101 (VIII^e).
- PAGÈS (Victor) [1239]; avenue de Villiers, 87 (XVII^e).
- † PANNIER (Léopold) [81].
- PARDINEL [1046]; rue Bonaparte, 5 (VI^e).
- PARMENTIER (André) [1197], agrégé d'histoire, professeur au collège Chaptal; rue Nollet, 6 (XVII^e).
- PASQUET (Paul) [1275], lieutenant d'artillerie; rue Gabrielle, 47 (XVIII^e).
- PÉLISSIER (M^{me} L.-G.) [1309]; château Leyris, boulevard J.-J.-Rousseau, à Montpellier (Hérault).
- † PELLERIN DE LA TOUCHE (G.) [1210].
- PEPIN-LEHALLEUR [908]; rue de Castiglione, 14 (I^{er}).
- PÉREIRE (Alfred) [1313]; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 35 (VIII^e).
- PERRAULT-DABOT (A.) [1218], inspecteur général honoraire des Monuments historiques; boulevard Saint-Michel, 87 (V^e).
- PÊTRE (Augustin) [1034]; rue Faidherbe, 31, à Saint-Mandé (Seine).
- † PIAT (Albert) [207].
- PICARD (Auguste) [253], archiviste-paléographe, libraire; rue Bonaparte, 82 (VI^e).
- † PICOU (Gustave) [821].
- PISANI (Abbé) [1062], chanoine de Notre-Dame; quai Montebello, 13 (V^e).
- PLANCOUARD (Léon) [935]; à Cléry-en-Vexin (Seine-et-Oise).
- POÈTE (Marcel) [1083], archiviste-paléographe, directeur de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris; rue des Fossés-Saint-Jacques, 22 (VI^e).
- PONCE (Lucien) [1352]; rue Émile-Gilbert, 2 (XII^e).
- POTEL (Dr Maurice) [1308]; rue Nouvelle, 3 (IX^e).
- POUPARDIN (René) [1086], archiviste-paléographe, professeur honoraire à l'École des chartes, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; boulevard Saint-Michel, 72 (VI^e).
- † PRALON (Auguste) [651].
- PRALON (Léopold) [1244]; rue Alfred-de-Vigny, 9 (VIII^e).
- PRIEUR (Albert) [1339]; boulevard Malesherbes, 76 (VIII^e).
- PRINET (Gaston) [1321]; place Saint-Sulpice, 1 (VI^e).
- † PROST (Henry) [1233].
- QUIÉDEVILLE (Edmond) [788]; rue d'Argenson, 1 (VIII^e).
- RADIUS (Paul) [1357]; rue François 1^{er}, 16 (VIII^e).
- RAYNAUD (M^{me} Gaston) [1281]; avenue de Villiers, 130 (XVII^e).
- REISET (F. DE) [547]; rue Ventadour, 4 (I^{er}).
- RENAULT (G.) [1369]; rue Sacrot, à Saint-Mandé (Seine).

- RENOUARD (Philippe) [940]; rue des Saints-Pères, 19 (VI^e).
- REY (M^{me} Auguste) [256]; rue Sainte-Cécile, 8 (IX^e).
- RHEIN (André) [1342], archiviste-paléographe; rue Neuve, 11, à Versailles (Seine-et-Oise).
- RILLY (Comte DE) [1085]; au château d'Oysonville, par Sainville (Eure-et-Loir).
- RIOTOR (Léon) [1358], membre du Conseil municipal; quai de Béthune, 26 (IV^e).
- ROCHEGUDE (Marquis DE) [1069]; rue Beaujon, 34 (VIII^e).
- ROQUES (Mario) [1216], professeur à l'École des langues orientales vivantes, directeur-adjoint à l'École des Hautes-Études, chargé de cours à la Faculté des lettres; rue de Poissy, 2 (V^e).
- ROUSSEAU (François) [1328]; boulevard Raspail, 276 (XIV^e).
- ROUSSIER (Paul) [1361], bibliothécaire-archiviste du ministère des Colonies; rue Dupont-des-Loges, 8 (VII^e).
- ROY (Maurice) [729], conseiller référendaire à la Cour des comptes; avenue Rapp, 20 (VII^e).
- SAINT-FOIX (Georges DE) [950]; rue Pierre-Charron, 31 (VIII^e).
- SALA (Comtesse) [1163]; rue Clément-Marot, 22 (VIII^e).
- SAMARAN (Charles) [1365], ancien membre de l'École française de Rome, archiviste aux Archives nationales; avenue Gourgaud, 8 (XVII^e).
- SANDOZ (Gustave-Roger) [902], secrétaire général du Comité français des Expositions à l'étranger; rue Royale, 10 (VIII^e).
- † SEGOND (Louis-Ernest) [756].
- SENART (Émile) [96], membre de l'Institut; rue François I^{er}, 18 (VIII^e).
- SERBAT (Louis LASSALLE-) [1095], archiviste-paléographe; rue Chateaubriand, 8 (VIII^e).
- SERVOIS (Gustave) [309], directeur honoraire des Archives, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; boulevard Malesherbes, 101 (VIII^e).
- SIGURET (Abbé Marcel) [1320], vicaire à la Trinité; rue de la Trinité, 3 (IX^e).
- SOUCHON (Victor) [931]; boulevard Saint-Denis, 58, à Courbevoie (Seine).
- STEIN (Henri) [698], conservateur aux Archives nationales, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue Gay-Lussac, 38 (V^e).
- TARDIF (Joseph) [704], archiviste-paléographe, avocat à la Cour d'appel de Paris; cité Vaneau, 8 (VII^e).
- THEVIN (M^{lle} Alice) [1127]; avenue Gabriel, 48 (VIII^e).
- THIBAUT (Fabien) [1337], avocat à la Cour d'appel; rue Pierre-Curie, 22 (V^e).
- TREILHARD (Vicomte Jules) [964]; avenue d'Antin, 57 (VIII^e).
- TRUDON DES ORMES (Amédée) [1015], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; rue Carnot, 4, à Versailles (Seine-et-Oise).
- TRUSSON (Charles) [1324]; boulevard du Montparnasse, 108 (XIV^e).
- VALLOT (Joseph) [767], directeur de l'Observatoire du Mont-Blanc; rue François-Anne, 5, à Nice (Alpes-Maritimes).
- † VALOIS (Noël) [736].

- VAUTHIER (G.) [1335]; rue de la Pompe, 159 (XVI^e).
- VIARD (Jules) [864], conservateur-adjoint aux Archives nationales; avenue Gambetta, 17, à Saint-Mandé (Seine).
- VIDIER (Alexandre) [977], archiviste-paléographe, inspecteur général des bibliothèques et des archives; rue de Sèvres, 25, à Boulogne (Seine).
- VILLENOISY (François DE) [1072], bibliothécaire honoraire au département des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale; à La Buisserate, par Grenoble (Isère).
- VILLEPELET (Ferdinand) [274], archiviste honoraire du département de la Dordogne; boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.
- VILLIERS DU TERRAGE (Vicomte) [1335], ancien secrétaire d'ambassade; rue Barbet-de-Jouy, 30 (VII^e).
- VIMONT (Docteur) [1022], ancien interne des hôpitaux de Paris; rue Étienne-Marcel, 8 (II^e).
- † VIOLLET (Paul) [100].
- VUAFLART (Albert) [1071]; rue Spontini, 16 (XVI^e).
- † WAILLY (Natalis DE) [119].
-

LISTE DES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ

(1874-1921).

- 1874. — M. Léopold DELISLE, membre de l'Institut.
- 1875. — M. Adrien DE LONGPÉRIER, membre de l'Institut.
- 1876. — M. le baron F. DE GUILHERMY.
- 1877. — M. le baron Jérôme PICHON.
- 1878. — M. Victor DURUY, membre de l'Institut.
- 1879. — M. Alfred MAURY, membre de l'Institut.
- 1880. — M. Émile EGGER, membre de l'Institut.
- 1881. — M. Léopold DELISLE, membre de l'Institut.
- 1882. — M. Jules COUSIN.
- 1883. — M. Charles JOURDAIN, membre de l'Institut.
- 1884. — M. Anatole DE MONTAIGLON.
- 1885. — M. Auguste VITU.
- 1886. — M. Charles TRANCHANT.
- 1887. — M. Auguste LONGNON, membre de l'Institut.
- 1888. — M. le comte A. BOULAY DE LA MEURTHE.
- 1889. — M. Anatole DE BARTHÉLEMY, membre de l'Institut.
- 1890. — M. le baron Alphonse DE RUBLE, membre de l'Institut.
- 1891. — M. le comte R. DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.
- 1892. — M. le marquis J. DE LABORDE.
- 1893. — M. Eugène DE ROZIÈRE, membre de l'Institut.
- 1894. — M. Jules GUIFFREY, membre de l'Institut.
- 1895. — M. Jules LAIR, membre de l'Institut.
- 1896. — M. Gustave FAGNIEZ, membre de l'Institut.
- 1897. — M. Gustave SERVOIS.
- 1898. — M. Eugène MÜNTZ, membre de l'Institut.
- 1899. — M. Albert BABEAU, membre de l'Institut.
- 1900. — M. Maurice TOURNEUX.
- 1901. — M. Charles TRANCHANT.
- 1902. — M. Noël VALOIS, membre de l'Institut.
- 1903. — M. Henri OMONT, membre de l'Institut.
- 1904. — M. Alexandre BRUEL.
- 1905. — M. Arthur DE BOISLISLE, membre de l'Institut.
- 1906. — M. Alexandre TUETÉY.
- 1907. — M. Auguste REY.
- 1908. — M. le comte Paul DURRIEU, membre de l'Institut.
- 1909. — M. Émile PICOT, membre de l'Institut.
- 1910. — M. Jules GUIFFREY, membre de l'Institut.
- 1911. — M. Adrien BLANCHET, membre de l'Institut.
- 1912. — M. Henry MARTIN.
- 1913. — M. Henri STEIN.
- 1914. — M. Camille COUDERC.

1915. — M. le marquis J. DE LABORDE.
1916. — M. le baron DE BARANTE.
1917. — M. Eugène LELONG.
1918. — M. R. POUPARDIN.
1919. — M. L. LE GRAND.
1920. — M. Lucien AUVRAY.
1921. — M. Georges HARTMANN.
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DE SEINE-ET-OISE.
COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENLIS.
COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NOYON.
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE.
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE RAMBOUILLET.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE VERVINS.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE CLERMONT-DE-L'OISE.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.
SOCIÉTÉ DES SCIENCES MORALES DE SEINE-ET-OISE.
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES HISTORIQUES DE L'OISE.
SOCIÉTÉ DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE CHATEAU-THIERRY.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU GATINAIS, à Fontainebleau.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE PONTOISE ET DU VEXIN.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU IV^e ARRONDISSEMENT [LA CITÉ].
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU VI^e ARRONDISSEMENT.
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU VII^e ARRONDISSEMENT.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DES VIII^e ET XVII^e ARR.
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DES IX^e ET XVIII^e ARRONDISSE-
MENTS [LE VIEUX-MONTMARTRE].

LISTE
DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AVEC L'INDICATION DE L'ANNÉE OU CESSENT LEURS FONCTIONS.

1922.

AUVRAY (Lucien).	FOSSEYEUX (Marcel).
BOINET (Amédée).	GUILLEMOT (É.).
BOULAY DE LA MEURTHE (C ^{te} A.).	LABORDE (Comte A. DE).
CHATELAIN (Émile).	LE GRAND (Léon).
DELABORDE (Comte).	MARTIN (André).
DURRIEU (Comte P.).	SERVOIS (Gustave).

1923.

AUBERT (Marcel).	LEFÈVRE-PONTALIS (Germain).
BATIFFOL (Louis).	LE VAYER (Paul).
BÉMONT (Charles).	MALLEVOÛE (Fernand DE).
BLANCHET (Adrien).	MARTIN (Henry).
COYECQUE (Ernest).	ROY (Maurice).
FAGNIEZ (Gustave).	STEIN (Henri).

1924.

ANDIGNÉ (Comte D').	LE SENNE (Eugène).
DEROY (Léon).	MAREUSE (Edgar).
DUPONT-FERRIER (Gustave).	OMONT (Henri).
HERLAUT (Commandant).	PERRAULT-DABOT (A.).
LAMBEAU (Lucien).	POÈTE (Marcel).
LAUER (Philippe).	ROUSSEAU (F.).

1925.

BARANTE (Baron DE).	JARRY.
BARROUX (Marius).	MARQUET DE VASSELLOT.
COUDERC (Camille).	MIROT (Léon).
HARTMANN (Georges).	POUPARDIN (René).
LECESTRE (Léon).	PRINET (Gaston).
LELONG (Eugène).	VIDIER (Alexandre).

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

<i>Président.</i>	HARTMANN (Georges).
<i>Vice-Président.</i>	MAREUSE (Edgar).
<i>Trésorier.</i>	MARTIN (André).
<i>Secrétaire-Archiviste</i>	FOSSEYEUX (Marcel).

COMITÉ DES FONDS.

BOULAY DE LA MEURTHE (C ^{te} A.).	LE GRAND (Léon).
COUDERC (C.).	STEIN (Henri).

COMITÉ DE PUBLICATION.

AUVRAY (Lucien).	MARTIN (Henry).
COYECQUE (Ernest).	OMONT (Henri).
DURRIEU (Comte Paul).	VIDIER (Alexandre).
FAGNIEZ (Gustave).	

JOURS DES SÉANCES

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Pendant l'année 1922.

L'Assemblée Générale aura lieu à l'École des chartes le mardi 9 mai, à quatre heures précises.

Le Conseil d'administration de la Société se réunira à la Bibliothèque nationale aux dates ci-dessous indiquées :

10 Janvier.	13 Juin.
14 Février.	10 Octobre.
14 Mars.	14 Novembre.
12 Avril.	12 Décembre.

Les séances commenceront à quatre heures précises. Tous les membres de la Société ont le droit d'y assister et d'y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Les membres de la Société qui auraient des communications à faire insérer dans le Bulletin, ou des mémoires à transmettre au Comité de publication, sont priés de les adresser à M. A. VIDIER, secrétaire du Comité de publication, rue de Sèvres, 25, Boulogne (Seine).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.
COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 10 janvier 1922.

Présidence de M. HARTMANN, président.

Étaient présents : MM. le baron de Barante, A. Blanchet, M. Aubert, L. Auvray, M. Barroux, L. Batiffol, C. Couderc, M. Fosseyeux, le commandant Herlaut, Ph. Lauer, Eug. Le Senne, A. Martin, H. Martin, F. de Mallevouë, E. Mareuse, L. Mirot, G. Prinet, A. Perrault-Dabot, F. Rousseau, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : M^{lle} M.-L. Arrivot, M^{me} Deguy-Saaph; MM. P. Jarry, l'abbé de Launay, H. Lemoine, V. Pagès, G. Renault.

— Le procès-verbal de la séance du 13 décembre 1921 est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1380. M. Gaston GUEULETTE, rue Mignet, 2, présenté par MM. Mareuse et Servois.

— M. l'abbé de Launay entretient le Conseil de Jean Ravy et de Jean Le Bouteiller, son neveu, imagiers qui sculptaient les « histoires » à Notre-Dame de Paris aux XIII^e et XIV^e siècles. A la confection de cette œuvre contribuaient Guillaume de Melun, chanoine de Paris, mort archevêque de Sens en 1376, et Pierre de Fayel (et non de Fayet), aussi chanoine de Paris, mort non en 1303, mais en 1344. Ces deux imagiers se trouvaient voisins des Montreuil et notamment de l'illustre architecte, Pierre, non seulement auprès de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, mais encore dans la seigneurie

de celle-ci à Cachan, où ils avaient des terres. M. de Launay suit les Ravy pendant cent ans, mais sans pouvoir établir leur origine, tandis qu'il n'hésite pas à faire des Bouteiller des héritiers lointains du nom, mais bien entendu pas de l'office de Bouteiller de France. Plus de vingt-cinq familles parisiennes, d'après lui, fournissent à cette date des bourgeois, qui perpétuent la race et le nom d'ancêtres jadis chevaliers.

— M. Marius Barroux donne des renseignements sur les acquisitions faites récemment par achat aux Archives de la Seine. Après avoir énuméré tout au moins les registres, qui sont au nombre de huit, il signale un dossier d'une dizaine de pièces sur l'affaire du Collier et une correspondance comprenant une quarantaine de lettres de Latude. Les pièces du premier dossier concernent directement le cardinal de Rohan, l'avocat Laporte, l'orfèvre Regnier, le sieur de Villette, les policiers Quidor et Serbois et intéressent également le comte et la comtesse de la Mothe. Elles fournissent des détails curieux qui complètent ou confirment d'une manière heureuse les documents déjà connus. Quant à la correspondance de Latude, elle provient de la collection Sardou. Les lettres de Latude datent de 1781 à 1784; elles sont adressées soit à M^{me} Legros, sa bienfaitrice, soit à M. Legros, et se rapportent à la fin de la détention du prisonnier à Bicêtre. On apprend par elles que, dans les dernières années, cette détention était devenue beaucoup moins dure qu'on ne se le figurait. Il n'est assurément pas banal de pouvoir relever qu'on y trouvera la lettre qu'il écrivit à la dame Legros, lorsqu'il apprit enfin sa mise en liberté.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 14 février 1922.

Présidence de M. G. HARTMANN, président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Barroux, A. Blanchet, C. Couderc, E. Coyecque, le comte P. Durrieu, M. Fosseyeux, le commandant Herlaut, Ph. Lauer, G. Lefèvre-Pontalis, Eug. Le Senne, A. Martin, H. Martin, F. de Mallevoue, E. Mareuse, L. Mirot, G. Prinnet, F. Rousseau et A. Vidier.

Assistaient également à la séance : MM. Anchel, le marquis de Beauchesne, l'abbé Brochard, J. Depoin, P. Deslandres, G. Gueu-

lette, P. Jarry, l'abbé de Launay, H. Lemoine, Manneville, V. Pagès, J. Viard.

Excusés : MM. Le Vayer et Omont.

— Le procès-verbal de la séance du 10 janvier est lu et adopté.

— M. le Président fait part du décès de M. Léon Dorez [840], bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. — Cette nouvelle est accueillie par des regrets unanimes.

— M. Léon Mirot, à l'occasion de la découverte d'une plaque commémorative de l'hospice destiné aux Cordeliers de la Terre Sainte, rappelle que la bénédiction eut lieu le 14 mai 1660 à l'hôpital des Convalescents de la rue du Bac. Une première maison destinée à hospitaliser les religieux allant ou revenant de la Terre Sainte fut aménagée dans une maison du faubourg de la Ville-l'Évêque, en 1655, sur l'initiative du Père de Picauville. A la suite de difficultés avec le chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois, et en raison de déficiences du terrain envahi par les inondations, les Cordeliers ne tardèrent pas à jeter leur dévolu sur un petit monticule de terrain situé dans la plaine de Grenelle et dépendant de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Grâce à la protection de M. Auvry, évêque de Coutances et trésorier de la Sainte-Chapelle, l'autorisation fut accordée en 1660. La construction fut bientôt interrompue en raison de difficultés financières. Sur l'emplacement vendu en 1670 aux Carmes-Billettes, un hôtel fut construit au XVIII^e siècle. Cet hôtel, acheté par le comte du Châtelet en 1770, est devenu au XIX^e siècle l'archevêché de Paris, et il est aujourd'hui occupé par le ministère du Travail.

— M. Couderc signale l'entrée au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale d'un volume aussi intéressant pour l'histoire de l'art que pour l'histoire de Paris. Ce volume, dû à la générosité de M^{me} la comtesse de Gramont d'Aster, n'est autre que le portefeuille de Mansart, le célèbre architecte de Louis XIV. Il a été inséré dans le fonds des nouvelles acquisitions françaises, sous le n^o 22936.

Ce portefeuille en maroquin rouge aux armes (en partie grattées) de Mansart, avec serrure, ne contient, sans doute, plus aujourd'hui toutes les pièces qu'il renfermait autrefois. Sa composition actuelle, en effet, ne remonte pas au delà de 1817, car c'est la date de plusieurs des expéditions de pièces qu'il renferme. Mais une partie de son contenu prouve qu'on doit néanmoins en rapporter la constitution primitive à Jules-Hardouin Mansart lui-même.

On y voit, en effet, non seulement sept lettres autographes de Louis XIV, mais une lettre autographe et deux mémoires de Man-

sart sur des travaux projetés ou estimés nécessaires, à Marly et à Fontainebleau, qui sont accompagnés, en marge, de longues notes du Grand Roi. Ce qui montre tout l'intérêt que celui-ci portait aux travaux de son architecte.

On y voit, en outre, un mémoire de Mansart sur des travaux à exécuter à Versailles, et ce mémoire est annoté par le Grand Dauphin.

Ces documents sont accompagnés de lettres de Colbert, du duc de la Feuillade, d'Anisson, de Duplessis et d'extraits d'actes de baptême, mariage et décès relatifs à Mansart lui-même et à plusieurs de ses enfants ou de ses descendants, qui en font un véritable recueil familial.

Le volume est terminé par une liste de la « distribution de la sculpture à l'église des Invalides » (1690) et par un poème anonyme, dont cette église est le sujet.

— M. Jarry fait l'histoire et la description de l'hôtel, 58, rue du Faubourg-Poissonnière, construit sous Louis XVI par M^{me} Delbarre et vendu en 1783 à Jean-Baptiste-Maximilien-Pierre Titon, membre du Parlement, petit-neveu de Titon du Tillet, ami de Boileau et auteur du *Parnasse français*; il rappelle la double erreur figurant sur l'acte de vente, en 1921, où il était mentionné comme étant « du pur style Empire, ancien logis de M^{me} Sans-Gêne ».

— M. Gueulette fait une communication sur le séjour de Molière au quartier Saint-Paul, pendant les années de jeunesse, de 1643 à 1645, et sur les installations successives de sa troupe aux jeux de paume de la Croix-Noire, rue des Barres, et de la Perle, rue du Roi-de-Sicile.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 14 mars 1922.

Présidence de M. E. MAREUSE, vice-président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, le baron de Barante, M. Barroux, A. Blanchet, C. Couderc, E. Coyecque, Ph. Lauer, Eug. Le Senne, G. Lefèvre-Pontalis, F. de Mallevouë, A. Martin, H. Martin, H. Omont, A. Perrault-Dabot, G. Prinnet, F. Rousseau, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : M^{lle} M.-L. Arrivot, M^{me} Deguy-

Saaph; MM. de Beauchesne, P. Deslandres, H. Lemoine, Manneville, le duc de Montmorency, A. Prieur, G. Renault.

Excusés : MM. Hartmann, Le Vayer.

— Le procès-verbal de la séance du 14 février est lu et adopté.

— M. Lemoine lit une étude sur les cimetières et la démolition de Saint-Jean-en-Grève, d'après les documents et les plans conservés aux Archives de la Seine.

Primitivement, le lieu de sépultures de la paroisse était le cimetière Saint-Gervais, tout voisin; quant à la place, appelée dès 1271 place au Vieux-Cimetière-Saint-Jean, anciennement nécropole gallo-romaine et mérovingienne, elle fut transformée en marché dès le haut moyen âge.

Le petit cloître, situé au nord de l'église, fut supprimé vers 1725 et put servir de cimetière, mais il était trop resserré pour le nombre des inhumations annuelles.

Quant au Cimetière vert de l'hôtel de Pierre de Craon, il occupait l'emplacement donné par le roi Charles VI à la fabrique de Saint-Jean « pour en faire un cimetière »; il correspond aujourd'hui aux nos 2 et 4 de la rue de la Verrerie. Il servit de lieu de sépultures pendant 400 ans et fut vendu en 1793.

L'église fut supprimée en 1791 et démolie de 1797 à 1800 pour faire place au nouvel Hôtel-de-Ville.

C'est avec l'église de Saint-Jean-en-Grève que l'architecte Petit-Radel inaugura son système de destruction des édifices gothiques. Ce système consistait à couper presque entièrement les piliers et à les étançonner de bois; le travail fini, on mettait le feu aux étais et l'église s'écroulait d'un seul coup.

M. Fosseyeux signale que, au XVIII^e siècle, l'école de charité de la paroisse se tenait en plein air, sous les charniers de l'église. M. l'abbé de Launay indique que le vieux cimetière Saint-Jean, mentionné dès 1271 dans une charte du cartulaire de l'Hôtel-Dieu, devait être depuis fort longtemps le lieu de sépulture de Saint-Gervais, déjà paroisse au VI^e siècle; il rappelle que parmi les paroissiens notables de l'église au début de son érection se trouvait la famille de Chelles, dont le membre le plus connu, Jean, est l'auteur du portail sud de Notre-Dame.

— M. de Beauchesne donne lecture d'un chapitre de son travail sur l'histoire du Concours général de l'Université concernant les écoles extérieures de la Sorbonne; c'est là qu'avait lieu, avant la Révolution, la distribution des prix de ce concours. Ces écoles se trouvaient dans un bâtiment construit au XV^e siècle et démoli en partie pour l'agrandissement de la place de la Sorbonne; on voit sa disposition sur les plans Turgot, Verniquet et sur une estampe bien

connue datant du XVIII^e siècle. Quant à la salle servant à la distribution, M. de Beauchesne la décrit d'après un plan conservé à la bibliothèque de l'Institut (L. B. 13/2) dû à un rhétoricien du collège du Plessis, l'ingénieur-géographe J.-N. Buache; il y ajoute divers renseignements sur la destinée de ces écoles, depuis 1793 jusqu'à leur démolition en 1861.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 11 avril 1922.

Présidence de M. G. HARTMANN, président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, le baron de Barante, M. Barroux, M. Fosseyeux, le commandant Herlaut, E. Le Senne, F. de Mallevouë, E. Mareuse, A. Martin, H. Martin, L. Mirot, A. Perreault-Dabot, G. Prinnet, F. Rousseau, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : M^{lle} M.-L. Arrivot, M^{me} Deguy-Saaph; MM. P. Deslandres, P. Henriot, P. Jarry, l'abbé de Lannay, H. Lemoine, Manneville, V. Pagès, G. Renault.

Excusés : MM. le comte Durrieu, Riorot.

— Le procès-verbal de la séance du 14 mars est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1381. M^{lle} Cécile DUCAFFY, archiviste-paléographe, archiviste adjointe de la Seine, rue de Vaugirard, 306, présentée par MM. M. Barroux et G. Hartmann.

1382. M. André BARROUX, archiviste-paléographe, archiviste de la ville de Saint-Denis, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 51, présenté par MM. M. Barroux et G. Hartmann.

— M. le Président annonce le décès de M. A. Gazier [611], professeur honoraire à la Faculté des lettres de Paris. — Cette communication est accueillie par des regrets unanimes.

— M^{lle} Arrivot lit un travail sur Saint-Christophe, l'une des seize églises de la Cité, dont l'édifice primitif remontait au VII^e siècle et qui fut reconstruite au XV^e, puis démolie en 1747.

— M. F. Rousseau lit une lettre écrite à saint Vincent-de-Paul, le 23 août 1680, par la supérieure de la Visitation Saint-Jacques, la mère Agnès Le Roy, d'où il ressort que la fille de M^{me} de Sévigné, la future M^{me} de Grignan, était pensionnaire de ce couvent et n'a

pas été élevée, comme l'indique Mesnard dans sa notice de l'édition des Grands Écrivains, au couvent de la Visitation de Nantes.

— M. G. Renault fait une communication sur l'avenue de Saint-Mandé, qui a pour origine l'ouverture, sous Louis XIV, d'un « cours » conduisant de la Ménagerie de Vincennes à Picpus.

Prolongée à l'intérieur du parc royal jusqu'au donjon sous Louis XV, puis menacée de destruction par Turgot en 1775, cette belle promenade de l'est de Paris, à la mode du XVIII^e siècle, fut coupée en deux tronçons par l'enceinte des Fermiers généraux en 1785. Elle reste, après la Révolution, abandonnée pendant trente ans. La commune de Saint-Mandé, après en avoir sollicité la concession de propriété en 1817, n'est investie que de sa jouissance par Louis XVIII en 1824. Le maire, Allard, y crée alors de chaque côté une ligne uniforme de jardinets au-devant des maisons de campagne qui s'y élèvent rapidement. Mais, classée chemin vicinal en 1837 et pavée peu après, elle perd peu à peu son caractère de voie-promenade. Sa partie comprise dans l'intérieur des fortifications est devenue parisienne en 1860 et a perdu son ancien nom de « Bel-Air ». Elle est aujourd'hui en passe de devenir une banale avenue moderne.

La séance est levée à cinq heures.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Tenue le mardi 9 mai 1922

dans la salle des cours de l'École des chartes.

Présidence de M. G. HARTMANN.

Étaient présents : MM. le baron de Barante, M. Barroux, L. Batiffol, A. Blanchet, A. Boinet, C. Couderc, V. de Courcel, J. Depoin, P. Deslandres, V. Drouin, M. Dumolin, G. Dupont-Ferrier, G. Fagniez, M. Fosseyeux, D. Grand, A. Guérout, P. Guillaumeron, le commandant Herlaut, P. Jarry, L. Lambeau, l'abbé de Launay, Lefebvre, P. Lelong, H. Lemoine, Eug. Le Senne, P. Le Vayer, F. de Mallevouë, Manneville, A. Martin, H. Martin, A. Maugé, L. Mirot, L. Olivier, V. Pagès, A. Perrault-Dabot, A. Prieur, J. Renault, F. Rousseau.

Excusés : MM. l'abbé Pisani, Ch. Samaran, G.-R. Sandoz, A. Vidier.

— M. le Président prononce le discours suivant, qui est accueilli par les applaudissements de l'assemblée :

« Messieurs et chers Confrères,

« De nouveaux membres du bureau de notre Société se présentent

devant vous aujourd'hui : M. André Martin, remplissant la fonction de trésorier depuis la mort du regretté Paul Lacombe, dont la perte nous fut si sensible ; M. Marcel Fosseyeux, succédant, comme secrétaire, à M. Mareuse, élu vice-président après plus de quarante années d'exercice du secrétariat.

« Nous tenons à renouveler, en assemblée générale, l'expression de toute notre reconnaissance à M. Mareuse pour le grand et utile concours qu'il a donné à notre Société pendant tant d'années.

« Si, comme nous n'en doutons pas, votre confiance maintient pendant longtemps dans leurs fonctions MM. Martin et Fosseyeux, ils y apporteront certainement une activité nouvelle et précieuse. Nous pouvons compter sur leur dévouement.

« Quant à moi, Messieurs, en me nommant président, vous m'avez fait beaucoup d'honneur et je vous en remercie très sincèrement.

« Votre bienveillance, dans la circonstance, a été réservée au collectionneur qui s'est appliqué depuis longtemps à réunir le plus qu'il a pu des documents et des vues de Paris, puis à se livrer à des recherches d'archives et à apporter sa contribution aux études sur l'histoire de la capitale et de ses environs. Aussi vais-je plaider auprès de vous la cause de l'Iconographie parisienne.

« Auparavant, j'ai le devoir d'exprimer les regrets que nous cause la perte de confrères décédés dans le cours de l'année. Aux réunions des années précédentes, les listes étaient longues de ceux qui avaient disparu. Cette fois, la nécrologie ne porte que les noms de deux membres de notre Société, MM. Dorez et Gazier, qui ont consacré la plus grande partie de leur vie aux études historiques.

« C'est en février 1922 que survint la mort de M. Léon DOREZ. Né en 1864, il fit ses études au lycée Louis-le-Grand, puis suivit les cours de l'École des chartes. Membre de l'École de Rome de 1890 à 1893, il entra, à son retour, au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, où, en qualité de bibliothécaire principal, il a laissé le souvenir d'un obligeant confrère. Il avait été chargé du catalogue de la collection Dupuy, ouvrage considérable dont deux volumes ont paru et dont la suite doit être publiée par les soins de M. Omont.

« Il fut longtemps directeur, avec M. Chatelain, de la *Revue des Bibliothèques* et fonda, avec M. P. de Nolhac, la *Bibliothèque littéraire de la Renaissance*, collection précieuse de textes humanistes.

« Collaborateur, pour d'importants ouvrages, de M. Germain Lefèvre-Pontalis et de M. Henri Cochin, il traita, d'autre part, les questions les plus diverses touchant à l'histoire de l'humanisme, la littérature romane, l'art et la typographie aux xve et xvi^e siècles ; il fut aussi l'auteur d'autres nombreuses publications.

« Il était membre de plusieurs sociétés savantes de France et correspondant de sociétés analogues à l'étranger ; puis rédacteur, depuis de longues années, du compte-rendu officiel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

« Entré dans notre Société en 1891, il donna quelques articles dans nos *Bulletins* sur la *Bible polyglotte de Paris*, les *Gouverneurs de l'Horloge du Palais*, *Pic de la Mirandole en France*. Il entreprit sur ce dernier personnage un grand ouvrage, dont une première partie seulement a été imprimée.

« M. Augustin GAZIER, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, s'est éteint dans sa soixante-dix-huitième année, le 21 mars 1922. Il appartenait à notre Société depuis 1878. Aux premiers temps, il fit paraître, dans nos *Mémoires*, des communications sur l'*Organisation de la police à Paris*, d'après un mémoire rédigé par ordre de M. de Sartines pour l'impératrice Marie-Thérèse ; puis sur la *Guerre des Farines en mai 1775* ; sur la *Bastille en 1743*.

« Mais, appelé à la Sorbonne en 1881, il se consacra alors tout entier à son professorat et à ses éditions de classiques français.

« Il avait été tout d'abord élève de l'École normale supérieure, puis professeur au lycée de Montpellier, à celui de Versailles, au collège Rollin et au lycée Saint-Louis. Il s'était fait remarquer par une brillante thèse de doctorat sur les dernières années du cardinal de Retz et par un *Traité d'explication française* qui lui valut, jeune encore, d'être maître de conférences à la Sorbonne.

« Il fut secrétaire de la section d'histoire et de philologie du Comité des travaux historiques au ministère de l'Instruction publique pendant plus de trente ans.

« On lui doit un petit Dictionnaire de la langue française, qui a eu un vif succès ; plusieurs éditions de classiques français, notamment un choix de sermons de Bossuet, pour qui il professait un véritable culte, de même que pour Pascal.

« M. Gazier a publié, en outre, un grand nombre d'articles dans diverses revues et des volumes de *Mélanges*, d'*Études* sur l'*Histoire religieuse de la Révolution française*, de précieuses éditions de l'*Abrégé de l'histoire de Port-Royal* de Racine et des *Pensées* de Pascal.

« Il venait d'achever une *Histoire générale du mouvement janséniste*, depuis ses origines jusqu'à nos jours, fruit de cinquante années de travail et d'une vaste érudition.

« Ses grandes études sur Port-Royal doivent être considérées par nous comme une large contribution à l'histoire de Paris et de l'Île-de-France.

« M. Gazier possédait un fonds incomparable de documents sur Port-Royal et une connaissance profonde des événements du xvii^e siècle. Il faisait profiter de son expérience et de son savoir les chercheurs sérieux qui le sollicitaient, et il les encourageait en les guidant de bonne grâce.

« Il y a quatre ans, M. Lelong, en présidant l'assemblée générale et parlant de l'origine de notre Société, rappelait à votre souvenir le mot de Jules Cousin : « La Société de l'Histoire de Paris est fille « des Archives. » C'est la vérité même; ce sont des archivistes qui ont créé la Société, mais en faisant aussi appel, pour la composer, à toutes les personnes éclairées pouvant apporter un concours utile. La Société est restée largement ouverte à tous ceux qui, archivistes-paléographes ou non, viennent à elle et contribuent à ses travaux et à son développement.

« Les anciens élèves de l'École des chartes, qui tiennent toujours, à bon droit, la grande place parmi nous et restent les collaborateurs les plus actifs, ont naturellement une tendance à rechercher tout d'abord les documents les plus anciens, à étudier l'époque la plus lointaine, alors que l'image n'existait pour ainsi dire pas, ou, du moins, cette image apparaissait à peine dans un petit nombre de miniatures ou de peintures primitives. De là, quelque indifférence autrefois pour l'iconographie, qui ne leur apportait que de vagues renseignements.

« Cependant, notre Société ne s'est pas désintéressée de cette participation à l'étude du document graphique comparé au texte du manuscrit; elle a reconnu qu'il convenait, dans les recherches dont le vieux Paris est l'objet, de mettre en regard les écrits et les images.

« Il y a vingt-cinq ans, M. Albert Babeau attira notre attention sur les miniatures de manuscrits des représentations de Paris et de ses monuments au moyen âge. Depuis, M. le comte Durrieu, M. Henry Martin et d'autres confrères se sont appliqués à démontrer l'intérêt que présente l'examen attentif de ces miniatures au point de vue de l'étude du Paris ancien et des mœurs de ses habitants.

« Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, nous ne possédons pas d'autres références graphiques; malgré l'invention de l'imprimerie, nous ne voyons, à cette époque, que de très rares estampes donnant des vues imparfaites de la capitale et quelques plans gravés.

« C'est à partir du commencement du xvii^e siècle que les dessins intéressants de vues de Paris sont reproduits en images imprimées.

« Claude de Chastillon produisit alors une série de belles vues de la capitale dans son œuvre importante recueillie sous le titre de

Topographie française. Il fut suivi par Jean Boisseau, parisien, « enlumineur du roy », qui grava plusieurs dessins de Chastillon et publia aussi de curieuses estampes sur Paris, d'après ses propres croquis.

« Mais ceux qui, à cette époque, ont produit le plus grand nombre de gravures d'images de Paris furent Mathieu et Gaspard Mérian, d'origine suisse; dans leur *Topographia Galliae*, ils firent une large place aux plans cavaliers et aux vues de Paris. Vers 1643 vint dans la capitale un peintre-graveur hollandais, Remi Nooms, dit Zeeman (le marin), qui composa une trentaine d'eaux-fortes reproduisant le Louvre, les ponts et autres lieux de Paris et des environs. Ces œuvres de Zeeman, peu connues, sont remarquables. Vint ensuite le Nancéen Israël Silvestre, dont la production fut très importante, au milieu du xvii^e siècle; il se contenta d'abord de copier les Mérian en donnant plus de grâce et de finesse au dessin, puis il se livra à une œuvre personnelle très appréciée. Il y eut aussi, en même temps, le graveur flamand Albert Flamen, qui dessina surtout des vues des environs de Paris, c'est-à-dire de l'ancienne banlieue enclavée maintenant dans la capitale.

« Perrelle, qui mourut en 1675, laissa une œuvre importante et très estimée, dont une partie sous le titre des *Délices de Paris*. Puis, vers la fin de ce xvii^e siècle et le commencement du xviii^e, ce sont les estampes d'Aveline, de Nicolas Poilly, de Langlois, de Jean Mariette. Ce dernier, ainsi que Jean Marot plus tard, copia aussi, en les gravant avec quelques variantes, les vues dessinées par les Mérian. Vers 1705, un artiste moins connu, Guérout du Pas, produisit une quarantaine d'estampes sur Paris et ses environs; ses dessins sont rendus avec finesse et exactitude. Puis nous eûmes, quelque temps après, les dessins d'architecture de Blondel, Jean Marot, Le Pautre, Le Brun, Cherreau et autres. Toutes ces productions ont trait aux monuments, aux châteaux, aux hôtels construits à cette époque et portent, la plupart, la marque caractéristique de grandeur du règne de Louis XIV.

« Dans la seconde moitié du xviii^e siècle, nous remarquons les œuvres de Rigaud, Sébastien Leclerc, Lantara, Chevalier de l'Espinas, Chauffourrier, Née, Meunier; les petites vues en couleur de Janinet et celles publiées par Campion et d'autres.

« Au fur et à mesure que nous nous rapprochons, nous voyons les dessins de vues de Paris se multiplier à tel point que je m'arrête dans cette énumération; je ne l'étends pas jusqu'à nos jours, car les dessinateurs de ces vues, au xix^e siècle, sont nombreux et leurs œuvres sont plus connues. Puis mon intention n'est pas de développer ce sujet dans une allocution; j'ai voulu simplement indiquer en quelques mots l'origine des sources iconographiques de l'histoire de Paris.

« Ces dessins, ces estampes ne présentent pas toujours une grande exactitude, les perspectives paraissent souvent trop étendues, et parfois les vues qu'on nous donne sont celles de projets de monuments et d'hôtels dont l'exécution n'a pas été entièrement semblable au modèle. En outre de la figuration de tel monument, les estampes nous fournissent, par les détails de la rue, le mouvement des foules, des renseignements sur les mœurs, les métiers et les usages du temps. C'est par le rapprochement de diverses vues du même lieu, et en les comparant à des textes sur le même sujet, qu'on parvient à une étude plus complète et d'un réel intérêt.

« En 1901, M. Tourneux, président de l'assemblée générale de notre Société, reconnaissait que l'iconographie de Paris avait toujours été en honneur parmi nous et que, dès 1876, M. Auguste Longnon donnait la rédaction pour notre *Bulletin* d'un catalogue iconographique; plus tard, MM. François Courboin, Joseph Guibert et Ernest Coyecque firent de même.

« D'autre part, M. Lucien Lazard déclarait, à la même époque : « L'iconographie parisienne, l'inventaire raisonné des estampes, des « dessins et des tableaux qui représentent la grande ville, soit dans « son ensemble, soit dans ses parties, reste encore à faire... Un seul « érudit, Alfred Bonnardot, a commencé une œuvre d'ensemble sur « l'*Iconographie parisienne* dans la *Revue universelle des arts*, de « 1855 à 1860, œuvre qu'il conviendrait de compléter. » M. le baron de Barante, dans une note nécrologique concernant Lucien Lazard, en 1917, disait : « L'iconographie constituait à ses yeux l'élément le « plus certain de l'histoire, car elle matérialise, par l'image, les évé- « nements, les personnages et les mœurs. » Enfin, tout récemment, notre excellent confrère, qui a tant fait de recherches et tant écrit sur le vieux Paris, et dont l'affirmation doit faire autorité en la matière, M. Lucien Lambeau, écrivait :

« La science de l'image a conquis depuis quelques années une « telle place dans l'érudition qu'elle est devenue l'auxiliaire indis- « pensable de l'histoire, dont elle anime et vivifie les récits, dont « elle fait renaître les monuments et les personnages.

« Et si elle s'applique à la recherche exclusive de l'estampe « ancienne, si elle se confine dans cette source assurément trop « négligée par nos annalistes, quelles surprises ne réservera-t-elle « pas à l'historien dont la méthode se complait à juxtaposer le texte « d'un document à la représentation graphique qui s'y rattache.

« L'archéologie, notamment, dont les renseignements font revivre « les vestiges du passé, ne saurait sérieusement exister maintenant « sans figures, dont le simple examen sera toujours plus démonstra- « tif et plus concluant que la plus savante et la mieux présentée des « descriptions techniques, surtout si ces figures sont les contempo- « raines de ce passé. »

« On ne peut mieux expliquer les services que rend l'iconographie aux historiens. MM. Tourneux, Lazard et d'autres confrères avaient, dans des communications et dans des articles de revues, exprimé plusieurs fois le désir que l'on pût, indépendamment des documents graphiques connus, se mettre à la recherche des peintures, aquarelles, dessins représentant des vues de la capitale, œuvres disséminées dans les musées et chez les particuliers, et ce afin de les faire reproduire méthodiquement par la photogravure et d'en divulguer l'existence par une publication spéciale. Une Société d'iconographie parisienne fut fondée dans ce but en 1908. Ses statuts stipulaient qu'elle avait pour objet de rechercher, répertorier et publier les représentations figurées de Paris et de ses habitants qui sont conservées dans les collections publiques et particulières, puis de contribuer à l'établissement d'une méthode critique qui permette de déterminer dans quelle mesure ces représentations répondent à la réalité des choses.

« A la Société de l'Histoire de Paris, nous vîmes avec satisfaction se former cette réunion de collectionneurs et d'érudits, — parmi lesquels un certain nombre de nos sociétaires, — venant créer ainsi, par de nouvelles recherches, un complément à nos études.

« Les trois présidents qui se sont succédé jusqu'alors dans cette Société font partie de la nôtre, et les auteurs des communications qui y furent faites sont presque tous également des membres de notre groupement. Comme d'autres sociétés, celle d'iconographie parisienne, après un labeur fécond et des résultats appréciables, a cessé ses travaux depuis le commencement de la guerre. Reprendra-t-elle bientôt ses réunions? Nous le souhaitons vivement. Il serait fâcheux de voir abandonner cette œuvre en plein succès.

« L'un des premiers collectionneurs d'un ensemble de vues de Paris, au siècle dernier, fut un modeste attaché au clergé de Notre-Dame, dont le père était sonneur à la cathédrale, nommé A.-P.-M. Gilbert.

« Il commença sa collection en fouillant les boîtes des bouquinistes sur les quais et parvint à constituer, avec le temps et une grande patience, un groupement important d'imagerie parisienne.

« Notre ancien confrère Alfred Bonnardot fréquenta Gilbert, lequel fut son guide pour la recherche de documents iconographiques. C'est ainsi que Bonnardot devint à son tour un collectionneur avisé. Sa belle collection de plans et de vues de Paris et des environs fut dispersée par une vente aux enchères, en mars 1888.

« On connaît le parti que Bonnardot tira de sa collection pour ses études sur Paris et le travail d'érudition qu'il produisit à l'aide de sa réunion de plans de Paris et de tous autres documents graphiques.

« Après Gilbert, après Bonnardot, il y eut quelques chercheurs du même genre; les plus connus furent l'architecte Destailleurs et Jules Cousin.

« Le premier avait réuni des peintures, des dessins et des estampes de vues de Paris, dont un certain nombre de pièces rares qui furent vendues aussi aux enchères. La collection, plus modeste, de Jules Cousin fut, comme on sait, donnée par lui à la Ville de Paris et est maintenant confondue, au musée Carnavalet, avec d'autres pièces acquises depuis.

« De nos jours, croyons-nous, il y a peu de chercheurs s'appliquant à constituer méthodiquement un ensemble de vues de Paris et des environs; mais les amateurs de collections plus restreintes se sont multipliés, en bornant leur ambition à la réunion de vues des monuments, des anciens hôtels et des vieilles rues de leurs quartiers; par suite, ils ont tenu à connaître les origines de ces monuments, l'histoire de leur région et à devenir les membres des sociétés historiques d'arrondissements qui se sont créées peu à peu dans Paris depuis une trentaine d'années. C'est ainsi que ces collectionneurs particuliers d'images, par fractions d'iconographie parisienne, contribuent à renforcer ces sociétés historiques et à vulgariser de plus en plus la connaissance de l'origine et du développement des quartiers de la capitale.

« L'histoire de Paris offre un champ si vaste de recherches qu'il y a place utile pour ces groupes d'études partielles auprès du nôtre, qui embrasse l'ensemble. Ces sociétés historiques d'arrondissements parisiens, comme celles de quelques régions de l'Ile-de-France, se rattachent d'ailleurs par certains liens à la nôtre; elles sont nos correspondantes et elles sont représentées parmi nous par un certain nombre de leurs membres.

« Ces sociétés n'échappent pas aux difficultés de l'heure présente : cherté du papier et de l'impression rendant plus rare la publication des *Bulletins*, plus élevée la cotisation, et, par suite, faisant diminuer le nombre des adhérents.

« A part ces groupements régionaux, n'oublions pas qu'il existe, en dehors de notre Société, un centre important d'études sur Paris, c'est la Commission municipale, créée officiellement en 1898 dans le simple but « de rechercher les vestiges du vieux Paris, d'en dresser l'inventaire et de veiller, dans la mesure du possible, à leur conservation ». Mais la Commission ne s'est pas limitée à l'établissement de cet inventaire des vestiges; peu à peu ses membres, en remarquant les vieilles demeures qu'ils voulaient conserver, ont été amenés à en faire l'historique. C'est maintenant tout le vieux Paris qui y est étudié, en détail, depuis son origine, et ceux qui se livrent plus particulièrement dans le sein de la Commission à des recherches

et font des communications étendues et très documentées sont encore, pour la plupart, des membres de notre Compagnie.

« En définitive, dans tous les groupements où l'on s'occupe de travaux d'études historiques sur Paris et ses environs se manifeste l'influence de notre Société, sans qu'elle ait cherché à la faire prévaloir, et ce par la présence de ses membres dans ces groupements et avec la documentation de nos publications consultées par tous.

« Mais, dans ces groupements, il y a des efforts dispersés, des doubles emplois dans les travaux; une méthode d'ensemble devrait être établie entre tous. C'est ce qu'avait compris l'un de nos regrettes confrères, M. Guiffrey, qui fut deux fois président de notre Société. Il eut l'idée de réunir toutes les sociétés s'occupant d'études historiques sur Paris « dans le but, disait-il, de resserrer, au profit « de l'histoire de Paris, les liens naturels existant entre ces sociétés ».

« Deux congrès qu'il présida, et eurent d'heureuses conséquences, se tinrent en 1913 et en 1914. Un des vœux émis dans ces congrès tendait à l'établissement d'un répertoire général des travaux publiés par toutes les sociétés depuis leur fondation.

« Ce répertoire fut composé et imprimé par les soins des bibliothécaires de la Ville.

« Ces sociétés n'ont plus eu de réunions d'ensemble depuis. Nous regrettons que la période des hostilités ait fait suspendre ces assises des fervents d'études sur Paris et nous pensons qu'un nouveau congrès pourrait être utilement projeté.

« Convierait-il à notre Société de prendre l'initiative d'une réunion nouvelle dans le but d'intérêt général de provoquer un échange de vues entre les sociétés et d'établir plus de cohésion dans leurs travaux?

« La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France aura cinquante années d'existence en mai 1924. A cette occasion, une assemblée exceptionnelle aura-t-elle lieu pour commémorer ce cinquantenaire? Ce serait certainement une circonstance favorable à la réunion d'un congrès. J'en émets le vœu, en mon nom personnel, car je n'ai pas mandat pour faire une proposition ferme dans ce sens. Ce pourrait être l'objet d'un examen prochain par votre Conseil d'administration.

« Pardonnez-moi, Messieurs, de m'être étendu quelque peu en soulevant ces questions. J'ai été guidé en cela par l'ardent désir de voir les rapports entre toutes les sociétés devenir plus intimes, l'étude des questions d'histoire de Paris prendre plus d'ampleur, puis notre Société exercer de plus en plus son influence et jouir toujours d'une prospérité croissante. »

— M. A. Martin, trésorier, expose l'état des finances de la Société.

— M. M. Fosseyeux, secrétaire, rend compte de l'état des publications.

— M. le commandant Herlaut fait une lecture sur le recrutement de l'arrière-ban à Paris en 1689. M. Barroux fait également une lecture sur Jean Du Castre d'Auvigny, historien et littérateur (1713-1743).

— L'Assemblée procède à l'élection de treize membres du Conseil, dont douze sortant en 1922 et un décédé.

Sont réélus : MM. L. Auvray, A. Boinet, comte Boulay de la Meurthe, E. Chatelain, comte Delaborde, comte P. Durrieu, M. Fosseyeux, E. Guillemot, comte A. de Laborde, L. Legrand, A. Martin, G. Servois.

Est élu : M. Jarry, en remplacement de M. L. Dorez, qui devait sortir en 1925.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 13 juin 1922.

Présidence de M. G. HARTMANN, puis de M. E. MAREUSE.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Barroux, A. Blanchet, E. Coyecque, C. Couderc, L. Deroy, le commandant Herlaut, G. Lefèvre-Pontalis, Eug. Lelong, Eug. Le Senne, Manneville, A. Martin, H. Martin, L. Mirot, A. Perrault-Dabot, H. Stein.

Assistaient également à la séance : M^{lle} Arrivot; MM. P. Énard, D. Grand, G. Gueulette, V. Pagès, A. Prieur, J. Renault.

Excusés : MM. Mareuse, G. Prinnet, L. Riotor et A. Vidier.

— Les procès-verbaux de la séance du 11 avril et de l'assemblée générale du 9 mai sont adoptés.

— M. le Président rappelle que l'ordre du jour de la séance appelle l'élection du Bureau et des comités pour l'exercice 1922-1923.

Élection du Bureau. — Sont élus : président, M. Edgar Mareuse; vice-président, M. Léon Mirot; trésorier, M. André Martin; secrétaire, M. Marcel Fosseyeux.

Comité des fonds. — Sont réélus : MM. le comte Boulay de la Meurthe, C. Couderc, L. Le Grand, H. Stein.

Comité de publication. — L. Auvray, E. Coyecque, comte P. Durrieu, G. Fagniez, H. Martin, H. Omont, A. Vidier.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1383. M. Pierre d'ESPEZEL, archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, attaché au Cabinet des médailles, 77, avenue de Saint-Mandé (XII^e), présenté par MM. A. Martin et E. Coyecque.

— M. Hartmann expose son projet de Congrès de sociétés d'histoire parisienne à l'occasion du cinquantenaire de la Société qui aura lieu en 1924. Le Bureau est chargé d'entreprendre dès maintenant les négociations avec les sociétés intéressées.

La liste des membres n'ayant pas été imprimée depuis 1913, les membres présents émettent le vœu que cette liste figure en tête du prochain *Bulletin*. La question est également posée de tenir les réunions de la Société à l'École des chartes jusqu'à ce que l'administration de la Bibliothèque nationale, qui veut bien, depuis de longues années, offrir l'hospitalité à la Société, puisse mettre à la disposition de celle-ci un autre local que celui où elle tient ses séances depuis la guerre.

— M. Perrault-Dabot signale le débat passionné que soulèvent les projets d'expropriation d'une partie des dépendances de la Folie-Saint-James pour l'élargissement, sur ce point, de l'avenue de Madrid.

On sait que la Folie-Saint-James fut élevée par Beaudard de Saint-James, trésorier général de la Marine, en 1775. Cette charmante construction, dénommée « Folie » dès l'origine, dépassait en richesse et en magnificence les résidences princières les plus réputées. Beaudard fit faillite en 1784 et sa propriété, vendue, fut morcelée. Le parc subsistant n'est qu'une petite partie de l'ancien, sur l'emplacement duquel tout le quartier Saint-James a été bâti. Il en reste toutefois encore une bonne part entourant le pavillon principal, lequel est accosté des communs, qui comprennent un corps de bâtiment accompagné de deux ailes en retour, surmontées de curieux belvédères.

C'est l'aile gauche tout entière de ces communs, faisant saillie de quelques mètres sur la voie publique, que la municipalité de Neuilly voudrait faire abattre, de manière à rendre en cet endroit à l'avenue sa largeur normale.

La Commission des Monuments historiques n'accepte pas cette amputation qui dénaturerait le caractère d'un édifice jusqu'à présent intact, en lui enlevant l'harmonie de son ensemble.

Désireux toutefois de ne pas nuire à l'embellissement de la ville de Neuilly et à son extension future, l'administration des Beaux-Arts s'est adressée à M. Bonnier, lequel a trouvé une élégante solution, capable de concilier les intérêts en présence.

Il suffirait de percer une galerie en arcades sur toute la longueur du rez-de-chaussée du pavillon obstruteur, de manière que, les piétons passant sous les arcades, l'avenue conserverait en cet endroit toute sa largeur pour la circulation des véhicules.

M. Perrault-Dabot présente à l'appui de sa communication un croquis de l'état actuel de la Folie-Saint-James, en même temps que le graphique étudié à la même échelle du projet élaboré par la municipalité de Neuilly pour la réalisation de son plan.

La Société de l'Histoire de Paris émet le vœu, sur la proposition de son président, que soit adoptée la solution qui préservera l'intégralité de cet intéressant ensemble et respectera le caractère historique et artistique de son architecture.

— M. Paul Émard lit ensuite un travail concernant la réformation des hôpitaux sous François I^{er} et dans lequel il met en lumière la lutte soutenue par les Quinze-Vingts, pauvres aveugles du roi, contre Mgr le Grand Aumonier, et la victoire qu'ils remportèrent sur ce puissant personnage.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 10 octobre 1922.

Présidence de M. E. MAREUSE, président.

Étaient présents : MM. le baron de Barante, M. Barroux, L. Batifol, A. Blanchet, C. Couderc, E. Coyecque, G. Fagniez, M. Fosseyeux, G. Hartmann, le commandant Herlaut, P. Jarry, Eug. Le Senne, A. Martin, H. Martin, L. Mirot, A. Perrault-Dabot, J. Rousseau, H. Stein et A. Vidier.

Assistaient également à la séance : MM. G. Geulette, G. Renault, L. Riator.

Excusés : MM. L. Auvray, P. Le Vayer, H. Omont.

— M. Vidier, secrétaire du Comité de publication, annonce que, conformément au désir exprimé par le Conseil dans sa dernière séance, la liste complète des membres de la Société figurera en tête du *Bulletin* de 1922.

— M. le Président, à propos de la lecture du procès-verbal de la séance du mois de juin, met à nouveau aux voix la proposition de tenir la séance à l'École des chartes jusqu'à ce que la Bibliothèque nationale puisse offrir un local convenable. — Cette proposition est

adoptée. Les séances auront lieu dorénavant à quatre heures et demie au lieu de quatre heures.

— Le procès-verbal de la séance du 13 juin est lu et adopté.

— M. Coyecque lit le début d'une très importante communication touchant les aspects les plus divers de la vie parisienne d'après les archives de trois notaires parisiens (1532-1555).

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 14 novembre 1922.*

Présidence de M. E. MAREUSE, président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Barroux, L. Batiffol, E. Coyecque, le comte Delaborde, M. Fosseyeux, G. Hartmann, le commandant Herlaut, P. Jarry, Eug. Le Senne, L. Lecestre, Eug. Lelong, A. Martin, H. Martin, Manneville, L. Mirot, A. Perrault-Dabot, G. Prinnet et A. Vidier.

Assistaient également à la séance : M^{lle} M.-L. Arrivot; MM. Bessières, de Courcel, J. Depoin, P. Deslandres, Lemoine, L. Olivier, V. Pagès, G. Renault.

— Le procès-verbal de la séance du 10 octobre est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1384. M. François BOUCHER, archiviste-paléographe, attaché au musée Carnavalet, boulevard Henri IV, 1, présenté par MM. Vidier et A. Martin.

— M. Coyecque continue la lecture de son travail intitulé : *A travers les archives de trois notaires parisiens (1532-1555)*.

— M. Jarry fait l'historique de l'hôtel de Bourrienne, situé au fond de la cour au n° 58 de la rue d'Hauteville, et qui fut édifié sur des terrains achetés aux Filles-Dieu. Il énumère les différents propriétaires de cette demeure depuis les origines jusqu'à son achat par l'ingénieur Tuleu, signale dans les appartements les riches ornements de style Consulat et rappelle quelques anecdotes sur les fidèles qui fréquentèrent le salon de Bourrienne et sur Bourrienne lui-même.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 12 décembre 1922.*

Présidence de M. E. MAREUSE, président.

Étaient présents : MM. M. Aubert, M. Barroux, L. Batiffol, A. Blanchet, A. Boinet, E. Coyecque, C. Couderc, M. Fosseyeux, G. Hartmann, P. Jarry, Ph. Lauer, Eug. Le Senne, L. Lecestre, E. Lelong, G. Lefèvre-Pontalis, A. Martin, H. Martin, Manneville, L. Mirot, A. Perrault-Dabot, G. Prinnet.

Assistaient également à la séance : M^{lle} Arrivot; MM. J. Depoin, P. Deslandres, Dumolin, Gueulette, Lemoine, Lesort, Pagès.

Excusé : M. A. Vidier.

— Le procès-verbal de la séance du 14 novembre est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1385. M. Auzoux, docteur en droit, avenue Bosquet, 15, présenté par MM. Fosseyeux et Rousseau.

— M. le Président porte à la connaissance du Conseil d'administration les mesures suivantes proposées par le Bureau pour commémorer le cinquantenaire de la Société en 1924. Il sera publié :

1^o Une table générale des publications de la Société durant ses cinquante premières années. La rédaction en serait confiée à M. Mareuse; cette table formerait un volume des *Mémoires*

2^o Un volume de Mélanges auxquels seraient invités à collaborer, outre les membres de la Société, tous les membres des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France.

Après un échange de vues auquel prennent part MM. M. Barroux, L. Mirot, ces propositions sont adoptées.

— M. Batiffol fait le récit des tribulations d'un principal du collège de maître Guérin, à Paris, au xvii^e siècle.

— M. Lesort entretient la Société des changements de dénomination, en vertu de récents décrets, de diverses communes de Seine-et-Oise, qui ont reçu les désignations suivantes : Bernes-sur-Oise, Bouray-sur-Juine, Chanteloup-les-Vignes, Jagny-sous-Bois, Saint-Arnoult-en-Yvelines, Villaines-sous-Bois, Villebon-sur-Yvette.

— M. François Rousseau rapporte une anecdote ayant trait au squelette du prince de Conti. Le prince avait reçu sépulture à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon; son squelette, découvert par M. Fuzet, curé du lieu et plus tard archevêque de Rouen, fut

apporté par celui-ci dans un simple carton à M. Gazier, qui le fit inhumer en 1906 dans la petite chapelle de Port-Royal-des-Champs, où sont recueillis tous les souvenirs du jansénisme.

La séance est levée à six heures et demie.

II.

VARIÉTÉS.

JEAN DU CASTRE D'AUUVIGNY

HISTORIEN ET LITTÉRATEUR

(1713-1743).

Il y a eu, dans la première moitié du ^{xviii}e siècle, un historien de Paris qui a été surtout un littérateur, et ce fait suffirait déjà, si je ne me trompe, à lui donner une place à part dans l'ancienne historiographie parisienne. La précocité a été remarquable chez lui. Dès l'âge de dix-sept ans, l'année même où paraissait sa nouvelle Histoire de France et où il obtenait l'approbation nécessaire pour la publication d'un roman, il était joué à la Comédie-Française. Le nombre des volumes qu'on lui doit n'est pas inférieur à vingt-sept¹, après qu'on a cependant retranché de la liste ceux qu'on a eu le tort de lui attribuer, et il a été tué à la guerre quand il n'avait que trente ans. Voilà, je pense, plusieurs titres qui le recommandent à l'atten-

1. On ne peut raisonnablement lui attribuer, étant donné l'âge qu'il aurait eu alors, l'*Histoire et les amours de Sapho*... (Paris, 1724, ou La Haye, 1743, in-12) et les *Aventures du jeune comte de Lancastel* (Paris, 1728, in-12). Quant à la publication anonyme aussi intitulée *Observations critiques sur le Temple du goût* (s. l., 1733, in-8°), l'ouvrage de Voltaire réédité la même année, pourquoi ne serait-elle pas plutôt de l'abbé des Fontaines, adversaire de Voltaire, et qui a donné en tête de ses *Observations sur les écrits modernes* (t. I, 1735, p. 3-11) un compte rendu de la deuxième édition? « Cette pièce avait d'abord été attribuée à Pierre-Charles Roy », dit Barbier dans son *Dictionnaire des anonymes*, t. III, p. 599, attribution qui, d'ailleurs, constitue une erreur aussi, puisqu'on lit à la fin de l'opuscule : « Quelle différence de son Temple du goût au Poème du goût de M. Roy. »

tion. Puis le portrait moral, resté peu connu, qu'a tracé de lui un de ses contemporains, continuateur de l'une de ses œuvres, rend cet écrivain plus curieux encore. Il avait, dit le professeur Turpin, « un caractère singulier ». Entré dans la carrière des lettres, il en fut « souvent détourné par des passions vives et impérieuses. Son cœur, partagé entre les études et les plaisirs, passait rapidement du calme à la tempête. La lecture des actions des grands hommes enflamma son imagination, le feu des batailles alluma son courage et, comme on aime à ressembler à ceux qu'on admire, il voulut être, comme César, écrivain et guerrier. Gassion, ... Fabert, soldats de fortune, furent les modèles qu'il se proposa d'imiter; il lui parut plus beau d'être l'artisan de sa gloire que de marcher dans des sentiers aplanis par ses ancêtres. Ce fut à l'École des cheval-légers qu'il fit son apprentissage de guerre. Cent combats particuliers où il essaya son courage lui donnèrent une grande célébrité sur le pavé de Paris, jonché de ses trophées. Les braves révéraient en lui le héros de la nation, comme lui-même s'arrogeait le titre de vengeur public ». On peut être surpris que Turpin s'exprime en termes aussi emphatiques, lui qui a retracé des vies d'hommes vraiment illustres; on peut même s'étonner davantage que celui qui prend ainsi figure d'une sorte de d'Artagnan ne soit pas mentionné avec l'un de ses hauts faits dans tel ou tel des nombreux écrits de son époque.

Un autre genre d'intérêt s'ajoute enfin : il faut déterminer la part réelle qu'il eut comme auteur dans celle de ses publications qui est relative à Paris et, bien que les dictionnaires biographiques lui accordent généralement quelques lignes, il s'agit néanmoins de fixer son nom exact.

Je veux parler de Jean Du Castre d'Auvigny. Mais il s'appelait, en fait, Aymé-Jean Chabaille d'Auvigny, d'après un renseignement obligeamment fourni par la maison Pavy, qui possède dans ses grandes collections généalogiques tant de notes prises aux anciennes archives de l'état civil parisien¹. On dit qu'il est né en 1712, à cause

1. Le document ici utilisé provient d'un registre de mariage détruit par l'incendie de 1871. Il est curieux que les contrôles des cheval-légers au ministère de la Guerre portent : Aimé-Victor Chabaille d'Auvigny. Dans l'acte de décès de son beau-père (cf. Jal, *Dictionnaire critique*, 2^e éd., p. 1000), d'Auvigny est dit Antoine, mais ce doit être une mauvaise lecture d'Aymé (on a même imprimé d'Aubigny, faute assez fréquente). Edme, qu'on trouve dans l'acte de naissance d'un de ses fils aux archives de la Seine (1^{er} septembre 1740), provient sans doute également d'une mauvaise lecture. Je ne sais pourquoi Moréri et tel autre recueil ancien disent : N. Quant à Du Castre, c'est évidemment un pseudonyme littéraire. N'aurait-il pas pris ce nom et le prénom de Victor (celui-ci pour entrer dans

de l'âge de trente et un ans qu'il avait à sa mort en 1743, selon le témoignage du chanoine son frère, qui a écrit sur lui une courte notice¹. Il convient d'entendre par là qu'il était dans sa trente et unième année, car une de ses lettres, du 26 janvier 1740², fait connaître qu'il n'a pas encore vingt-sept ans, ce qui suppose qu'il naquit en 1713, dans le premier semestre, s'il avait trente ans à la fin de juin 1743. Cette notice indique comme son lieu de naissance, sans préciser, le Hainaut. Dans une autre de ses lettres au comte d'Argenson, directeur de la librairie³, d'Auvigny se plaint que d'Hozier lui ait attribué pour père un cocher, ajoutant : « J'ai fait venir un certificat de magistrats de Maubeuge qui constate l'état de ma famille. Monsieur votre frère [c'est-à-dire le marquis d'Argenson, alors intendant de Hainaut] a été salué deux cents fois à Maubeuge par mon père et mon oncle, qui possédaient les premières charges du pays. » Turpin le dit expressément né dans cette ville⁴. Pourtant son acte n'a pas été retrouvé dans les registres paroissiaux.

Destiné par ses parents à la profession des armes, il était possédé du désir de se faire un nom dans la littérature⁵. Venu à Paris après la mort de l'oncle qui s'était occupé de son éducation, il avait été « recommandé à une personne très connue de la république des lettres qui, ayant aperçu en lui du génie, de l'esprit, du talent et beaucoup d'application à la lecture et au travail (c'est le chanoine qui parle), prit quelque soin de cultiver ces dispositions ». Le protecteur « des écrivains naissants », assure ici Turpin, était Guyot des Fontaines⁶, et la question du rôle joué par cet abbé dans l'œuvre de

les cheveu-légers) à cause de leur sens en latin? On rencontre aussi par erreur les formes *de* Castres et Castres (avec une *s*). Il est classé à Castres d'Auvigny dans la *Bibliothèque* du Père Lelong. Le *Dictionnaire historique et héraldique* de Mailhol (1895) indique des armoiries pour Chabaille d'Auvigny (t. I, col. 754), mais ajoute : « Les recherches que nous avons faites dans les archives, les nobiliaires et les ouvrages des auteurs étant restées infructueuses, il nous a été impossible d'établir la notice de cette famille. » Au Cabinet des titres de la Bibliothèque nationale (vol. 26633), le nom de d'Auvigny n'est en somme que noté.

1. Avertissement de M. d'Auvigny, chanoine régulier de l'Ordre de Prémontré, en tête du tome IX des *Vies des hommes illustres*, ouvrage dont il sera question ci-après.

2. Voir également ci-après pour sa correspondance.

3. Ibid.

4. T. XXV des *Vies des hommes illustres*, 1767, préface. La famille Chabaille d'Auvigny existant de longue date à Pont-Saint-Mard, j'ai fait pour cette ville notamment des recherches qui n'ont pas abouti; il n'y a plus de registres de 1712 ni à la mairie ni au greffe.

5. Ibid.

6. L'épître à M. de Mailly, marquis de Nesle, qui fait connaître ainsi le

d'Auvigny¹ se relie d'une façon étroite à l'étude de l'ouvrage qui doit nous occuper particulièrement : l'Abrégé de l'imposante Histoire de la Ville de Paris qu'avaient publiée en 1725 Félibien et Lobineau. L'Avis des libraires donne ces renseignements intéressants : « A peine le R. P. Lobineau eut-il achevé l'Histoire de Paris qu'on nous en demanda un abrégé; on nous fit entendre qu'il n'y avait point de Français qui ne souhaitât de connaître la ville capitale du royaume, mais qu'il y en avait peu qui voulussent acquérir cette connaissance par la lecture d'une histoire si étendue. Nous entrâmes dès lors dans les vues du public et nous engageâmes une personne connue par ses talents à seconder nos bonnes intentions... Il y a déjà quelques années que cette histoire abrégée nous a été remise entre les mains. » Or, s'il est certain que d'Auvigny a été le principal rédacteur de l'Abrégé, il n'en est pas moins vrai que l'on s'était adressé à un autre que lui, trop jeune à cette époque. Un article de mars 1736 du *Journal de Trévoux* disait : « Il y a peu de nom aussi répandu dans la littérature qui règne aujourd'hui que celui de M. l'abbé Desfontaines... Il semble qu'il ait voulu essayer son génie sur tout... Nous désirerions que M. l'abbé nous donnât lui-même la liste de ses vrais ouvrages », et, dans sa réponse intitulée Apologie, l'abbé Guyot des Fontaines reconnaît s'être « chargé de l'entreprise » (c'est son expression) en 1731, et il dit aussi que d'Auvigny demeurait alors avec lui². L'Abrégé, retardé dans son impression, parut en 1735. Après la mort de son frère, en 1743, le chanoine écrivait que d'Auvigny « s'était, depuis plus de huit années, attaché à d'autres personnes, et, ayant voulu se conduire à son gré, celui à qui il avait obligation de la première culture de ses talents n'eut dans la suite presque aucun commerce avec lui. » Mais le Boileau du XVIII^e siècle, ainsi que l'a surnommé un critique d'alors³, avait, paraît-il, le caractère difficile⁴. Rappellerai-je qu'il avait été interné pour affaire de mœurs⁵?

Avant de donner quelques détails sur l'Abrégé, je crois bon de montrer quelle était déjà l'œuvre de l'homme de lettres qui, à vingt-deux ans, a eu la gloire, car c'en était une certainement, d'associer

nom d'un autre de ses protecteurs et qu'il a placée en tête de son premier roman, *les Aventures d'Aristée et de Télasié*, aurait pu donner le change sur ce point.

1. Dans les *Trois siècles de notre littérature*, t. I, 1772, p. 59, Sabatier de Castres dit bien que d'Auvigny a été formé par l'abbé des Fontaines.

2. *Apologie de M. l'abbé des Fontaines*, 1736, p. 16.

3. Sabatier de Castres, *Ibid.*, p. 360.

4. *Dictionnaire historique de Moréri*, t. V, 1759, p. 223.

5. En 1725 (conduit « à l'hôpital »). Cf. Ravaisson, *Archives de la Bas-tille*, t. XII, p. 114.

par là son nom assez directement à ceux des Bénédictins, auteurs de la plus célèbre histoire proprement dite de la Ville de Paris, et je consigne ici préalablement de même cette appréciation, par son frère, de sa nature intellectuelle : « Sa mémoire était prodigieuse et son imagination d'une vivacité extraordinaire, jointe à beaucoup de pénétration d'esprit. Naturellement philosophe, il s'était formé un style nerveux et sentencieux. Peut-être aimait-il un peu trop les ornements du style et les agréments de la narration. Il semble les avoir quelquefois préférés à l'exactitude de la grammaire, trop vif et trop hardi dans ses pensées pour s'y assujettir scrupuleusement¹. »

Voici le premier exemple de sa précocité. « Je me suis appliqué depuis l'âge de quatorze ans au genre historique », déclare-t-il dans une lettre datée de 1740. Dès 1729, à seize ans à peine, il avait terminé une « Nouvelle Histoire de France » qui fut éditée anonyme l'année suivante². C'est un gros volume qu'on estime, dit Moréri.

1. Cf. dans l'*Esprit de l'abbé des Fontaines* (où les articles des Observations ou Jugements de celui-ci sont parfois écourtés), t. III, 1757, p. 20-21, ou *Jugements sur quelques nouveaux ouvrages*, t. III, 1744, p. 67 : « Je ne sais s'il ne les a pas préférés (les ornements) aussi quelquefois à l'exactitude historique, comme il arrive quelquefois à Tite-Live, à Plutarque et à notre ingénieux abbé Vertot. Il est certain néanmoins que, s'il est inexact, ce n'est pas du moins dans des faits essentiels. » Et dans Sabatier de Castres, *Ibid.*, p. 59 : « Il ignorait sans doute que l'affectation d'esprit, la recherche des ornements..., qu'un ton quelquefois romanesque, un style inégal et trop plat dans certains endroits... sont des défauts exclusifs pour le titre de bon historien. » On lit dans la *Bibliothèque française* de Du Sauzet, t. XXXIX, 1744, p. 354, à propos de son style tel que l'a jugé son frère : « Nous n'adoptons pas tout à fait ce jugement. Peu de personnes reconnaîtront dans les *Vies des hommes illustres* un style nerveux. C'est au contraire un style fleuri, semé de tours recherchés et souvent peu naturels. Ce qu'il y a de sentencieux est d'un goût absolument éloigné de la majestueuse simplicité qu'exige l'histoire. » Mais on ajoutait : « Il faut avouer que M. d'Auigny paraissait avoir bien de l'esprit et une grande facilité pour écrire... La république des lettres fait assurément par sa mort une perte considérable. »

2. Du Sauzet (*Ibid.*, p. 353) dit que le public soupçonna l'abbé des Fontaines d'avoir pris une bonne part à la composition de cet ouvrage. L'approbation a été donnée par Secousse. D'Auigny (remarquer qu'il emploie la forme « nous ») assure n'avoir « eu en vue que de joindre l'exactitude du style à celle des faits et de la chronologie » (p. 11). Il a composé son livre pour remplacer les abrégés de Mézeray et de Daniel, trop longs, et celui de M. de Châlons, qui est plutôt un recueil de remarques (cf. p. v). D'après la Notice de son frère, il est l'auteur d'un Abrégé de l'Histoire de France et de l'Histoire romaine imprimé en 1730. En tout cas, c'est dans une deuxième édition qu'il aurait ajouté l'Histoire romaine. La *Bibliothèque* du Père Lelong indique bien sous le n° 15851 (t. II) un ouvrage

Dédiée au jeune prince de Conti, elle est faite par demandes et par réponses, « forme peu brillante, mais très utile », si l'on en croit l'Avertissement. Ces demandes sont adressées très souvent en des termes qui facilitent la réponse. On trouve dans le livre, en tête de chacun des chapitres, à la suite des noms des rois, ceux des papes et des empereurs contemporains, et les enfants des rois y sont soigneusement énumérés. Mais pour Pharamond, à la question : « Quelles furent ses actions ? » correspond cette réponse : « On les ignore, aussi bien que le nom de ses enfants. On sait seulement qu'il régna dix ans. » Ne sourions pas trop de ce qui nous semble naïf aujourd'hui. Par compensation, remarquons que d'Auvinny a le mérite de noter pour Clovis : « C'est le même nom que Louis. Quelques auteurs l'appellent Clodovée¹. » Et relevons surtout l'intérêt des portraits moraux des rois placés à la fin de chaque règne. Prenons bien garde cependant que la nouvelle édition de l'Histoire, parue en 1749, a reçu du continuateur des additions qui ne portent pas seulement sur une période plus récente. Tel portrait a été refait complètement², et c'est ce continuateur qui a souvent ajouté des traits assez vifs. Par exemple après : « Le duc d'Enghien gagna la fameuse bataille de Rocroy sur les Espagnols », on lit maintenant : « dont l'infanterie ne s'est jamais remise de cette défaite. »

En même temps que d'érudition, d'Auvinny faisait œuvre de littérature et commençait par le théâtre. Sa pièce, qui eut onze représentations en 1730³, était intitulée : *la Tragédie en prose ou la tra-*

anonyme de 1733 qui pourrait être celui-là. Mais je ne l'ai pas trouvé. Dans sa lettre du 26 janvier 1740, d'Auvinny revendique comme étant de lui une « Histoire de France » abrégée. On serait amené à douter qu'il ait écrit une Histoire romaine si on ne lisait pas dans les *Observations*, 1735, p. 330-331 : « On a publié cette année une nouvelle édition de l'Histoire de France... et l'auteur y a ajouté un abrégé de l'Histoire romaine », en 200 pages, nota-t-on, et un peu trop succinct. L'édition de 1749, qui comprend les deux histoires et porte : « Nouvelle édition corrigée et considérablement augmentée » [par l'abbé Guyart], est en deux volumes. Celui qui est relatif à la France a les pages 526 et 596 en plus (la première édition s'arrêtait à la naissance du dauphin, le 4 septembre 1729); la table y est corrigée; le volume qui concerne l'histoire romaine va jusqu'à la prise de Constantinople en 1453.

1. Je ne dis pas qu'il est le premier à l'avancer.

2. Celui de Louis XIII.

3. Cf. A. Joannidès, *la Comédie française* (1901), à la table chronologique. C'est le chiffre que donne de Mouhy dans son *Abrégé de l'histoire du théâtre français* (1780, t. I, p. 472), où il indique comme date de la première représentation le 9 mai, sans doute à tort, alors que Godard de Beauchamps, *Recherches sur les théâtres* (1735, in-4°, 2^e partie, p. 328), et les frères Parfaict disent, avec plus de précision : le jeudi 4 mai (*Diction-*

gédie extravagante. C'est une comédie et plutôt même un simple prologue¹. Il dit l'avoir publiée pour décharger de cette imputation trois personnes célèbres par leurs talents. Mais il le fait sous le nom de Du Castre², que jusqu'à preuve du contraire je considère comme un pseudonyme. Celui qui, dans la pièce, est censé vouloir faire représenter une tragédie forcément extravagante, du moment qu'elle est en prose, M. Hanneton, s'il convient que je le nomme, a imaginé, dit-il, une action qui dure trente ans, où il épuise l'histoire de ses personnages, les prenant à leur berceau pour ne les quitter qu'au tombeau. Il doit y avoir finalement un tremblement de terre pour engloutir tout le monde. Comme l'explique une actrice, « c'est une tragédie enragée où il y a de l'étoffe pour en faire cinquante, qui ne ressemble à rien et qui rassemble tout; elle commence par le dénouement et se termine par l'exposition; c'est une fournaise ardente d'où partent des pétards et des fusées d'esprit..., quatre portraits en deux lignes, six pensées en trois mots ». Voilà au moins qui sera du neuf, dit un personnage dont la manie est de vouloir du neuf avant tout. Le divertissement qu'on trouve à la fin en remplace un autre qui avait été mal joué. C'est le Triomphe de la prose avec couplets en vers blancs de huit pieds.

Puis deux romans, chacun en deux volumes, ont précédé son travail sur Paris : d'abord, en 1731, les *Aventures d'Aristée et de Télasié*, histoire galante et héroïque, assure le titre, et qu'il déclare avoir composée en six mois. Par une épître signée cette fois Du Castre d'Ovigny³ (*sic*), il la dédie au marquis de Nesle, lui disant : « Vous

naire des théâtres de Paris, 1756, t. V, p. 495; le 4 fut bien effectivement un jeudi). Ce même jour figure dans Joannidès, *ouvr. cité*, p. 83. La pièce était précédée du « Jaloux désabusé » (même *Dictionnaire*).

1. Comme le relate le *Mercur* au 30 mai 1730. Ce périodique, qui exagère en disant tout de suite que la pièce n'a pas réussi, nous apprend, en outre, qu'elle fut jouée pendant que la plupart des comédiens français étaient à Fontainebleau. Il ajoute : « Comme personne n'ignore ce qui a donné lieu à cette pièce, nous nous restreindrons à la pièce seule », et, après avoir donné une analyse assez longue, il déclare : « On a trouvé la pièce bien et vivement écrite, mais le sujet, n'étant pas à la portée de tout le monde, en a empêché le succès » (p. 1006). Cf. p. 807. Le spectacle avait commencé par « le Jaloux désabusé » (cf. *Dictionnaire des théâtres de Paris*, t. V, p. 495). — M. Coûet, archiviste-bibliothécaire de la Comédie-Française, a bien voulu me faire connaître que la dernière représentation avait eu lieu le 29 juin et qu'il ne pouvait me fournir par son dépôt d'autre renseignement particulier.

2. En donnant son nom, l'on a imprimé d'Aurigny dans la *Bibliothèque des théâtres...* [de Maupoint] (1733, Paris, in-8°, p. 304) et cette forme a été reproduite dans plusieurs publications sur les théâtres.

3. Il y a, d'après Quérard, des exemplaires de la même date qui portent

avez jugé mes efforts dignes d'être encouragés. » Elle contient des situations intéressantes et de grands exemples de vertu, annonce Houdard de la Mothe dans son approbation. Comme on répandait le bruit qu'il avait tiré ces aventures des Amours de Leucippe et de Clitophon par Achille Tatius, il déposa chez son éditeur une traduction de cet ancien roman grec, afin qu'on pût constater qu'il n'en avait « imité que très peu de chose¹ ». On pourrait comparer le style poétique de ce livre à celui du *Télémaque*.

Avec les *Mémoires de Mme de Barneveldt*, édités l'année suivante, en 1732², on s'éloigne un peu moins de l'histoire. Sans doute, ce sont des mémoires fictifs, mais, parce qu'ils se rattachent à une famille historique, celle d'Olden-Barneveldt, on y raconte la mort du grand patriote hollandais et aussi la conjuration organisée par son fils cadet, puis, d'autre part, l'expulsion des Espagnols de la citadelle de Monaco. Les historiens ayant, paraît-il, volontairement perdu de vue ce fils, entré ensuite au service de l'Espagne³, l'auteur du roman suppose qu'il finit par épouser son héroïne. L'aventureuse Mme de Barneveldt, qui avait été élevée par un solitaire de la forêt des Ardennes, peut être considérée comme un prototype de M^{lle} de Maupin, non parce qu'elle s'est habillée en homme, mais parce qu'elle a toujours porté des habits masculins jusqu'à son mariage et n'a pas échappé sous son déguisement aux inconvénients qu'il entraînait, y compris l'obligation de se battre. Son premier mari est un Italien, qui, lorsqu'elle en fait connaissance, se trouve momentanément habillé en femme. Ce roman passe pour contenir des portraits satiriques : évidemment ceux qu'on rencontre au commencement

pour titre : *les Voyages et aventures... par Madame D****, La Haye (Paris).

1. C'est ce que reconnaît le *Nouvelliste du Parnasse* (nouv. éd., 1734, t. I, p. 130), qui en fait un grand éloge (article reproduit dans l'*Esprit des Fontaines*, t. IV, 1757, p. 306) : il trouve qu'il y a dans ce roman des beautés et beaucoup de poésie. Mais, d'après un exemplaire de la réserve à la Bibliothèque nationale annoté à l'encre, l'ouvrage serait calqué sur les amours de Théagène et Chariclée. Le *Nouvelliste* annonce, p. 293, qu'il a été réimprimé en Hollande la même année et qu'un Anglais en a entrepris une traduction.

2. Anonyme, mais le nom de « Dauvigni » paraît dans le privilège. Les *Mémoires de Trévoux* semblent les attribuer à des Fontaines (août 1732, p. 1487-1489). Celui-ci a écrit lui-même : « Je n'y ai pas plus de part que plusieurs autres personnes qui ont fourni des idées et donné des conseils pour la perfection de cet ingénieux ouvrage » (*Apologie*, p. 21). Le style, porte l'approbation, est pur, vif et élégant.

3. Cf. J. L. Motley, *Life and death of John and Barneveld*, La Haye, 1873, t. II, p. 503. On peut voir aussi sur les Barneveldt le *Dictionnaire* de Moréri.

du tome II, où l'auteur a décrit une assemblée de beaux esprits à Florence, mais je crois bien difficile et hasardeux aujourd'hui de prétendre identifier avec des notabilités parisiennes les personnages mis en scène.

Ce qu'il importe de déterminer d'abord en ce qui concerne l'*Histoire de la Ville de Paris*, à laquelle j'arrive enfin, ce sont ses auteurs et les différentes parties dont elle se compose. Elle a tout à fait le même titre que la grande Histoire et comprend aussi cinq volumes, mais in-12, parus tous en 1735. Le Père Lelong écrit au tome III de sa Bibliothèque, sous le n° 34532 : cet abrégé « est de Louis-François-Joseph de la Barre, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, excepté le cinquième volume, qui a été fait par l'abbé des Fontaines. C'est ce que m'a écrit l'abbé Goujet. Mais dans le Moréri on n'attribue que le dernier volume à M. de la Barre, et plusieurs personnes prétendent que les premiers volumes sont de M. d'Auvigny, sous la direction de l'abbé des Fontaines ». La préface de Piganiol nomme La Barre seulement et comme auteur de la description finale¹. Dans sa méthode pour étudier l'histoire, Lenglet du Fresnoy ne fait aucune allusion à l'abbé². Or, la question a été résolue par des Fontaines lui-même, qui a publié ou fait publier dans ses *Observations sur les écrits modernes*³ : « Ici finit, à la page 293⁴ [du quatrième volume], l'ouvrage des deux auteurs qui avaient entrepris cette nouvelle Histoire de Paris et qui, soit prudence, soit dégoût, soit par d'autres raisons, n'ont rien écrit sur ce qui s'est passé dans cette ville depuis 1715. Une autre personne a achevé ce volume en y ajoutant quelques faits très superficiels arrivés sous le règne de Louis XV⁵. » Et, dans l'Apologie citée plus haut, reconnaissant sa part de collaboration, l'abbé a précisé en notant que l'ouvrage a été composé pour la plus grande partie par d'Auvigny; le tome IV, jusqu'à la mort de Louis XIV, est de celui-ci seulement, et « le reste, qui paraît fort négligé », est de M. de la Barre⁶. Jaillot exagérerait donc lorsqu'il dit de Guyot des Fontaines : « Il convient lui-même

1. Pour le renvoi à Piganiol, cf. ci-après note 2 de la p. 60.

2. « C'est un bon abrégé... M. d'Auvigny en a composé les trois premiers volumes, qui sont plus estimés que les deux derniers, dont M. de la Barre est l'auteur » (éd. de 1772, t. XIII, p. 6). Cf. t. IX, p. 317.

3. T. I, lettre 14, p. 325; cf. *Mémoires de Trévoux*, février 1736, p. 327.

4. Les *Mémoires de Trévoux* (ibid.) s'expriment ainsi : « Les trois premiers volumes et la moitié du tome IV, jusqu'à la page 293, sont de Messieurs l'abbé D... et d'A... »

5. *Observations*, ibid., p. 327.

6. P. 16-17. Il dit de celui auquel il répond : « S'il a vu mon nom sur les trois premiers tomes, il faut qu'on en ait imprimé un exemplaire exprès pour lui seul. En vérité, voilà un journaliste bien informé. »

qu'il n'a eu d'autre part que d'avoir donné ses conseils à l'auteur¹. » Mais il ne serait cependant pas impossible que Jaillot eût entendu parler l'abbé ou recueilli sur ce point un renseignement oral².

Les lettres de privilège avaient été accordées en 1732³. Les libraires (l'ouvrage fut mis en vente chez plusieurs) ayant désiré le compléter par une description de Paris, il se produisit un assez long retard pour la publication.

Ce serait un travail ingrat de comparer de très près les deux Histoires. Par le compte rendu du périodique de des Fontaines, *Observations sur les écrits modernes*⁴, on apprend qu'il y a eu des additions, par exemple celles qui ont été tirées du *Journal de Paris* sous Charles VI⁵. Mais il n'est pas très exact de dire qu'on a beaucoup abrégé l'histoire des premiers temps; ce n'est vrai que tout à fait pour les débuts; à lui seul, en effet, le premier des cinq petits volumes correspond à peu près au premier de l'ouvrage de Félibien qui n'en comprend, comme on le sait, que deux d'histoire proprement dite⁶. Le volume le plus stérile, notent les *Observations*, est le quatrième, quoiqu'il embrasse les règnes de Louis XIII, Louis XIV et les années du début de Louis XV.

En quelques lignes, La Barre a conduit l'histoire jusqu'à l'année 1730⁷. Peut-être est-ce lui qui a fait imprimer tout l'ouvrage⁸. Mais surtout il est l'auteur de la description par matières qui remplit le tome V⁹. Le *Journal de Verdun* était son organe. Le compte rendu

1. *Recherches...*, discours préliminaire, t. I, p. xiii.

2. De son côté, Piganiol a écrit dans sa préface (p. xiii de l'éd. de 1742 ou p. xxxii de l'éd. de 1765), faisant allusion à Guyot des Fontaines : « Ce livre est l'ouvrage de ce bel esprit, du moins pour la plus grande partie, et le reste a été fait sous ses yeux. »

3. Voir au tome II.

4. T. I, lettre 14, p. 315 (ou dans *Mémoires de Trévoux*, février 1736, p. 325-333). Cf. *Bibliothèque* du Père Lelong (t. III, n° 34532), qui dit que l'ouvrage a été augmenté de faits importants. Dans le *Journal des savants* (septembre 1735, p. 514), on relève que l'auteur aurait pu dire plus au sujet de sainte Geneviève et répondre à des critiques.

5. Édité par La Barre en 1729 dans ses *Mémoires* pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne. C'est le *Journal du bourgeois*.

6. La division est faite en livres également : il y en a ici dix-huit au lieu de trente.

7. La dernière date de Félibien est de 1722.

8. L'article nécrologique de Boze (*Hist. de l'Académie des inscriptions*, t. XIV, 1743) pourrait faire croire à tort qu'il fut l'auteur de tout l'ouvrage (p. 313).

9. Elle débute par une vingtaine de pages sur les accroissements de la ville. Il y a une table méthodique au commencement et une par quartier à la fin. Le titre du tome V annonce la description de cette manière assez

qu'on y lit¹ relève le développement donné aux parties de la description qui traitent des communautés de filles ou des hôpitaux et la préoccupation constante de marquer les dates de construction des édifices. Je signale de mon côté le paragraphe sur les académies et la fin relative particulièrement aux fontaines et à leurs inscriptions latines, qui sont traduites. Piganiol a déclaré cette description un chef-d'œuvre². En tout cas, il ne faut pas faire comme Cocheris et appeler son rédacteur le Père de la Barre³. Tel article qui lui est consacré se termine ainsi : « Il fut très heureux en ménage⁴. » Il s'était d'ailleurs marié deux fois⁵.

Je n'ai pas dit ce que contenait la deuxième partie du tome IV : c'est d'abord un « présent » fait aux éditeurs, pour parler comme eux, le Recueil des privilèges des bourgeois de Paris⁶, puis une liste des rues, fontaines, etc., de la Ville, avec quelques renseignements en plus de leur nomenclature. Il doit y avoir quatre plans de Paris représentant la ville dans ses quatre âges⁷. Malheureusement, je ne connais pas d'exemplaire qui les contienne tous.

Quelle est maintenant la valeur de l'Abrégé proprement dit? Le Père Lelong a-t-il raison de dire qu'il est mieux fait et en général plus exact que l'original⁸? On s'y est appliqué à éviter les détails

bizarre : « Le précis des pièces justificatives en forme de description abrégée de cette ville et de ses faubourgs. » J'y ai relevé deux fois la date de 1733 (p. 354 et 510).

1. 1735, p. 27-29.

2. Édition de 1765, p. xxxii de la préface. Néanmoins, dans son tome III, p. 413, il critique La Barre à propos de l'origine de saint Lazare (La Barre admettant comme convaincantes, p. 212, des preuves qui avaient paru insuffisantes à Félibien et Lobineau).

3. P. 29 de son introduction à son édition de Lebeuf.

4. Cf. *Biographie Didot-Hæfer*. Mais peut-être l'auteur a-t-il mal utilisé ce renseignement de l'article ci-dessus indiqué de Boze, qui le déclare presque sourd (p. 314) : « Les attentions qu'il avait eues pour elle (sa première femme, toujours malade) firent souhaiter à tout son quartier de lui en voir une seconde, avec laquelle il pût passer des jours plus heureux » (p. 315).

5. Cf. *Dictionnaire* de Moréri.

6. Lorsqu'ils sont en latin, les actes contenant les privilèges sont donnés aussi avec traduction (dans sa liste de l'*Hôtel-de-Ville de Paris*, Le Roux de Lincy ne mentionne pas le dernier acte qu'on trouve ici).

7. *Mémoires de Trévoux*, février 1736, p. 328.

8. A son tour, Cocheris ne s'avance-t-il pas beaucoup lorsque, p. 29 de l'Introduction à son édition de l'abbé Lebeuf, il déclare l'abrégé plus estimé que le travail qui a servi de modèle? — Je dois noter que l'on conserve à l'Institut d'histoire de la Ville de Paris (Bibliothèque de la Ville) un manuscrit petit in-fol. (n° 12480) qui est intitulé : Remarques histo-

ennuyeux¹ et c'est sans doute un bien. Mais fallait-il aller jusqu'à supprimer toutes mentions de références? Si dans un livre de vulgarisation, en somme, une telle omission est naturelle, il n'en résulte pas moins qu'elle enlève à l'ouvrage tout caractère scientifique pour le faire ranger parmi les livres du genre littéraire. Comment alors le style y est-il moins vivant que dans les autres publications de d'Auvinny? La cause en est, je pense, qu'on a là seulement le résumé d'une œuvre plutôt indigeste et même écrite, selon Cocheris, en style d'in-folio.

L'esprit de d'Auvinny évoluait. La même année que son Abrégé, il publiait trois ouvrages, dont deux le montrent préoccupé de concilier en quelque sorte le roman et l'histoire². Les *Mémoires du comte de Comminville*³, où, d'après un compte rendu de l'époque, il y aurait avec trop d'esprit une imitation du genre d'un certain Rémond de Sainte-Albine⁴, constituent encore un vrai roman dont l'action, cette fois, se passe particulièrement à Paris. Mais les deux autres ouvrages ont un cadre historique⁵. A propos du premier, les *Anecdotes galantes et tragiques de la cour de Néron*⁶, on a exprimé

riques par extrait sur l'Histoire de la Ville de Paris. On lit sur un feuillet de garde : « Analyse de l'Histoire de Paris en cinq volumes in-12, par Desfontaines et d'Auvinny » (209 p.). A la fin, p. 1 à 36 : « Extrait du précis... »

1. *Mémoires de Trévoux*, février 1736, p. 329.

2. Déjà, d'ailleurs, dans les *Mémoires de M^{me} de Barneveldt*, on trouvait une discussion sur le genre du roman où, sous le nom de son héroïne, l'auteur avançait cette opinion que les romans peuvent former l'esprit et le cœur bien mieux que l'histoire même (t. II, p. XVIII).

3. L'auteur s'excuse dans sa lettre-préface d'avoir, lui aussi, parlé de corsaires. La suite, qu'annonce la fin du volume, n'a pas paru. Sur la piraterie au XVII^e siècle, cf., par exemple, R. Gleizes, *Jean Le Vacher*, Paris, 1914, in-8°, ch. 1.

4. *Observations*, t. I, p. 35, ou l'*Esprit de des Fontaines*, t. IV, p. 329 (319 par erreur). Cf., sur cet auteur, la *Biographie Didot-Haefler*. Par la lettre de d'Auvinny reproduite page 14 des *Observations sur les écrits modernes*, t. I, on apprend qu'il a composé ce « roman » « avec un soin extrême » et que ses *Amusements* avaient paru préalablement. D'après les *Observations*, « M. d'Auvinny, au goût des connaisseurs, a plus réussi dans ce livre que dans quelques-uns de cette espèce qu'il a publiés jusqu'ici ».

5. Sur les romans historiques qui avaient précédé, cf. Léo Claretie, *Essai sur Lesage*, 1890 (« le roman en France à la fin du XVII^e siècle »).

6. Il est curieux que d'Auvinny ait pris pour le publier (cf. le privilège) le pseudonyme de Dellery, alors que c'est le nom (sous la forme de Delery) du parrain de l'un de ses fils (cf. acte du 1^{er} septembre 1740 aux archives de la Seine).

le regret que l'auteur, très délicat, ait cru pouvoir ajouter à un pareil sujet des circonstances romanesques¹. Et les *Amusements historiques*² contiennent, sous un titre déjà expressif, des biographies de forme littéraire rattachées par une trame ingénieuse, selon la mode des xve et xvie siècles. D'Auvigny suppose une jeune princesse qui se passionne pour les romans et que deux amies, la marquise et la comtesse, entreprennent de convertir à l'amour de l'histoire en lui racontant des histoires vraies, mais très enjolivées. Aussi voit-on son ancien collaborateur, son ancien maître, si l'on veut, Guyot des Fontaines, le critiquer d'altérer parfois des faits et de gâter la vérité par des fictions appelées alors ornements³. C'est la conséquence de son opinion que ce qui est réellement bon ne peut être absolument

1. *Observations...*, t. I, p. 33 (d'Auvigny y est nommé), ou *l'Esprit de des Fontaines*, t. I, p. 327 (317 par erreur), où l'on critique le *Pour et Contre* d'avoir critiqué le titre comme ne correspondant pas au contenu de l'ouvrage. Mais ce journal de l'abbé Prévost ajoutait qu'il y avait un tour noble et des réflexions fines et judicieuses; il blâmait l'emploi d'une expression basse telle que « vu que » (t. V, 1734, p. 356-357). Cf. *Mémoires de Trévoux* (avril 1735, p. 613-630), où l'on dit aussi : « On regrettera sans doute qu'il n'emploie pas son temps et ses talents à des ouvrages plus solides » (p. 630).

2. *Les Amusements historiques* (Paris, 1735, 2 vol. in-12). Dans le privilège, qui est de 1732, l'ouvrage est annoncé sous le titre d'« Aventures choisies » et il est appelé « Histoires choisies » dans l'Avertissement. Une deuxième édition a paru à La Haye en 1757. Dans sa lettre déjà citée à propos des *Mémoires du comte de Comminville*, d'Auvigny se plaint de l'auteur du compte rendu du *Pour et Contre* (voir, dans ce périodique de l'abbé Prévost, le tome V de 1734, p. 226-227 : « Si cette production est de l'écrivain qu'on soupçonne, le seul moyen de la faire vivre eût été d'y mettre son nom »); ce critique a été la dupe « d'un libraire avide qui a osé » attribuer son livre à une personne plus connue dans le monde, mais dont les occupations et la manière d'écrire sont bien différentes. De son côté, dans son *Apologie* déjà citée, des Fontaines déclare formellement que ce n'est pas sa faute si quelques libraires se sont avisés de lui attribuer verbalement certains ouvrages pour les mieux débiter, comme a fait Prault le fils par rapport aux *Amusements historiques*.

3. *Observations...*, t. I, p. 16, ou *l'Esprit de des Fontaines*, t. IV, p. 328 : « Telle est surtout l'histoire de Sabinus, qui est presque toute fabuleuse et où il y a trois fois plus de fiction que dans le poème qui a été depuis peu mis sur le théâtre... Combien un recueil fidèle d'histoires bien choisies et bien racontées eût-il pu être goûté du public! L'auteur eût fait, par rapport à l'histoire moderne, ce que M. Rollin a fait par rapport à l'histoire ancienne. Quoi qu'il en soit, malgré quelques négligences de langage et le grand nombre de fautes d'impression, l'ouvrage a eu un certain succès qu'il mérite. » D'Auvigny avait dit lui-même dans son Avertissement qu'il prenait Rollin pour modèle.

neuf¹. Il choisit des histoires connues et, sans modifier le fond, prétend-il, arrange les endroits « susceptibles de beauté », de manière à enseigner l'histoire en amusant l'esprit². La princesse ne se convertit pas tout de suite. Une des dames lui adresse ce reproche : « Vous n'aimez nos histoires que par le rapport qu'elles ont avec nos romans ; ainsi, loin de vous guérir de votre goût pour eux, nous ne servons qu'à l'entretenir » (t. II, p. 186). A un moment, la princesse ne voulait plus que des révolutions (p. 153). Il y a tel autre interlocuteur, surtout un chevalier, au goût duquel les conspirations sont ce qui est le plus agréable à lire (p. 187). C'est lui qui précédemment avait déclaré à la marquise et à la comtesse, en se défendant de préférer l'ignorance chez la femme : « La science chez vous ne devrait être qu'un charme de plus » (t. I, p. 158).

Ces deux volumes d'*Amusements* eurent l'année d'après, sinon même en 1735 encore, une suite au titre bizarre : *Melchu-Kina*, une jeune Tartare, qui est l'objet du premier récit, donnant son nom au recueil, comme il arrive si fréquemment aujourd'hui³. La princesse entend alors notamment un plaidoyer en faveur de Robert d'Artois, et l'histoire de Socrate, au sujet duquel on lui dit : « Un auteur moderne fort connu s'était souvent surpris tout prêt à s'écrier : saint Socrate, priez pour nous. » C'est dans les conversations qui séparent les récits qu'il y aurait à remarquer des portraits satiriques comme celui de la dame qui aimait les beaux esprits, donnait des noms de demi-dieux aux personnes de ses relations et avait toujours avec elle un Apollon, un Mars, une Vénus, etc. (p. 81). L'Avertissement de ce nouveau volume contient encore des déclarations de l'auteur sur l'utilité qu'il trouve à orner l'histoire. « Il est nécessaire, dit-il, que

1. Avertissement, p. vi.

2. Ibid., p. II.

3. *Melchu-Kina, ou Anecdotes secrètes ou historiques* (Paris, Rollin, in-8°, s. d.; de 1736, plutôt que 1735, le privilège étant du 2 décembre 1735). Une autre édition, de Paris aussi, chez Clousier, est de même sans date, et une nouvelle a été publiée à Amsterdam en 1736. Tout semble indiquer que cette publication, anonyme également et qu'on fait figurer sans preuve dans la liste des ouvrages de d'Auigny, est bien de lui en effet. On lit en tête : « Récréations historiques. » C'est elle évidemment qui est annoncée sous le titre d'*Anecdotes et récréations historiques* au tome IV des *Observations*, p. 56 (ou l'*Esprit de des Fontaines*, t. III, p. 129), où l'on relève l'élégance du style et la finesse de plusieurs passages, mais en même temps le grand nombre de fautes d'impression et quelques négligences. La Bibliothèque nationale ne possède, du reste, aucun livre intitulé *Anecdotes et récréations historiques*. Néanmoins, Barbier et Quérard signalent les *Anecdotes et récréations historiques* comme parues en 1736 chez Rollin et Clousier, in-12.

ce grand nombre de faits qui la composent nous soient souvent répétés, qu'ils changent même de forme, afin qu'en favorisant la mémoire ils ne rebutent pas l'esprit... Bien des gens s'imaginent que tout ce qui n'est point histoire en forme est roman... La fiction d'aujourd'hui approche du vrai... La philosophie et la morale qu'on y insère sont là d'une utilité extrême¹. »

Tout en s'occupant d'histoire proprement dite, d'Auvigny en était donc venu des romans aux récits romanesques qui s'appuient sur l'histoire; il en vint finalement aux biographies historiques. Le souci d'exactitude l'emporte par conséquent chez lui. Mais il lui fallait se créer des ressources. Je reproduis ici un passage de la courte notice de Turpin : « Sa valeur sommeillait quelquefois sans pourtant être éteinte. C'est dans ces intervalles qu'invisible à ses amis il se livrait à ses premiers penchants pour les lettres. Son imagination active, son goût pour la vie tumultueuse lui rendaient la vie sédentaire importune; mais, pressé par des besoins qui naissaient de ses passions, il était forcé de se consacrer à la retraite et au travail pour leur fournir des aliments. Ce fut dans ces moments de détresse et d'indigence qu'il composa les douze premiers volumes » d'une nouvelle collection.

Elle a pour titre : *les Vies des hommes illustres de la France depuis le commencement de la monarchie jusqu'à présent*. Au lieu d'imiter Guyot des Fontaines et de faire encore une publication anonyme², il donne en 1739 les tomes I à VI sous son nom de d'Auvigny. Ils traitent des ministres³, dont il a voulu parler d'abord, parce que ceux-ci « influent plus ordinairement sur le bonheur ou le malheur des sujets ». Un pareil point de vue ne dénote-t-il pas très bien un homme du XVIII^e siècle? Les tomes suivants traitèrent des grands capitaines⁴. Cette œuvre a recueilli des critiques contemporains de sérieux éloges⁵, à l'occasion particulièrement de telle biographie. Le

1. P. IV, VI, VIII.

2. « Dans la composition des *Vies des hommes illustres*, on peut dire qu'il n'a été secondé de qui que ce soit », écrit son frère dans sa Notice.

3. « Ce qui m'a le plus frappé à la lecture, c'est la difficulté de se maintenir dans le ministère... », dit l'auteur d'un compte rendu (*Journal de Verdun*, décembre 1739, p. 434).

4. Il y avait eu déjà plusieurs publications sur les grands capitaines, particulièrement celle (anonyme) de l'abbé de Bellegarde en 1726.

5. Cf. même *Journal*, *ibid.*, p. 432-434; le *Mercur*, juillet 1740, p. 1597-1598; *Observations sur les écrits modernes*, t. XIX, lettre 279, p. 193-216, où l'auteur est comparé à Plutarque; *Jugements sur quelques nouveaux ouvrages*, t. III, p. 67. Le compte rendu de Du Sauzet (*Bibliothèque française*, 1741, t. XXXIII, p. 135-141) est particulièrement élogieux, notant qu'il y a des « réflexions judicieuses, fines, délicates, quelquefois hardies, et

*Mercur*e dit de la vie de Sully (au tome III) : « C'est peut-être l'ouvrage le plus travaillé, le mieux écrit, le plus instructif et le plus digne d'être lu de tous ceux qui composent le grand recueil¹. »

Je ne puis m'arrêter sur celui-ci autant qu'il le mériterait. La préface de d'Auigny indiquait toute son application : « On ne peut, y disait-il, être trop circonspect dans le tribunal de l'histoire... J'ai fait tous mes efforts pour découvrir la vérité » (p. xvi et xxi). Il s'y déclarait aussi partisan de l'indulgence. Mais, remarque-t-il avec assez de justesse : « Il n'y a point de peuple au monde si ennemi des éloges que l'ont paru jusqu'ici les Français. On aurait dit qu'ils ne pouvaient souffrir qu'il y ait eu de grands hommes parmi eux » (p. xiii). Et un *Avis* qu'il publie en 1741 donne de nouveaux éclaircissements sur la manière dont il comprend son œuvre : « J'ai fait en sorte qu'on y reconnût une impartialité totale » (p. 7). Il affirme que son but est d'honorer les familles : « L'histoire des hommes illustres d'une nation est son livre d'honneur. Chacun doit être jaloux de s'y voir compris » (p. 13). Aussi exprime-t-il le vœu qu'on l'aide au lieu de rester indifférent, et il fait insérer cette note à la fin de l'*Avis* : « Ceux qui auront des mémoires à fournir les adresseront à M. d'Auigny, rue Neuve-des-Petits-Champs, contre la porte du Palais-Royal, à Paris². »

que l'auteur écrit bien et conte d'une façon intéressante ». Il est vrai qu'en 1744 (t. XXXIX) on revient sur l'éloge, déclarant que c'est un ouvrage agréable à lire plutôt qu'exact et qui contient le résultat de bien peu de recherches nouvelles; les quatre nouveaux volumes (VII à X) seraient d'un style beaucoup moins châtié. En avril 1740, le *Journal de Verdun* ajoute que l'ouvrage est « partout bien écrit, semé de traits vifs et de pensées solides et, comme l'auteur a été aidé de mémoires par les familles intéressées..., on ne peut douter qu'il ait approché de la vérité tout autant qu'il lui a été possible ». En août 1743, on critique comme exagérée son opinion que jusqu'à Henri IV les généraux français aient obtenu leurs grands succès sans le secours de l'art.

1. « Le retour du roi [Charles VIII] en France, sa mort et la situation du cardinal Briçonnet sont exposés de manière qu'on croit avoir ces tristes objets sous les yeux, quoiqu'ils y passent très rapidement. C'est là, ce me semble, une grande perfection du style historique » (*Observations...*, t. XIX, p. 213). Aussi peut-on estimer que Turpin exagère la critique lorsqu'il dit de l'abbé Pérau : « Il a exécuté une entreprise qui n'avait été qu'indiquée par M. d'Auigny » (t. XXV, préface, p. xxii). Cf. Lenglet du Fresnoy, qui assure que les *Vies* composées par l'abbé « sont écrites avec bien plus de détail et de recherches » (*Méthode pour étudier l'histoire*, t. XII, 1772, p. 351).

2. Pour l'*Avis*, cf. *Observations*, t. XXIV, p. 87-96. — Du Sauzet (*Bibliothèque française*, t. XXXIII, 1741, p. 139-140) relève que les relieurs ont coutume de coller ensemble les pages 285 et 286, qui contiennent la vie de Pontchartrain, pour laquelle l'auteur n'a pu consulter des mémoires assez

En même temps, il se montre fâché qu'on ait présenté son ouvrage comme une simple compilation; son désir est qu'on le compare avec ses devanciers¹. J'ajouterai qu'ici encore son grand défaut au point de vue historique est malheureusement de ne pas indiquer ses sources². Il est vrai que, par exception, il lui arrive d'insérer le texte de certaine lettre qui figure en original dans ses portefeuilles³.

A cette époque de sa vie, il était le principal clerc de d'Hozier, avec lequel il se brouilla. La bibliothèque de l'Arsenal conserve sur ce sujet un dossier dont les pièces ont été publiées il y a assez longtemps⁴; il contient onze lettres de d'Auvigny à d'Argenson appartenant aux années 1739 et 1740. Je n'ai pas à en dire grand'chose et je ne ferai pas comme l'auteur de la publication, qui se prononce un peu vite contre d'Auvigny. Il est bien difficile de donner un avis en connaissance de cause. Je me bornerai à regretter que d'Hozier ait pu parler à d'Argenson de son ancien collaborateur comme d'une personne que celui-ci avait qualifiée de monstre⁵. N'est-il pas tout de même remarquable de constater que, deux ans plus tard, le domicile du « monstre » était chez M. d'Argenson⁶? Comme on l'apprend par cette correspondance, d'Auvigny avoue avoir été forcé plusieurs fois par la vanité des gens « de mentir à la face du présent et de l'avenir ». Je me demande si l'on a bien le droit de voir dans cet aveu, ainsi qu'on l'a fait, la justification de la saisie de ses papiers par d'Hozier, c'est-à-dire par un homme auquel il avait rendu des services personnels? En tout cas, il assure n'avoir rien changé qu'avec douleur dans ses biographies⁷.

exacts, et aussi qu'il y a de fréquents cartons, que l'ouvrage était prêt à paraître trois ans plus tôt, que l'impression a été faite en réalité à Paris et que le nom de l'imprimeur se trouve à la fin de chaque tome.

1. Il avait dit au commencement de la publication qu'il voulait donner plus de renseignements que ne l'avait fait Perrault.

2. Le *Journal de Verdun* lui en fait un grief (décembre 1739, p. 433, et août 1743, p. 100, à propos des tomes VII et VIII : « A cela près l'ouvrage est estimable »).

3. Cf. à la fin de la vie du connétable de Luynes pour une lettre de Marie de Médicis.

4. Jules Silhol, *Lettres inédites de L. d'Hozier et de J. Du Castre d'Auvigny sur l'armorial et l'hôtel royal du dépôt de la noblesse...* (Paris, 1869, in-8°, d'après le manuscrit de l'Arsenal n° 4907, fol. 112, intitulé : « Affaire d'Hozier »). Voir particulièrement note 9, p. 115-116.

5. D'Hozier écrit que, depuis qu'il l'a renvoyé, il découvre tous les jours des preuves de sa filouterie (*ouvr. cité*, p. 64 et 68).

6. Cf. ci-après, p. 68, n. 2.

7. Cf. lettre du 26 janvier 1740 (« Je me suis soumis uniquement par respect pour vos ordres à la correction que M. l'abbé de Pomponne a demandée »).

Il se plaignait aussi de voir son dernier ouvrage contrefait en Hollande, d'être dépouillé de l'honneur et du fruit de ses travaux par les calomnies de la canaille littéraire, si bien qu'il est, écrit-il, découragé, désespéré¹. Au commencement de l'année 1742, il s'engageait dans les cheveu-légers de la garde du roi². Turpin avait bien semblé dire que d'Auvigny était cheveu-léger depuis des années. Dans « les trois siècles de notre littérature³ », Sabatier de Castres avance le même renseignement, d'après Turpin sans doute. Mais les contrôles de la Guerre l'indiquent comme inscrit à partir du 4 février 1742. Beuchot imagine peut-être, lorsque dans son article de la Biographie Michaud il présente ainsi les choses : « Doué d'une imagination singulière qui l'entraînait tour à tour du plaisir à l'étude et de l'étude aux projets les plus bizarres et les plus hardis, il voulait donner le récit de ses propres exploits ; mais il n'avait pas encore trente ans et ne pouvait décrire que quelques actions plus périlleuses et téméraires que dignes de mémoire. Engagé dans les cheveu-légers, il alla chercher à l'armée des matériaux plus importants pour son histoire. » Quoi qu'il en soit, je me reprocherais de ne pas copier ici, tout en ne me portant pas garant de son contenu, le récit en style déclamatoire fait par Turpin du départ de celui qui venait d'écrire tant de biographies de grands capitaines : « La guerre s'étant allumée, un brillant avenir s'offrit à ses yeux. Les larmes d'une épouse vertueuse et chérie ne purent fléchir son courage. Sa famille, assemblée la veille de son départ, employa les prières, les raisons et les larmes pour le retenir ; mais, au lieu de se sentir ébranlé par un spectacle aussi touchant, il tira son épée et dit : « Je pars, le « devoir me l'ordonne et je ne repaîtrai dans Paris qu'avec la tête « des généraux ennemis sur la pointe de mon épée ; » il partit et fut tué à Étingue à l'âge d'environ trente ans » (p. xix-xxi)⁴.

1. Cf. lettres des 26 et 30 janvier 1740.

2. « Présenté par M. le duc de Luynes le 4 février 1742, agréé par M. le duc de Picquigny ledit jour. Demeurant à Paris, chez M. d'Argenson, place des Victoires. » Ce sont les renseignements que M. Tuetey, bibliothécaire-archiviste du ministère de la Guerre, a bien voulu me communiquer d'après le registre des contrôles des cheveu-légers de la garde de 1743 à 1748 (p. 127) aux archives administratives. Comme le nom de d'Auvigny ne figure pas dans un registre alphabétique et des listes de cheveu-légers conservés dans des dossiers de ces mêmes archives ni, ce qui est plus curieux, dans le registre Z^{1A} 505 des Archives nationales, qui est un registre signé des contrôles provenant de la Cour des aides, il y aurait un intérêt plus général à comparer ces différentes sources.

3. T. I, 1772, p. 59.

4. Il est équitable de comparer au langage hyperbolique de d'Auvigny l'attitude et les paroles également excessives qu'on a prêtées au roi d'Angleterre lui-même pendant la bataille de Dettingen, où il faillit d'ailleurs

C'est le 27 juin 1743 qu'eut lieu cette bataille malheureuse de Dettingen, que les livres d'histoire d'aujourd'hui transforment trop souvent en défaite très grave et sans excuse, alors que les écrivains français du temps la présentent sous un jour assez différent; il est vrai qu'ils n'allaient pas encore chercher leurs informations avant tout dans la correspondance du roi de Prusse et les archives allemandes¹.

D'Auvinny laissait, a écrit son frère, « une veuve et deux enfants mâles, à qui les descendants des hommes illustres de la France qu'il a célébrés si dignement accorderont sans doute leur protection et par honneur et par reconnaissance ». Il était par sa femme, Jeanne-Élisabeth Dubus, qu'il avait épousée six ans auparavant, le beau-frère de celui qui devint le célèbre comédien dit Préville².

être pris (cf. C. Stryienski, *le XVIII^e siècle*, dans l'*Histoire de France* de Funck-Brentano, 1909, p. 142).

1. Cf. la nouvelle édition de l'*Histoire de France* de d'Auvinny (1749, p. 553 : « L'action fut très vive et très opiniâtre. La perte des alliés fut double de la nôtre et l'avantage ne leur resta qu'en ce que toute leur armée ne fut pas taillée en pièces »), et le récit très intéressant de Voltaire dans son *Siècle de Louis XV* (1768, ch. x : il reconnaît que la perte fut à peu près égale dans les deux armées et compare l'action à celles de Crécy, Poitiers, Azincourt, à cause de l'ardeur précipitée et de l'indiscipline montrées par les Français); puis, d'autre part, le major Z***, *la Guerre de la Succession d'Autriche. Campagne de 1741-1743* (Paris, 1904, in-8°; si on y relève, p. 232, qu'il y aurait eu perte égale des deux côtés, c'est d'ailleurs d'après la correspondance de Frédéric II); H. Carré, dans l'*Histoire de France* de Lavisse, t. VIII, 2^e partie, p. 144 (va jusqu'à dire que l'indécision des ennemis préserva seule la France d'une invasion et ne relate pas que ce serait l'impétuosité du duc de Grammont qui aurait fait perdre la bataille en forçant l'artillerie à s'arrêter). Je n'ai pas trouvé Steiner, *Beschreibung der Schlacht von Dettingen* (Darmstadt, 1834, 2^e éd.). M. Wickersheimer, bibliothécaire en chef de l'Université de Strasbourg, a bien voulu m'écrire que cette étude rend justice au maréchal de Noailles et indique 4,000 tués ou blessés du côté des Français, 3,000 pour leurs adversaires. Mais n'est-il pas curieux au moins de constater qu'au mois de juillet qui a suivi la bataille le *Mercur* ne parle pas de celle-ci comme d'une défaite, annonçant qu'on a même pris à l'ennemi des pièces de canon et des étendards (p. 1629-1630). En somme, l'affaire de Dettingen (situé près de Francfort-sur-le-Mein et qu'il ne faut pas confondre avec Ettlingen, dans le grand-duché de Bade) fut pour le roi d'Angleterre moins une victoire qu'une fuite heureuse, suivant le mot de Pitt, d'après Stryienski, *ouvr. cité*, p. 142-143. L'abbé Millot écrivit, d'après les documents du maréchal, que la perte des ennemis fut plus considérable et qu'ils décampèrent deux heures avant le jour, abandonnant leurs morts et leurs blessés (Collection Michaud et Poujoulat, p. 318).

2. 30 mars 1737, à Saint-Eustache (renseignement fourni par les archives de la maison Pavy, déjà indiquées). Sa femme s'était enfuie du domicile

Les tomes IX et X de ses biographies furent publiés en 1744¹, après sa mort, et les tomes XI et XII en 1745². Au dire de Lenglet du Fresnoy³, les deux derniers peuvent être considérés comme étant encore de lui, mais ils ont été revus par l'abbé Pérau. D'ailleurs, les deux précédents avaient dû être revus aussi⁴. Cette collection avait paru chez plusieurs libraires. A la fin du XIX^e siècle, on lui faisait l'honneur, peut-être assez inattendu, de rééditer en deux volumes de distribution de prix ses vies des connétables, puis la vie de Montluc avec celle de Dunois⁵. Et, comme on l'a vu, son œuvre avait été immédiatement continuée par Pérau d'abord, puis par Turpin, ce qui en prouve bien le succès⁶.

paternel, s'il faut en croire Dazincourt, qui, dans sa notice sur Préville (an VIII), dit que les cinq enfants de Pierre Dubus, intendant de l'abbesse de Bourbon, agirent de la sorte (p. 4). On possède aux archives de la Seine l'acte de naissance de leur fils Charles-Alphonse, né le 1^{er} septembre 1740, rue d'Anjou, « le père absent ».

1. Avant de partir, il avait, dit son frère dans sa notice, « donné ses soins pour l'édition des tomes VII et VIII », qui « portent la date de 1743 ».

2. D'après Guyot des Fontaines (*Jugements...*, t. III, p. 67, ou l'*Esprit de l'abbé...*, t. III, p. 20-21), on voit bien qu'il n'a pas été secondé pour ses huit premiers volumes, car « il y a quelques négligences de style », tandis que les tomes IX et X sont plus soignés, grâce à l'éditeur (c'est au tome IX que figure la vie de Bayard, qui serait « admirable ». Par contre, on dit au tome VII des *Jugements* (1745), p. 241, que l'impression des tomes XI et XII fourmille de fautes, sans compter certaines bévues que l'auteur eût corrigées. Au tome XXIII des *Vies*, l'abbé Pérau a donné une table où lui-même est bien indiqué comme auteur à partir seulement du tome XIII. — Il y a à la Bibliothèque nationale, sous la cote Lm³. 855, une pièce de 8 pages in-4^o (s. l. n. d.), sans page de titre, la « Généalogie de la maison de Scepeaux ». On lit cette note à l'encre au bas de l'exemplaire : « Par M. d'Auigny. Cette généalogie sera imprimée dans la suite des Hommes illustres de cet auteur à la tête de l'article du maréchal de la Vieuville. » Cf., en effet, le tome XII.

3. *Méthode pour étudier l'histoire*, t. XII, p. 351.

4. Voir ci-dessus, note 2.

5. *Les Connétables de France*, par M. d'Auigny (Paris, librairie d'éducation, 1877, in-8^o, 352 p.); *Histoire de Blaise de Montluc*, par d'Auigny (Paris, librairie d'éducation, 1882, in-8^o, 196 p.; avec la vie de Dunois, non indiquée sur le titre). Ces deux éditions sont faites sans avertissements.

6. Il y eut vingt-six volumes jusqu'en 1775. Chacun a une table. Plusieurs, au moins, ont été réimprimés sans être donnés comme tels. Je n'ai pas vu de collection homogène. Il y en a une édition avec portraits de chez Odieuvre. Cf. le Catalogue imprimé de la Bibliothèque nationale. Il faut avoir les feuilles supprimées et les cartons, note le Père Lelong, qui ajoute, pour toute la collection, que ces vies sont bien faites (t. III de sa *Bibliothèque*, n^o 31377); il a donné au nom de Castres d'Auigny une liste de celles qui sont dues à cet auteur (t. V, p. 457).

En résumé, ne peut-on dire que ce personnage de d'Auvigny, historien, biographe, auteur dramatique, romancier, soldat, escrimeur réputé de son temps, apparaît avec une physionomie originale?

Depuis plusieurs années d'ailleurs, un grand nombre d'articles nécrologiques doivent être pieusement consacrés aux glorieuses victimes de la guerre. En dehors même de toute autre considération, un ancien historien de Paris, qui a terminé au feu, lui aussi, sa trop courte existence, n'était assurément pas indigne qu'on cherchât aujourd'hui à faire revivre devant vous quelques instants sa mémoire trop oubliée.

Marius BARROUX.

L'ÉGLISE SAINT-JEAN-EN-GRÈVE.

SES CIMETIÈRES ET SA DÉMOLITION.

L'emplacement des anciens cimetières de Paris paraît, à première vue, facile à déterminer; il semble qu'il suffise de regarder un ancien plan de la Ville, mais en réalité il y a bien des points à vérifier; plusieurs cimetières peuvent avoir existé concurremment pour la même paroisse ou avoir été déplacés; enfin les plans ne sort pas toujours d'une exactitude rigoureuse; bref, il arrive souvent qu'historiens et topographes ne soient pas d'accord.

C'est ce qu'il est advenu pour les cimetières de la paroisse Saint-Jean-en-Grève.

L'église, qui fut originairement le baptistère de Saint-Gervais, devint en 1212 la paroisse de l'Hôtel-de-Ville et du quartier de la Grève.

M. Lambeau, dans un article de *la Cité* paru en 1907, a établi qu'elle avait alors le même cimetière que Saint-Gervais, entre cette église et la rue François-Miron, et qu'au ^{xvi}^e siècle encore certains paroissiens de Saint-Jean revendiquaient le droit d'être enterrés à côté de leurs ancêtres au cimetière Saint-Gervais, où il était de tradition d'aller en procession le jour des Rameaux.

Mais cet état de choses irrégulier, peut-on dire, ne dut pas durer longtemps. Où était donc le cimetière paroissial de Saint-Jean-en-Grève?

Est-ce l'emplacement appelé sur les anciens plans : place au Vieux-Cimetière-Saint-Jehan? Nous ne le croyons pas.

Il est sûr que, très anciennement, on avait enterré à cet emplacement. A différentes époques, à l'occasion de travaux de voirie, on y a trouvé des ossements et des sarcophages dont les plus anciens remontent à la période gallo-romaine. Il ne faut pas oublier que la

voie romaine de l'Est, actuellement la rue Saint-Antoine, traversait cette place, et que les Romains avaient pour habitude d'enterrer hors des villes et le long des routes.

En outre, au ^{iv}e siècle, le Monceau-Saint-Gervais était avec celui de Saint-Jacques-la-Boucherie et de Saint-Merry une des buttes de terre solide qui émergeaient des marais de la rive droite, raison de plus pour qu'on y enterrât des morts.

Mais ce lieu de sépultures gallo-romaines et mérovingiennes dut être abandonné, nous ne savons pourquoi, dès le haut Moyen Age. Certaines pièces des archives de l'Hôtel-Dieu datées de 1271 et 1293 l'appellent déjà place au Vieux-Cimetière-Saint-Jean et y mentionnent la location de maisons et de boutiques. Il semble donc prouvé que l'on n'y enterrait plus depuis quelque temps.

D'autre part, il existait au nord de l'église, en bordure de la rue des Vieilles-Garnisons, un cloître qui servit de cimetière jusque vers 1725. Est-ce la nécropole primitive, qui, trop petite, fut remplacée plus tard? Nous ne savons pas.

On voit que ces questions de topographie funéraire ne sont pas faciles à résoudre. En réalité, ce n'est que pour le ^{xiv}e siècle qu'on trouve des documents probants.

Pierre de Craon, seigneur de la Ferté-Bernard, échangea le 10 octobre 1390 la ville et seigneurie de Rosoy-sur-Serre, dans l'Aisne, contre un hôtel que possédait à Paris le gouverneur du Dauphiné, Enguerrand Deudin. Cet hôtel était situé « au bout de la rue de la Verrerie, en face le vieux cimetière Saint-Jehan¹ ».

On sait que, deux ans plus tard, Craon tenta d'assassiner, rue Vieille-du-Temple, le connétable Olivier de Clisson. La légende dit que les spadassins s'étant réfugiés dans l'hôtel de la rue de la Verrerie, la rue qui lui faisait face s'appela dès lors « des Mauvais-Garçons »(?). Les biens de Craon furent confisqués, ses immeubles rasés, et la place de son hôtel fut donnée par Charles VI à l'église Saint-Jean pour en faire un cimetière, à charge d'une messe à perpétuité pour lui et la reine à l'anniversaire de cette donation. L'acte est daté d'Abbeville, le 19 mai 1393².

En quelque endroit qu'il fût, le cimetière était donc devenu trop petit à cette époque. Ce nouveau lieu de sépultures est appelé par tous les historiens de Paris, en raison des arbustes dont il était planté, le *Cimetière vert*.

Il était situé 12, rue de la Verrerie, actuellement 2 et 4.

Nombre d'historiens parisiens, dont Cocheris, ont donc fait erreur en plaçant l'hôtel de Craon attenant à l'église.

1. Arch. nat., S 3402.

2. Ibid.

La forme du Cimetière vert, très bien indiquée sur le plan de Jaillot (1775) et sur celui de la censive de l'archevêché (1786), était un peu celle d'une hache dont le fer eût été tourné vers l'est.

Un petit passage le faisait communiquer avec la rue. Son étendue était de 131 toises (500 mètres carrés), espace qui semblait à cette époque bien suffisant pour les 200 morts annuels de la paroisse, et proportionnellement supérieur à celui que présentait son voisin, le cimetière Saint-Gervais : 159 toises pour 400 sépultures.

Néanmoins, l'enquête de 1763 sur les cimetières le signala comme infecté, et la fabrique elle-même demandait sa translation. Il subsista jusqu'en 1793 et fut vendu en deux lots : l'un, au sud, adjugé au citoyen Petit de Monseigne, avoué, le 16 mars, pour 81,200 livres, et l'autre, au nord, tenant à l'hôtel Vendôme, rue de Moussy, attribué le 21 février à Guillaume Guiton, ancien chapelier, pour 32,000 livres. Le cimetière Saint-Jean, bien oublié depuis longtemps, a de nouveau fait parler de lui dans l'*Intermédiaire* de 1920.

Il s'agissait de savoir si l'Elvire, de Lamartine, y avait été enterrée; Anatole France fut même mêlé à la discussion. La chose est absolument impossible, attendu qu'Elvire est morte en 1817, alors que le cimetière était supprimé depuis vingt-quatre ans. Nul ne sait où repose l'amie du poète, et les disciples de Lamartine sont privés à jamais de pouvoir aller en pèlerinage à sa tombe.

La paroisse Saint-Jean-en-Grève fut supprimée par le décret de février 1791. On alléua la proximité de Saint-Gervais, d'une importance supérieure; la mauvaise position de l'église, trop serrée contre l'Hôtel-de-Ville; enfin l'urgence de travaux de voirie pour dégager ce dernier bâtiment.

Abandonné et ouvert à tous les vents, l'édifice se dégrada. Les habitants du quartier en demandèrent la démolition.

Le 15 fructidor an IV (1^{er} septembre 1796), le chef du bureau des locations à l'administration des Domaines pria l'architecte Radel de visiter l'église, qui menaçait ruine et avait déjà causé des accidents; en effet, le pinacle d'un arc-boutant était tombé rue du Martroi et un morceau de plomb de 150 livres, provenant de la couverture, s'était effondré sur le toit d'une maison voisine.

Le rapport de l'architecte constata une dégradation considérable du toit à l'ouest et au sud, et la jugeant inutile « sous le rapport de l'art » conclut à la démolition. Celle-ci fut décidée le 29 nivôse an V (18 janvier 1797).

Un devis estimatif fut demandé à Radel qui, après une visite détaillée de l'édifice, fixa la mise à prix pour l'adjudication des travaux de démolition à 22,722 francs. Voici la description qu'il donne de l'église à la date du 14 mars 1797 :

« Elle est de très ancienne construction, en genre gothique, toute

en pierre, composée d'un porche ayant entrée sur la rue du Martois par un perron¹, grande porte gothique ferrée de plate-bandes et fortes espagnolettes, petit escalier qui monte aux tours, séparée de la Maison commune par un petit cul-de-sac sur lequel elle a des vitraux. Le dessus de ce vestibule est partie en terrasse, partie en logements pour les enfants de chœur. Une nef avec rond-point au bout, deux bas-côtés et chapelles de droite et de gauche. A gauche est une chapelle neuve décorée de colonnes, connue sous le nom de chapelle de la Communion², laquelle ne fait pas partie de la présente démolition, attendu qu'au-dessus est établie la municipalité du IX^e arrondissement³.

« Sur la partie marquée A (sur le plan) est un beau jubé de superbe appareil en pierre⁴.

« Les tours s'élèvent, flanquées à chaque angle de deux contreforts dans toute la hauteur, de 130 pieds, non compris la croquante⁵ qui couronne celle à gauche.

« Dans chacune est un double beffroi en forte charpente; sur les bas-côtés et les chapelles à gauche sont divers logements des prêtres, le tout couvert de combles en thuilles, avec chaîneaux en plomb, les bas-côtés et chapelles à droite couverts de même. Sur les murs séparant les chapelles s'élèvent des massifs en pierre qui soutiennent la poussée des doubles arcs-boutants de la grande nef, lesquels sont garnis de plombs servant de gouttières⁶.

« Ensuite s'élève la grande voûte de la nef, couronnée d'un comble à deux égouts en ardoises très élevé. Le haut de cette nef est en grands vitraux avec châssis en fort fer; entre ces vitraux et les arcades du bas sont de petites galeries en colonnes gothiques⁷; la dite église contient en superficie 354 toises » (1,445 mètres carrés).

Radel nous donne aussi la hauteur sous voûte : vingt-neuf mètres, et la largeur : trente-neuf mètres. Dans l'adjudication n'étaient pas

1. C'est-à-dire au sud; il n'y avait pas de portail ouest.

2. Bâtie en 1734.

3. IV^{me} actuel.

4. Les descriptions du XVIII^e siècle ne mentionnent pas de jubé, mais un beau maître-autel construit en 1724 par Blondel, orné d'un groupe représentant le baptême du Christ. Lenoir en recueillit plusieurs morceaux.

5. La croquante doit être la flèche. Comme elle mesurait 42 pieds, nous avons une hauteur totale de 172 pieds, soit 56 mètres.

6. Si nous ne savions pas que Saint-Jean-en-Grève a été reconstruit en 1326, ce système d'écoulement des eaux par les arcs-boutants suffirait à dater l'édifice du début du XIV^e siècle.

7. On les appelle souvent : triforium. Elles apparaissent à la fin du XIII^e siècle.

compris les cercueils en plomb, les débris de vitraux, pierres tombales et épitaphes.

Il est regrettable que nous n'ayons pas le plan levé au moment de la démolition, mais il en existe un dans l'ouvrage de Le Roux de Lincy sur l'Hôtel-de-Ville. L'église était composée d'une nef de huit travées flanquée de bas côtés et se terminant par une abside voûtée d'ogives sans transept, ni déambulatoire, ni chapelles rayonnantes. L'abbé Lebœuf prétend qu'originellement le chevet était plat et que l'abside et les chapelles latérales sud ne furent construites qu'au ^{xv}^e siècle; en l'absence de tout reste, nous ne pouvons éclaircir ce point intéressant; mais ce qui est visible sur le plan, c'est que les bas côtés étaient bien terminés par un mur plat sur lequel étaient adossés des autels orientés.

Extérieurement, l'abside était contreboutée par six contreforts et éclairée par des fenêtres très hautes.

Le terrain difforme sur lequel s'élevait l'église avait déterminé la profondeur des chapelles, beaucoup moindre au sud qu'au nord. Nous avons vu que le porche s'ouvrait au sud, sur la place du Martroi, et qu'il n'y avait aucune ouverture sur l'impasse étroite qui séparait l'église de l'Hôtel-de-Ville.

La chapelle de la Communion était sur plan carré et presque aussi grande que l'église elle-même. On avait dû, pour lui donner communication avec elle, abattre le mur latéral nord sur un espace de quatre travées.

Le 27 mars 1797, l'entreprise de démolition fut adjugée au citoyen Prusse, fripier, pour 44,300 livres. Celui-ci se hâta d'enlever d'abord tout ce qui avait de la valeur, mais fut déclaré insolvable dès le mois de juillet. Le 28 août, il restait encore à démolir toute la façade, deux travées de la nef et neuf arcades sur les bas côtés. Radel estima que cela valait 6,000 francs. Mais il fallut payer les dix ouvriers qu'avait employés Prusse, et qu'il avait oublié de régler en partant, plus les frais d'étayage des piliers que l'on avait dû soutenir pour éviter les écroulements. Enfin un adjudicataire se présenta le 28 septembre 1797, le citoyen Lebègue, qui se chargea de la démolition du reste de l'église pour 6,800 francs.

Les travaux avaient marché assez vite, mais il y eut un accident.

Le 11 juillet 1797, un ouvrier fut entraîné par la chute d'une voûte sur laquelle il travaillait et fut tué. Pour éviter le retour de pareils accidents, voici ce qu'écrivit Radel au directeur du Bureau des locations : « Je ferai couper en partie les piliers par le bas et mettre à fur et mesure des étaçons, où après l'on mettra le feu, par ce moyen les hommes ne courront aucun danger. »

Ce moyen dut lui servir souvent, car il présida à la démolition de mainte église parisienne. En 1806, il envoya même au Salon un

dessin de son procédé avec explication. Cela lui permettait, disait-il, de mettre par terre une église gothique en dix minutes.

Remarquons en passant que c'est un hommage rendu par lui au parfait équilibre de ces monuments et à la science architecturale de ceux qui les ont bâtis, et... ne crions pas trop au vandalisme : puisque la démolition était décidée, peut-on le blâmer d'avoir cherché un moyen d'achever sa tâche rapidement en réduisant au minimum les risques d'écroulement prématuré qui pourrait entraîner mort d'homme?

Son souci n'était-il pas d'épargner des vies humaines?

L'église disparue, le terrain fut vendu le 7 janvier 1800 au citoyen Lecomte pour la somme de 326,000 livres.

Les agrandissements successifs de l'Hôtel-de-Ville au ^{xix}^e siècle absorbèrent presque tout son emplacement¹, et aujourd'hui le nom de la salle Saint-Jean en rappelle seul le souvenir.

H. LEMOINE.

LA RÉUNION DE L'ARRIÈRE-BAN A PARIS

EN 1689.

Dès le début de l'année 1689, Louis XIV et Louvois se préoccupèrent de mettre sur pied les armées qui devaient entrer en campagne au printemps. A cette époque, on avait des doutes sur la fidélité des protestants nouvellement convertis à la religion catholique; on redoutait particulièrement qu'ils ne cherchassent à favoriser le débarquement des forces du roi d'Angleterre dans les provinces maritimes de la France. Il était donc nécessaire non seulement de compléter les effectifs des armées qui devaient opérer sur les diverses frontières terrestres, mais aussi de garnir de troupes les provinces bordant la Manche et l'Océan. Or, le recrutement des troupes réglées, par voie d'engagements plus ou moins volontaires, s'opérait avec difficulté; la levée des bataillons de milices provinciales, qui avait eu lieu en 1688, n'avait pas donné d'excellents résultats. C'est pourquoi le roi décida de lever l'arrière-ban, malgré le peu de secours qu'il en avait tiré lors des convocations précédentes, en 1674 et en 1675. Ce n'était d'ailleurs peut-être pas tant l'appui matériel qu'il recherchait en levant une troupe peu nombreuse et de qualité médiocre, que l'effet moral qu'allait produire

1. L'abside est sous la rue Lobau, face à Saint-Gervais. — Nous avons trouvé tous les documents nécessaires à cette étude dans le carton 1390 du fonds des Domaines, aux Archives de la Seine.

à l'étranger l'annonce que le roi de France avait convoqué sa noblesse !

Le 16 février 1689, Louis XIV signa des lettres patentes ordonnant la convocation de l'arrière-ban dans les provinces du royaume. Ces lettres patentes furent adressées aux gouverneurs et aux lieutenants généraux, accompagnées de lettres de cachet fixant pour chaque province le contingent qu'elle devait fournir. Le roi avait soin de spécifier qu'il avait résolu de ne faire servir qu'une partie de sa noblesse, « afin que ceux qui auront monté à cheval cette année ne soient point obligés d'y monter l'année prochaine », indiquant ainsi sa volonté de lever encore l'arrière-ban en 1690.

Au total, on prévoyait la levée de 4,900 hommes. A Paris, la lettre de cachet pour la levée de l'arrière-ban adressée au prévôt de Paris portait qu'il devait procéder à la levée des gentilshommes « jusqu'au nombre de 100 », qui devaient être en équipage, prêts à marcher pour le 20 avril.

Cette convocation devait porter sur « tous nobles, barons, chevaliers, écuyers et vassaux et autres tenant des fiefs et arrière-fiefs » dans la prévôté et vicomté de Paris. Sous peine de la confiscation de leurs fiefs et arrière-fiefs, ces gentilshommes étaient tenus « de se mettre en armes, montés et équipés », et devaient se trouver au jour et lieu fixés par le prévôt de Paris ou son lieutenant civil pour aller rejoindre l'armée qui leur serait désignée.

D'anciens règlements datés de 1635 et de 1639, années où Louis XIII avait convoqué l'arrière-ban, fixaient les conditions de cette levée. Le temps de service était de trois mois dans le royaume et de quarante jours hors du royaume, commençant à courir du jour où les gentilshommes arrivaient au lieu de convocation ; ils devaient se présenter en équipage de cheveu-légers, c'est-à-dire à cheval, avec l'épée, les lourdes bottes en usage alors dans la cavalerie et les pistolets dans les fontes. Chaque bailliage formait une compagnie commandée par le bailli ou le sénéchal, à Paris par le prévôt de la capitale, avec le titre de capitaine. Les officiers de la compagnie : un maréchal des logis, un commissaire à la conduite et un contrôleur ou trésorier étaient élus par les gentilshommes constituant la compagnie.

Le prévôt de Paris était à cette époque messire Charles-Denis de Bullion, marquis de Gallardon. Né en 1651, il était fils d'un président à mortier et s'était tout d'abord destiné à la carrière des armes. Saint-Simon prétend qu'après avoir éprouvé lors d'un siège « qu'il était peu propre à la guerre, » il acheta une charge de conseiller au parlement de Metz, puis celle de prévôt de Paris, « à l'ombre de laquelle il reprit l'épée et parut ainsi dans le monde et à Versailles ». Saint-Simon ajoute qu'il était aussi plat que sa femme,

filles du conseiller d'État Rouillé et sœur de la duchesse de Richelieu, était glorieuse.

Son lieutenant civil était Jean Le Camus. Né en 1637, il avait été intendant d'Auvergne et avait acheté sa charge de lieutenant civil en 1771 pour 300,000 livres; il succédait à Antoine Dreux d'Aubray, mort empoisonné par sa sœur, M^{me} de Brinvilliers. Voici le portrait que trace de lui Saint-Simon : « C'était la plus belle représentation du monde de magistrat; il était bon aussi et honnête homme, obligeant et avait beaucoup d'amis; mais il était glorieux à un point qu'on en riait et qu'on en avait pitié. » La Bruyère, dans ses *Caractères*, l'a dépeint sous le pseudonyme de Clitèphone, l'homme orgueilleux de ses armoiries de boutique.

Le 24 mars 1689, le lieutenant civil Le Camus, sur la réquisition du procureur du roi Robert, fit publier une ordonnance aux termes de laquelle « tous nobles possédant fiefs ou arrière-fiefs, ou non-nobles possédant fiefs dans l'étendue de la prévôté et vicomté de Paris », devaient comparaître les lundi 4, mardi 5 ou mercredi 6 avril, à huit heures du matin, au parc civil du Châtelet, pour permettre de dresser le rôle de ceux qui devaient servir personnellement dans l'arrière-ban. Dans ces audiences du parc civil, les excuses ou exemptions que les possesseurs de fiefs auraient à présenter seraient examinées. Le défaut devait être prononcé contre les non-comparants et dans un délai de trois jours leurs fiefs seraient saisis.

Afin d'avoir une connaissance complète des fiefs et arrière-fiefs existant dans l'étendue de la Ville, vicomté et prévôté de Paris, de leur revenu et des personnes qui les possédaient, une autre ordonnance du lieutenant civil du même jour 24 mars 1689 prescrivait à « tous les juges royaux, prévôts, sous-baillis et juges des seigneurs hauts justiciers » de dresser un état par paroisses des fiefs existant dans le ressort de leur juridiction, avec les noms et qualités des possesseurs et le revenu de chaque fief. Ces états devaient être envoyés au greffe de la chambre civile du Châtelet, « toutes affaires cessantes ».

Du samedi 26 mars au vendredi 8 avril, Marc-Antoine Pasquier, juré-crieur de Sa Majesté, accompagné de Louis Lacoste et de Pierre Augars, trompetteurs, se transporta dans les carrefours et places publiques de Paris et des diverses localités de la prévôté de Paris. Après que les deux trompetteurs eurent sonné trois fois de leurs trompettes, il publia l'ordonnance du 24 mars et l'afficha aux portes des églises paroissiales et aux poteaux des carrefours publics, « afin que personne n'en prétende cause d'ignorance ». De plus, cette ordonnance fut lue au prône dans les églises paroissiales le dimanche suivant.

Il semblait que cette levée d'une compagnie de 100 gentils-hommes dût s'opérer sans aucune difficulté. Mais à cette époque le privilège était la règle et toute ordonnance se heurtait à de nombreux cas d'exemption : c'est ce qui se produisit pour la levée de l'arrière-ban à Paris.

Depuis fort longtemps, la Ville de Paris était exemptée du ban et de l'arrière-ban. Une ordonnance de Henri II du 9 février 1557 spécifiait que Paris, Pontoise, La Rochelle, Sens, Château-Landon, Villeneuve-le-Roi, Bourges, Tours, Beauvais, Cahors, Toulouse, Rouen, Lyon et Troyes étaient et demeureraient exemptés de la levée du ban et de l'arrière-ban, sauf « à la charge de comparoir dans une grande nécessité ».

Ce privilège avait été confirmé pour les bourgeois de Paris tenant fiefs et arrière-fiefs par lettres patentes de Henri II du 8 mars 1557, qui voulait « traiter favorablement lesdits bourgeois, en considération des grandes et excessives dépenses qu'ils ont faites et sont encore contraints de faire pour les fortifications et empavements de la Ville ». Cette exemption était encore spécifiée dans le Code de Henri III et avait été confirmée par Louis XIV en 1669 et en 1674.

Lorsque Le Camus fit publier dans Paris l'ordonnance du 24 mars dont nous venons de donner l'analyse, les possesseurs de fiefs possédant des lettres de bourgeoisie purent se croire dispensés de comparaître au Châtelet. Mais le 29 mars ils lisaient sur les poteaux des carrefours une autre ordonnance du lieutenant civil qui allait troubler leur quiétude. Le Camus indiquait dans cette nouvelle ordonnance que les nobles ou non-nobles possesseurs de fiefs et les nobles qui n'en possèdent pas, mais qui font profession des armes et ayant tous leur séjour habituel en la Ville de Paris, voudraient peut-être se servir de la qualité de bourgeois de Paris pour s'exempter du service de l'arrière-ban. Il ordonnait qu'ils seraient tous tenus de comparaître au parc civil du Châtelet le lundi 4 avril pour être inscrits « sur les rôles de ceux qui doivent servir à l'arrière-ban ou sur le rôle des exempts ». Afin de posséder la liste complète de tous ces gentilshommes, le commissaire ancien de chacun des seize quartiers de Paris devait dresser des états de ceux qui habitaient dans son quartier. Un de ces états dressé par le commissaire Bizoton pour le quartier de l'île Notre-Dame indique qu'il existait le 9 avril 1689, dans la rue Saint-Louis, quatorze personnes nobles faisant profession des armes, quatre sur le quai Bourbon, trois rue Guillaume et dix quai d'Alençon. Mais parmi elles plusieurs servaient déjà dans les armées du roi.

Les récriminations contre l'ordonnance de Le Camus furent vives parmi les bourgeois de Paris possesseurs de fiefs et les échos durent en parvenir jusqu'au roi, car le 2 avril il adressait aux prévôt des

marchands, échevins et habitants de Paris une lettre de cachet dans laquelle, après avoir rappelé l'ordonnance de Le Camus du 29 mars, il ajoutait : « Vous avez appréhendé que cette ordonnance ne donnât atteinte aux privilèges qui vous ont été accordés par les rois nos prédécesseurs, que nous avons confirmés, et en vertu desquels vous avez été exempts du ban et de l'arrière-ban. Désirant vous maintenir dans cette exemption, nous ordonnons à notre prévôt de Paris et à son lieutenant civil de vous faire jouir de l'exemption du ban et de l'arrière-ban et d'empêcher qu'à cette occasion aucun de vous ne soit inquiété ni troublé, en quelque sorte et de quelque manière que ce soit. » Il est juste d'ajouter que dans les premiers jours de mars les bourgeois de Paris venaient d'offrir au roi 100,000 écus, « secours qui venait fort à propos dans la conjoncture des affaires », écrit le marquis de Sourches dans ses mémoires.

Les nobles et possesseurs de fiefs qui ne servaient pas aux armées et qui étaient susceptibles de faire partie de la levée de l'arrière-ban étaient pour la plupart de pauvres hères qui vivaient fort chichement, aussi bien dans les provinces qu'à Paris, et qui presque tous avaient leurs biens saisis par leurs créanciers. Il leur était impossible de se mettre en équipage pour aller en guerre, et le roi fut obligé, par un arrêt de son Conseil d'État, d'accorder à ceux d'entre eux qui auraient ordre de marcher une provision de 400 livres sur les biens saisis leur appartenant.

Louvois était tenu régulièrement au courant par le procureur du roi au Châtelet, Robert, des progrès de la levée de l'arrière-ban à Paris. Le 7 avril, Robert lui écrivait que trente-sept individus seulement s'étaient présentés au parc civil du Châtelet pour servir à l'arrière-ban : parmi eux « il y en a plus de vingt qui sont des misérables dont les biens ou sont saisis réellement ou ont été vendus par décret et qui offrent de servir pour escroquer par ce moyen 400 livres à leurs créanciers ». Robert avait revu avec Le Camus le rôle de ceux qui se prétendent exempts et tous deux avaient « condamné à servir tous les gentilshommes retirés à Paris et beaucoup de jeunes gens qui, n'ayant point de charge, portent une épée à leur côté », ayant pris pour règle qu'un gentilhomme faisant profession des armes, quoique retiré à Paris, n'était pas censé bourgeois de Paris. Robert et Le Camus espéraient ainsi arriver aisément à fournir les 100 hommes de l'arrière-ban de Paris.

Afin d'agir contre les défaillants, et on vient de voir qu'ils étaient nombreux, trente-sept individus seulement s'étant présentés au parc civil du Châtelet, le lieutenant civil publia le 9 avril une nouvelle ordonnance leur donnant jusqu'au mercredi 13 avril pour comparaître, faute de quoi leurs fiefs et les revenus de ces fiefs seraient saisis et il ne pourrait être donné mainlevée de la saisie que par

lettres patentes du roi, toujours fort longues et difficiles à obtenir.

Ce n'était pas seulement à Paris qu'une opposition aux ordonnances du lieutenant civil se manifestait. Le crieur-juré Pasquier, sur l'ordre de Le Camus, s'était rendu à Meaux et « sur la grande place, devant la principale porte et entrée de l'église cathédrale », assisté de ses deux trompetteurs, il avait publié l'ordonnance du lieutenant civil et en avait affiché un exemplaire sur la porte de la cathédrale.

Le lieutenant général du bailliage de Meaux, Payen, se plaignit amèrement à Louvois lui-même de ce qu'il considérait comme une atteinte à ses droits. La noblesse du bailliage de Meaux, lors des convocations de l'arrière-ban en 1635, 1636 et 1674, avait constitué des escadrons spéciaux et Le Camus prétendait en employer une partie pour servir dans la compagnie qu'il levait à Paris. Le lieutenant général du bailliage de Meaux jugeait cette prétention intolérable et, après en avoir référé à M. de Luxembourg, gouverneur de la province de Champagne, et à M. de Nointel, intendant de la même province, il s'adressait à Louvois « comme au premier ministre, sur la conduite duquel le roi se repose des plus importantes affaires de l'État ».

Le Camus désirait ardemment parvenir à constituer sa compagnie de 100 gentilshommes et, agissant comme un sergent racoleur, il cherchait à enlever des hommes aux bailliages voisins. Ainsi, le sieur de Montry, possesseur du fief de Montry, qui relevait du bailliage de Meaux, avait été convoqué au Châtelet comme résidant à Paris. Il se rendit chez le lieutenant civil, qu'il connaissait particulièrement, et celui-ci l'exhorta avec beaucoup d'insistance à servir dans la compagnie de Paris, s'offrant de le faire rayer du rôle du bailliage de Meaux, ce qu'il refusa. Le Camus dut cesser, sur l'ordre de Louvois, de prélever des gentilshommes sur les bailliages voisins, car on ne trouve plus de nouvelles réclamations du lieutenant général Payen ni de baillis d'autres localités.

Le Camus allait éprouver de nouvelles difficultés relativement à l'exemption dont se targuaient les possesseurs de fiefs qui se prétendaient bourgeois de Paris. A la suite d'une nouvelle intervention du prévôt des marchands et des échevins de Paris, un arrêt du Conseil d'État du roi du 12 avril confirmait à nouveau le privilège accordé aux prévôts des marchands, échevins, procureurs du roi, greffiers, receveurs, conseillers, quartiniers, bourgeois et habitants de la Ville de Paris d'être dispensés de se trouver aux convocations du ban et de l'arrière-ban, même pour les fiefs qu'ils pouvaient posséder dans les diverses provinces du royaume.

Toute la controverse roulait sur ce qu'il fallait entendre par bourgeois de Paris. Lors de la convocation de l'arrière-ban à Paris en

1674, le prévôt des marchands et Le Camus avaient convenu que la qualité de bourgeois de Paris, donnant droit à l'exemption du service de l'arrière-ban, ne pouvait être prise que par les habitants de la Ville de Paris, nobles ou non, qui ne faisaient pas profession des armes. A l'égard des gentilshommes possédant des fiefs et ayant toujours fait profession des armes, « il n'était pas juste qu'ils abusassent de la qualité de bourgeois de Paris » pour s'exempter de servir à l'arrière-ban. Le prévôt des marchands et Le Camus avaient décidé de ne pas leur donner de lettres de bourgeoisie.

Ces lettres de bourgeoisie étaient accordées à l'Hôtel-de-Ville de Paris par le prévôt des marchands et les échevins, après que celui qui les sollicitait eut fait la preuve qu'il était bien domicilié à Paris. Une clause ancienne inscrite sur les lettres de bourgeoisie indiquait que leur possesseur pouvait « tenir fiefs, arrière-fiefs et alleux en chacune partie de ce royaume ». On verra que les gentilshommes ne cessèrent pas de se réclamer de cette qualité de bourgeois de Paris et n'obéirent aux ordres du roi qu'après avoir montré beaucoup de résistance.

Au milieu du mois d'avril, le rôle des 100 gentilshommes qui devaient former l'arrière-ban de Paris était arrêté par le lieutenant civil. Le 17 avril, Louvois avertissait le prévôt de Paris, de Bullion, que le roi avait décidé de réduire à soixante-dix le nombre de ceux qui devaient marcher cette année et il le pria de choisir parmi les 100 proposés par le lieutenant civil ceux qui lui paraîtraient le mieux en état de servir. Ils devaient être prêts à partir avant le 20 mai.

Il fallait décider l'orgueilleux Le Camus à remettre entre les mains du prévôt de Paris le rôle qu'il venait d'établir. Ce fut le procureur du roi Robert qui parvint à l'y amener et qui se chargea le 24 avril de remettre le rôle entre les mains de M. de Bullion.

Dès le 28 avril, M. de Bullion adressa à chaque gentilhomme « condamné » à servir (c'est l'expression dont il se sert dans une lettre adressée à Louvois ce même jour) une convocation imprimée ainsi libellée :

« Monsieur,

« Vous prendrez, s'il vous plaît, la peine de venir chez moi à l'heure de votre commodité demain vendredi, ou après-demain samedi, depuis huit heures du matin jusqu'à midi et depuis deux heures jusqu'à huit heures du soir, pour y recevoir les ordres du roi sur l'arrière-ban. Je suis, Monsieur, très véritablement votre très humble et très obéissant serviteur.

« DE BULLION. »

Nous sommes loin de la manière brutale avec laquelle Le Camus

avait convoqué les gentilshommes à comparoir au parc civil du Châtelet sous la menace de la saisie de leurs fiefs. M. de Bullion, marquis de Gallardon, était un grand seigneur homme d'épée, s'adressant à des gentilshommes hommes d'épée, non un robin comme Le Camus !

Mais, malgré l'aménité de la convocation qui leur était adressée, les gentilshommes parisiens ne marquèrent aucun empressement à venir rendre visite au prévôt de Paris. De Bullion était obligé de reconnaître le 1^{er} mai que quatre-vingts gentilshommes seulement s'étaient présentés à lui ; tous lui avaient exposé leurs raisons d'être exempts par suite des lettres de bourgeoisie qu'ils avaient obtenues et malgré lesquelles le lieutenant civil s'était obstiné à les obliger de servir à l'arrière-ban. M. de Bullion faisait d'ailleurs observer à Louvois que, si l'on tenait compte du privilège conféré par les lettres de bourgeoisie, on ne trouvait à Paris qu'une vingtaine de gentilshommes volontaires pour l'arrière-ban.

Devant ce peu d'empressement de la noblesse parisienne, M. de Bullion fit afficher et publier dans Paris, le 30 avril, une ordonnance prescrivant que « tous nobles, barons, chevaliers, et écuyers qui ont pris la qualité de bourgeoisie des bourgeois de Paris et qui n'ont point comparu devant nous, en notre hôtel, vendredi et samedi derniers, s'y trouveront demain dimanche 1^{er} et lundi 2^e jour de mai, de huit heures du matin à deux heures de relevée, pour y recevoir les ordres du roi ; autrement nous ferons le choix de ceux que nous destinons pour servir dans les compagnies de l'arrière-ban de la prévôté et vicomté de Paris sur le rôle des comparutions qu'ils ont faites au parc civil du Châtelet ces jours passés ». Il menaçait, comme sanction, de faire connaître au roi les noms des défaillants à cet appel.

L'orgueil de Le Camus fut péniblement affecté de cette manière de procéder de la part du prévôt de Paris : il avait établi un rôle d'accord avec le procureur du roi, qu'il avait présenté à Louvois à Versailles le dimanche 24 avril. De Bullion prétendait faire un nouveau rôle et établir des procès-verbaux de comparution de tous ceux qui pouvaient être sujets à l'arrière-ban à Paris et qui étaient au nombre de près de 300, alors que ces comparutions étaient inutiles, puisque, comme prévôt de Paris, il ne pouvait prononcer ni défauts ni condamnations. De plus, au dire de Le Camus, il n'appartenait pas au prévôt de Paris de donner des ordonnances, « cela n'est pas du fait militaire ». Le lieutenant civil estimait que M. de Bullion ne pensait « qu'à faire des procès-verbaux et une mauvaise compagnie ». En rendant compte à Louvois de ce conflit d'attributions, il ajoutait perfidement : « Enfin, Monsieur, je ne dois pas me plaindre, puisque, après avoir dit qu'il ferait tout ce qui est de ma

charge, il affiche qu'il rendra lui-même compte à Sa Majesté, ce qui est de la vôtre. » Il faisait là allusion au dernier paragraphe de l'ordonnance de M. de Bullion, dans lequel il menaçait les gentilshommes de rendre compte au roi de ceux qui ne se présenteraient pas à sa convocation.

Louvois semble avoir été un peu ému de ce dissentiment entre le prévôt et le lieutenant civil, car il envoyait le 1^{er} avril le billet suivant à M. de Bullion : « Monsieur, ayant quelque chose à vous expliquer de la part du roi, je vous prie de faire en sorte que je puisse vous parler le plus tôt qu'il se pourra. »

Dans l'entretien qu'il eut avec de Bullion il dut lui exposer nettement ses attributions et celles du lieutenant civil, car le lendemain 2 mai il écrivait à Le Camus pour lui faire savoir que le roi ordonnait de mettre en prison jusqu'à nouvel ordre les gentilshommes désignés pour l'arrière-ban qui n'acceptaient pas leur convocation et de faire saisir et confisquer leurs fiefs.

Une nouvelle intervention du procureur du roi Robert arrangea les affaires : il suggéra au prévôt et au lieutenant civil d'établir chacun un rôle des gentilshommes appelés à servir à l'arrière-ban, de le publier et de l'afficher, mais ces deux rôles seraient identiques ; « ainsi, chacun d'eux conservera son droit, et par cette conformité des nominations le service du roi se fera comme s'ils étaient d'accord. J'ai pris le même expédient, ajoutait le subtil Robert, pour le jour et le lieu de la première monstre, et ils sont tous deux contents ».

Le Camus reconnaissait d'ailleurs que ce que Louvois avait pu dire à M. de Bullion avait produit un très bon effet et remis les choses dans l'ordre. Il examina ensuite les excuses de ceux qui demandaient à être dispensés du service personnel, la qualité des individus qu'ils proposaient pour les remplacer et les sommes qu'ils donnaient pour alimenter ces remplaçants au cours de la campagne. Le service de l'arrière-ban, en effet, n'était pas un service soldé par le roi ; le gentilhomme désigné devait non seulement s'équiper et se remonter à ses frais, mais encore assurer sa subsistance et celle de sa monture pendant tout le cours de la campagne. On comprend le peu d'empressement que les gentilshommes montraient pour accepter un service aussi onéreux.

Enfin, le 7 mai, Le Camus fit publier une ordonnance pour avertir les gentilshommes de se trouver le vendredi 13 mai, à quatre heures de relevée, « en la place du château des Tuileries, en armes et équipages convenables pour être par nous, le procureur du roi et autres officiers, fait la revue de la compagnie ». Les officiers élus par leurs camarades pour la compagnie de Paris étaient, en plus de M. de

Bullion qui, comme prévôt de Paris, était de droit capitaine : M. de Fagny, lieutenant ; M. de Coulon, cornette ; M. Le Priart de Haute-maison, maréchal des logis ; MM. Prévost des Ruaux et de la Boulaye, commissaires, et M. Desprez des Bouillons, trésorier.

Le vendredi 13^e jour de mai, Jean Le Camus, chevalier, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, lieutenant civil de la Ville, prévôté et vicomté de Paris, accompagné de messire Claude Robert, conseiller du roi, procureur de Sa Majesté au Châtelet, et de maître Pasquier, conseiller et avocat du roi au Châtelet, vêtus de leurs robes rouges, montés sur leurs chevaux couverts de housses de velours, précédés des maîtres de la communauté des huissiers à verges et des huissiers fieffés à cheval et suivis des maîtres de la communauté des huissiers à cheval, tous également montés sur leurs chevaux, arrivèrent à quatre heures de l'après-midi sur la place, devant le château des Tuileries, où ils trouvèrent la compagnie des gentilshommes de Paris sous les armes, le marquis de Bullion, capitaine, à la tête de la compagnie.

Les deux commissaires, MM. Prévost des Ruaux et de la Boulaye, visitèrent les armes et les chevaux et les trouvèrent en bon état, à l'exception du cheval du sieur Hurault du Teil, qui déclara qu'il s'en procurerait un meilleur, et du cheval d'Henri Besson, sieur de Clermont.

Le lieutenant civil fit ensuite inscrire sur le rôle de la revue « les gentilshommes qui s'y sont trouvés à cheval et en armes convenables ». Seul, Pierre Béranger, qui s'était présenté pour le sieur du Tillet, fut renvoyé, n'étant pas gentilhomme et n'ayant jamais servi dans les armées. Le rôle fut signé par le lieutenant civil, par de Bullion, les deux commissaires, le procureur et l'avocat du roi.

Si Le Camus triomphait en imposant au prévôt de Paris l'humiliation d'une revue et la signature d'un procès-verbal dans lequel il affectait de ne pas lui donner son titre de prévôt de Paris et de mentionner que le choix des gentilshommes avait été fait par lui seul, lieutenant civil, il faut convenir qu'il triomphait pour bien peu de chose. En effet, à cette revue n'assistèrent que vingt-neuf gentilshommes servant en personne et sept individus qui remplaçaient des gentilshommes.

De Bullion, dans une lettre écrite à Louvois le soir de ce même jour 13 mai, faisait d'ailleurs remarquer que, sur les sept gentilshommes dispensés de servir en personne, il n'en avait exempté qu'un seul, le sieur de Pycarré, malade, moyennant 100 louis qu'il avait versés au trésorier de la compagnie, et que les six autres avaient été dispensés par Le Camus « de son propre mouvement ».

L'orgueilleux lieutenant civil était beaucoup moins conciliant

que le prévôt de Paris. Il ne pardonnait pas à de Bullion d'avoir signé des ordonnances et de n'avoir pas voulu tenir compte du rôle établi par lui pour la levée de la compagnie de Paris. Avec perfidie, il écrivait à Louvois qu'il lui semblait de son devoir de l'avertir « que l'on fait donner de l'argent pour exempter des personnes qui sont obligées de servir et que les officiers prennent cet argent et mettent de leurs parents à la place de ceux qui doivent le service personnel ». Il prétendait que le cornette de la compagnie, M. de Coulon, avait reçu 100 louis pour mettre son fils ou son neveu « en la place de celui qui les lui a donnés, de concert avec M. de Bullion. Le bon ordre ne peut souffrir ces accommodements qui pourraient dégénérer en abus », ajoutait l'irascible lieutenant civil. Ainsi il accusait le prévôt de Paris d'entente non seulement avec le gentilhomme exempté, en l'espèce le sieur de Puycarré, mais avec le cornette de la compagnie, M. de Coulon. Pour un peu il l'aurait accusé d'avoir partagé les 100 louis!

Il était d'ailleurs exact qu'au rôle de la revue figurait Antoine de Coulon, servant pour M. de Puycarré; mais on vient de voir que les 100 louis avaient été versés non au cornette, mais au trésorier de la compagnie, ce qui était absolument régulier.

Le Camus écrivait de plus à Louvois que, s'il voulait bien lui faire savoir, ainsi qu'au procureur du roi, qu'il désirait que les choses se fissent régulièrement, il ferait cesser un tel abus, et il ajoutait : « Si l'on s'y était bien pris, on aurait une belle compagnie et sans beaucoup de peine. »

La note exacte sur la levée de la compagnie de Paris est donnée par une lettre écrite aussi le 13 mai à Louvois par le procureur du roi Robert au retour de la revue des Tuileries. Il était peu surpris que, bien qu'ayant adressé plus de cent assignations aux personnes choisies par le prévôt et le lieutenant civil, il ne s'en fût trouvé que trente-six à la revue; il connaissait d'ailleurs encore dix ou douze gentilshommes qui seraient prêts dans deux ou trois jours soit à marcher en personne, soit à fournir des hommes à leur place. Vis-à-vis des défaillants, il allait faire saisir leurs fiefs et même leurs autres biens, mais il croyait que ceux qui se prétendent bourgeois de Paris résisteraient avec tant d'opiniâtreté qu'on aurait bien de la peine à les faire obéir. Il établissait sur des arguments fort probants la thèse que soutiendraient ces opiniâtres défaillants et demandait à Louvois un arrêt du Conseil ou une lettre de cachet du roi abrogeant nettement le privilège. Il était bien difficile d'obtenir un tel acte après les décisions antérieures du roi confirmant fort explicitement le privilège des bourgeois de Paris.

M. de Bullion avait trouvé un autre expédient; il avait appris, lui

aussi, que plusieurs gentilshommes ne s'étaient pas présentés à la revue de la compagnie « parce qu'ils croyaient en être exemptés par leurs lettres de bourgeoisie, sur lesquelles on les avait assurés qu'ils pouvaient faire un fond certain ». Il proposait à Louvois de mettre chez eux une garnison « qui les détromperait de leur erreur et rendrait bientôt la troupe complète ». Et il ajoutait : « Si dans cette occasion Monsieur le Lieutenant civil n'avait pas été le maître de l'autorité et des poursuites, j'ose vous assurer que vous n'en auriez pas été importuné, et quand je serai assez heureux pour être chargé de vos ordres je saurai me faire obéir. »

Louvois se contenta de répondre au procureur Robert que l'intention du roi était qu'il prît toutes mesures nécessaires pour que le détachement de la noblesse de Paris fût au plus tôt au complet et en état de servir et « que les gentilshommes qui font profession des armes ne cherchent point à s'en dispenser, sous prétexte qu'ils sont bourgeois de Paris ». Il tournait ainsi fort habilement la difficulté; les gentilshommes résidant ordinairement à Paris, y ayant leur résidence et assujettis aux charges incombant aux bourgeois de la capitale, pouvaient être exemptés; mais ceux qui avaient déjà servi aux armées et qui n'avaient généralement dans la capitale qu'un simple tourne-bride, comme l'on disait alors, devaient faire partie de la levée. Ils étaient d'ailleurs les plus intéressants à prendre, puisqu'ils étaient rompus à la discipline militaire et possédaient l'expérience de la guerre.

Un petit incident faillit encore retarder la mise en route de la compagnie de Paris, M. de Bullion apprit que le chevalier de Haute-maison, élu maréchal des logis, avait dérobé il y avait environ dix-huit mois deux boules d'argent dans les appartements du roi à Versailles. Il en rendit compte immédiatement à Louvois qui lui répondit qu'en effet « un homme de ce nom-là a fait une mauvaise action »; il lui donna le conseil de faire nommer par les gentilshommes un autre maréchal des logis, sous prétexte que le chevalier de Haute-maison ne pouvait remplir cette charge, n'ayant jamais servi.

Après une seconde revue passée par le lieutenant civil le 19 mai dans les mêmes conditions que la première, la compagnie de la noblesse de Paris quitta la capitale le 20 mai. Elle était loin d'être complète, puisque, au lieu de soixante-dix maîtres, elle n'en comprenait que quarante et un. M. de Bullion laissait à Paris son lieutenant, M. de Fagny, les deux commissaires et le trésorier pour lui amener le complément de son effectif.

Le procureur Robert avait pourtant fait toutes diligences; non seulement il avait saisi les fiefs des défaillants, mais même les biens meubles de certains. Plusieurs gentilshommes avaient répondu à la

saisie par des protestations de nullité fondées sur leurs lettres de bourgeoisie et sur la lettre de cachet du roi obtenue le 29 mars par le prévôt des marchands. Fort des ordres de Louvois, le procureur Robert lui annonçait son intention de les poursuivre « encore avec plus de rigueur et plus de confiance, et je puis même avoir l'honneur de vous dire, ajoutait-il, que j'en ai fait condamner quelques-uns qui avaient été déchargés par M. Le Camus, en 1674, sur le fondement du privilège de bourgeois ».

Il éclairait également la religion du ministre sur le différend qui s'était élevé entre le prévôt et le lieutenant civil : « Monsieur le Lieutenant civil est persuadé que la petite contradiction qu'il a soufferte de la part de M. de Bullion a empêché que la compagnie n'ait été d'abord complète et, quoique je sache que M. de Bullion a fait tout de son mieux pour avoir le plus de gentilshommes qui lui a été possible et en meilleur état, je ne veux point détromper Monsieur le Lieutenant civil d'une opinion qui l'engage à travailler à exécuter avec plus de zèle les ordres du roi. » Il estimait qu'en refusant de reconnaître la qualité de bourgeois de Paris aux gentilshommes qui faisaient profession des armes, on pouvait en trouver dans la capitale 4 ou 500 susceptibles de servir à l'arrière-ban.

Le lieutenant civil publia le 21 mai une dernière ordonnance, donnant à ceux qui ne s'étaient pas présentés aux deux revues jusqu'au mercredi 25 mai pour comparaître devant lui et « déclarer s'ils sont prêts pour rendre le service personnel, ou en cas d'excuse légitime donner un homme en leur place », faute de quoi il sera procédé judiciairement à la confiscation de leurs fiefs et à la vente de leurs meubles. Le procureur Robert croyait qu'il n'était pas nécessaire de faire publier et afficher une ordonnance dans toute la Ville pour assembler une vingtaine d'hommes, mais le lieutenant civil fut d'un avis différent, trop heureux de montrer par un acte public que, si la compagnie parvenait à être enfin complète, c'était à son activité seule qu'on le devrait, puisque, le prévôt avait déjà quitté Paris avec la première fraction. En faisant part à Louvois de cette nouvelle preuve de l'esprit orgueilleux du lieutenant civil, le procureur Robert lui demandait à faire partir de Paris le plus tôt possible la seconde fraction de la compagnie, car elle était presque exclusivement composée d'officiers qui mangeraient leur argent si on les laissait trop longtemps à Paris. Louvois a écrit en marge de cette lettre : « Je suis d'avis d'y tenir la main », et il écrivit à Le Camus que l'intention du roi était d'obliger l'arrière-ban à quitter Paris le plus tôt possible.

Le roi avait lui-même exempté neuf gentilshommes de servir à l'arrière-ban de Paris, mais le chiffre de soixante-dix qu'il avait fixé

comme effectif de la compagnie restait immuable. Louvois en avisa Le Camus le 29 mai.

Le 30 mai, la compagnie était complète : elle comptait soixante-dix gentilshommes, sans y comprendre les neuf exemptés par le roi. Le Camus, assisté du lieutenant, M. de Fagny, des deux commis-saires et du trésorier, en avait dressé un état et il espérait qu'ils par-tiraient jeudi matin 3 juin. Seuls trois gentilshommes, bien qu'ac-ceptés à la revue, n'avaient pas terminé leurs préparatifs; Le Camus les menaça de les faire emprisonner s'ils ne partaient pas avec les autres, et il demanda à Louvois de lui en donner l'autorisation, « afin qu'en leur faisant voir votre lettre ils obéissent plus prompte-ment ».

Louvois avait fait remettre à Le Camus le 29 avril « la route » de la compagnie : on appelait ainsi l'ordre fixant l'itinéraire que devait suivre une troupe; malheureusement, il n'a pas été possible de la retrouver et on ignore vers quelle province maritime les gentils-hommes parisiens furent dirigés pour contenir les protestants dans le devoir.

Ainsi se termina la levée de cette compagnie de soixante-dix gen-tilshommes qui avait fait couler tant d'encre et qui avait amené un violent conflit entre le prévôt de Paris et le lieutenant civil, si jaloux tous deux de leurs prérogatives et de leur autorité.

Commandant HERLAUT,
du Service historique de l'état-major
de l'armée.

Documents consultés :

Archives de la Guerre, vol. 846, 847, 848, 849, 904.

Arch. nat., A. D. vi/2, Y. 17.

Bibl. nat., ms. fr. 21719.

Bibl. nat., Recueil Cangé, vol. 7 et 33.

Recueil des ordonnances de nos rois utiles aux officiers créés par l'édit de janvier 1623 et autres officiers, tant d'épée que de robe, qui ont pris part à la convocation et la conduite du ban et de l'arrière-ban. Paris, 1693, petit in-4° (Bibl. nat., F. 26060).

Lettres patentes du roi pour l'exemption du ban et de l'arrière-ban. Paris, 1558, in-8°, pièce (Bibl. nat., Rés. F. 1695).

Actes royaux (Bibl. nat., F. 23614, janvier-juillet 1689).

Catalogue des factums (Bibl. nat., fol. f. 297-12340).

VIEILLES ARCHIVES NOTARIALES.

V¹.

ÉTAT NUMÉRIQUE

DES ARCHIVES ANCIENNES DE L'ÉTUDE FAROUX.

(1500-1817.)

Les archives anciennes de l'étude de maître Faroux représentent le cinquième minutier parisien qui se trouve actuellement rangé, classé et organisé dans des conditions qui assurent et représentent l'observation et l'exécution intégrales des prescriptions de la loi de ventôse an XI, au double point de vue de la lettre et de l'esprit. Jusqu'ici la conservation de ces archives était seulement relative et nominale, consistant dans une négative, l'absence de suppression; désormais, elle est absolue et effective, les documents étant capables de supporter le déménagement hâtif que peut exiger un incendie ou une inondation, les deux catastrophes qui menacent un dépôt de ce genre, qu'il soit installé dans la cave ou sous les toits; chaque « article », liasse ou registre, est une première fois maintenu comprimé sous un croisillon de cordon; il est ensuite enveloppé sous un papier de bonne consistance et une seconde fois enrubanné; son contenu est explicitement révélé à l'extérieur par une inscription indiquant le nom du notaire d'origine, les dates extrêmes du document et sa cote de classement dans l'ensemble du minutier. En fait, c'est tout cela que comporte et qu'exige la loi pour être obéie et pour atteindre son but, celui-ci consistant à garantir le succès certain et immédiat de toute recherche dans le minutier.

L'opération a été entreprise et poursuivie suivant la méthode, les principes et les procédés exposés dans l'introduction au premier de ces états numériques d'archives notariales anciennes, états qui semblent heureusement en passe de former série.

Ce travail s'imposait; l'utilité en est facile à démontrer, en même temps que ses heureuses conséquences.

Voici, pris au hasard, à titre d'exemples, quarante-deux articles,

1. Les n^{os} I à IV sont représentés par les états numériques des archives anciennes des études Cherrier (*Bulletin*, 1912, p. 37-63, par E. Coyecque), Duhau (*Ibidem*, 1912, p. 149-168, par E. Coyecque), Bossy (*Ibidem*, 1913, p. 81-93, par F. Foiret) et Lejeune (*Ibidem*, 1915, p. 64-79, par E. Coyecque et G. Garric).

avec les deux cotes qui leur ont été successivement attribuées; la première indique le rang de l'article avant le classement; la seconde est celle donnée définitivement au même article dans le rangement méthodique et raisonné du minutier; la différence est sensible et suggestive :

XI. — FARDEAU (Jacques).

1581 : 413 provisoire, 169 définitif.	1601-1607 (inventaires) : 17 provi-
1581 : 319 — 170 —	soire, 189 définitif.
1581, 1584, 1585, 1590-1593 (inven-	1602 : 94 provisoire, 190 définitif.
taires) : 16 provisoire, 171 défi-	1603 : 97 — 191 —
nitif.	1604 : 96 — 192 —
1582 : 324 provisoire, 172 définitif.	1605 : 396 — 193 —
1583 : 325 — 173 —	1606 : 395 — 194 —
1584 : 99 — 174 —	1607 : 390 — 195 —
1585 : 142 — 175 —	1608 : 394 — 196 —
1586 : 402 — 176 —	1608-1613 (inventaires) : 18 provi-
1587 : 416 — 177 —	soire, 197 définitif.
1588 : 175 — 178 —	1609 : 392 provisoire, 198 définitif.
1589-1590 : 177 provisoire, 179 dé-	1610 : 399 — 199 —
finatif.	1611 : 398 — 200 —
1594 : 182 provisoire, 180 définitif.	1612 : 404 — 201 —
1595 : 194 — 181 —	1613 : 397 — 202 —
1595 et 1600 (inventaires) : 89 et	1614 : 8 — 203 —
438 provisoire, 182 définitif.	1615 : 332 — 204 —
1596 : 186 provisoire, 183 définitif.	1616 : 333 — 205 —
1597 : 13 — 184 —	1617 : 339 — 206 —
1598 : 187 — 185 —	1618 : 340 — 207 —
1599 : 60 — 186 —	1619 : 189 — 208 —
1600 : 59 — 187 —	1620 : 193 — 209 —
1601 : 90 — 188 —	1621 : 196 — 210 —

La démonstration peut encore se faire par la juxtaposition et la comparaison de l'état des archives publié dans le *Registre* de Delarue en 1786 et réimprimé dans les *Notariats* de Thomas de 1862, avec l'état résultant de notre travail :

1. — État des archives d'après Delarue (1766).

1. Crozon (François). Du 1527 au 1^{er} janvier 1560.
2. Crozon (Michel). Du 9 janvier 1560 au décembre 1568.
3. Boby (Alain). 1551, 1552, 1554, 1582, 1596, 1598, 1599 et 1603.
4. Montigue (Pierre). Du 6 septembre 1539 au 26 septembre 1546.
5. Le Barge (Simon). Du octobre 1543 au 24 décembre 1562.
6. Charpentier (Michel). De 1560 à 1575.

7. Maheu (Jean). Avril 1539 et janvier 1540.
8. Bernard (Clément). Du 17 février 1582 au 20 août 1600.
9. Raffin (François). Du décembre 1568 au novembre 1580.
10. Fardeau (Jacques). Du novembre 1580 au 1624.
11. François (Jean). Du 11 avril 1592 au avril 1610.
12. De Beaumont (Nicolas). Du 15 mai 1610 au 14 octobre 1613.
13. Manchon (Pierre). Du 22 octobre 1613 au 1629.
14. Huart (Pierre). Du 24 octobre 1629 au mars 1679.
15. Barbar (François-Félix). Du 17 septembre 1685 au 12 juin 1703.
16. Doyen (Louis). Du 12 juin 1703 au 27 juillet 1735.
17. Bellanger (Jacques-Nicolas). Du 27 juillet 1735 au 8 janvier 1746.
18. Bellanger (Angélique-François). Du 4 juin 1737 au 23 janvier 1768.
19. De Lafresnaye (Jean-Pierre). Du 23 janvier 1768 au 22 novembre 1777.
20. Goupy (Martin-Jean-Baptiste). Du 22 novembre 1777 au 27 juin 1780.
21. Étienne (Jean-Claude). Du 27 juin 1780 au 13 nivôse an II (2 janvier 1795, *corr.* 1794).
22. Dubois (Pierre-Antoine-Romain). Du 29 thermidor an II (16 août 1794) au 2 mai 1811.
23. Estienne (François-Marie). Du 2 mai 1811 au 21 mai 1825.

II. — État des archives en 1916.

1. Crozon (Jean) : 1500, 1501, 1505, 1515, 1516, 1522, 1529.
2. Crozon (Pierre) : 1521, 1522.
3. Crozon (François) : 1521, 1528-1560.
4. Charmolue : 1578, août.
5. Montigné : 1529, 1538-1547, 17 janv.
6. Maheut : 1529-1532, 1536, 1540.
7. Lebarge : 1544-1563.
8. Crozon (Michel) : 1560-1568.
9. Charpentier : 1560-1581.
10. Raffin : 1565, 1567-1580.
11. Fardeau : 1581-1629.
12. Bernard : 1582, 7 fév.-1600, août.
13. Bobye : 1592-1604.
14. François : 1594-1609.

(Pour le détail des archives de ces quatorze premiers notaires, se reporter à l'État numérique.)

15. Beaumont : 1610, 6 mars-1613, 14 oct.
16. Manchon : 1614, janv.-1629, 15 juill.
17. Huart : 1629, 24 oct.-1679, 25 mars.
18. Barbar : 1685, 5 sept.-1703, mai.

19. Doyen : 1703, 12 juin-1735, 25 juill.
20. Bellanger l'ainé : 1735, 27 juill.-1745.
21. Bellanger le jeune : 1737, janv.-1768, 20 janv.
22. La Frenaye : 1768, 23 janv.-1777, 21 nov.
23. Goupy : 1777, 22 nov.-1780, 24 juin.
24. Étienne : 1780, 27 juin-an II, 13 niv.
25. Dubos : an II, fruct.-1811, avril.
26. Estienne : 1811, mai-1825, 21 mai.

La liste de Delarue ne mentionne que vingt-trois notaires au lieu de vingt-six, ne citant ni Jean Crozon, ni Pierre Crozon, ni Char-molue; elle appelle Montigné Montigue, écrit Le Barge, tandis que ce notaire signait toujours Lebarge, et Maheu au lieu de Maheut; quant aux dates extrêmes des archives respectives de chaque notaire, elles sont, dans tous les cas sauf un, en désaccord avec les nôtres, arrêtées au vu même des actes.

Rappelons, en outre, deux faits qui ont leur intérêt.

Sur trente registres formant la collection des répertoires anciens, dix étaient dispersés dans le minutier même, aux places indiquées par la seconde des deux cotes ci-dessous rapportées, les vingt autres registres étant conservés dans l'étude même :

Cote définitive : 1, cote provisoire : 296.				
—	—	2,	—	179.
—	—	3,	—	288.
—	—	4,	—	127.
—	—	5,	—	432.
—	—	6,	—	298.
—	—	7,	—	366.
—	—	12,	—	330.
—	—	15,	—	10.
—	—	16,	—	498.

Il est à noter que le répertoire n° 1, établi au xvii^e siècle, embrasse les années 1539 à 1624 et se rapporte aux quatre « pratiques » ou minutiers de François Crozon, Michel Crozon, Raffin et Fardeau. En outre, rien jusqu'ici ne révélait, comme le fait notre état numérique, la présence de répertoires en tête de certains registres, comme ceux de Michel Crozon, de Rappin, de François et de Manchon, non plus que le caractère particulier du répertoire n° 16, qui est un complément des répertoires de Doyen et des deux Bellanger.

D'autre part, le sol et le mobilier du local affecté aux archives anciennes ont été soigneusement lessivés et une propreté parfaite y règne, qu'un entretien trimestriel devra maintenir.

Ajoutons que les archives anciennes se décomposent en 258 re-

gistres, 277 liasses et 133 layettes, renfermant 450 liasses¹; elles occupent, dans un local au septième étage, une longueur de rayonnage de 106^m85, le rangement ayant créé une disponibilité de 13^m80, conséquence indirecte et accessoire, mais non indifférente, d'un travail intensif de 158 heures, non compris les études de cabinet, non plus que les opérations matérielles d'emballage et d'étiquetage, celles-ci représentant 165 heures de travail d'un auxiliaire.

Le tableau ci-dessous montre les résultats comparés obtenus dans les cinq études jusqu'ici classées d'après notre système :

Études	Nombre d'articles	Nombre de répertoires	Rayonnage	Disponibilité	Heures d'archiviste	Heures d'auxiliaire
Cherrier	725	15	77 m.	22 m.	130 h.	Mémoire
Duhau	830	19	145 m.	»	100 h. environ	Mémoire
Bossy	384	6	»	»	»	»
Lejeune	660	10	73 m.	»	»	»
Faroux	985	30	106 m. 85	13 m. 80	158 h.	165 h.

On sait que jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, la vente des études notariales comportait deux termes complètement distincts : d'une part, « l'office », c'est-à-dire la qualité de notaire, donnant à qui la possédait le pouvoir de dresser des actes authentiques, ayant force de loi, ce que traduit la devise de la corporation : « Lex est quodcumque notamus »; d'autre part, la « pratique », c'est-à-dire les archives. Tel achetait l'office de celui-ci, sans sa pratique, qui se rendait acquéreur de la pratique de celui-là, dont l'office était cédé à un troisième. Ainsi, le 31 août 1685, le notaire Taboué, possesseur de la pratique de Pierre Gaudion, vend à Barbar la pratique de Huart, c'est-à-dire la collection des actes dressés par ce notaire et celle des archives antérieures réunies par ce dernier; et c'est de l'office de Pierre Gaudion que Barbar avait par ailleurs pris la succession. De même, à la disparition de Bellanger l'aîné, Bellanger le jeune, qui exerçait déjà depuis huit ans, comme successeur de Dionis l'aîné, cède sa première étude, mais emporte avec lui dans la seconde les minutes qu'il avait reçues dans l'autre depuis son entrée en charge, en 1737. Dès lors, office et pratique sont liés l'un à l'autre et les mutations qui interviennent ne les séparent plus.

1. Ces layettes portent une inscription extérieure, peinte en noir, indiquant à quelle année ou portion d'année appartiennent les actes qu'elles renferment; ce travail de « lettres » a été exécuté en 1837 par un peintre du nom de Prosper Blanchemain, comme en témoigne cette note, écrite à l'intérieur d'une layette : « Prosper Blanchemain haec omnia pinxit anno M DCCC XXX7. »

En résumé, dans sa consistance actuelle, le minutier de l'étude Faroux a été constitué par les notaires Barbar et Bellanger le jeune.

On rencontre dans ces archives, comme dans presque tous les autres minutiers parisiens, à côté des minutes proprement dites, divers documents, d'une nature particulière, qu'il importe de signaler.

Ainsi, les liasses nos 7 et 8 renferment, juxtaposées aux actes eux-mêmes, la correspondance et les notes de tout genre qui se rattachent à leur préparation.

Voici, par exemple, une lettre autographe relative au séjour de la Cour à Châtellerault en novembre 1536; elle a pour auteur Étienne Deschamps, qui était sommelier de paneterie du commun et concierge de l'hôtel du roi à Sens; elle est adressée à un sieur Boutin, qui s'occupait à Paris des intérêts de son correspondant, avec le concours du notaire François Crozon; on trouve, en effet, dans la même liasse cette note :

« Noble homme Estienne des Champs, sommelier ordinaire du Roy, nostre sire, c'est porté et porte pour appellant de certaines sentences contre luy données par le prévost de Paris ou son lieutenant au prouffit et prochatz de M^e Alain Ancellet, taxations de despens et tout [ce qui] s'en est ensuyvy, comme de nouvel venu à sa congnoissance. »

Cette lettre permet de combler une petite lacune de l'Itinéraire publié dans le *Catalogue des actes de François I^{er}*; du 19 au 23 novembre, aucune indication de séjour, sinon celle de Bury, mais sans quantième; les 20, 21 et 22 novembre, le roi était à Châtellerault; seulement il mit plus de quinze jours à gagner Paris, où il n'arriva que le 29 décembre, après avoir séjourné à Fontainebleau du 5 au 27 de ce mois; conformément aux prévisions de Deschamps il demeura dans la capitale jusqu'au 9 mars, avec toutefois des déplacements à Saint-Germain, Chantilly, Villers-Cotterets et Compiègne.

En ce qui concerne le mariage de François II de Bourbon-Vendôme, comte de Saint-Pol, avec Adrienne d'Estouteville, il était en suspens depuis plus de deux ans; dès le 9 février 1535, le roi confirmait le contrat, formalité qu'il renouvela quatre ans et demi plus tard, le 1^{er} septembre 1539; le 17 mars 1535, le Trésor payait des fournitures achetées à l'occasion des noces, notamment des déguisements de corsaires. (*Catalogue des actes de François I^{er}*, voir à la table générale.)

Monsieur, je me recommande bien humblement à vostre bonne grace.

Pour vous advertir des nouvelles de la Court, nous avons esté long temps en ce pays, à la chasse, mais demain le Roy partira d'icy et s'en va le droict chemyn de Paris, et vous assure que ne ferons grant séjour, que ne soyons és parties de par delà; bien pourra chasser en quelque lieu par les chemyns; et tous veoiages seront rompuz fors cestuy-là. Et

esperons que le Roy y sera dedans quinze jours, ou bien tost après; et est le commun bruit qu'il y passera le reste de son yver, et croy qu'il sera vray, car Mons^r le grant maistre a envoyé deux de mes compaignons de l'eschansonnerie pour faire venir force vin d'Arboys et de Bourgogne pour mectre au Louvre et pour en faire grosse provision; car il se fera là tout plain de nopces et mesmes de Mons^r de Saint Pol et de Mademoiselle d'Etouteville; car tous les différans qui estoient entre eulx sont appointez.

Je vous promectz, ma foy, que j'ay grant envye de vous veoir et la compaignée. Bien vous veulx advertir d'autres nouvelles, car il y a icy ung enbassadeur de Barberousse, qui est l'un de ses quatre évangelistez et ung de ses meilleurs cappitaines, mais c'est ung des plus laictz villains que je vis oncques, mais songe et tient bonne gravité, habillé alla françoise, à la grant robbe de velours, acompaigné de huict autres Turcs, bien honnestes gens, selon leur loy; le Roy les a faict servir, et par ses officiers de sa Maison, huict jours qu'ilz ont demourez en ceste ville de Chastellerault, et les a faict fort bien traicter; leur manière de vivre est qu'ilz mangent de toutes manières de noz viandes, fors du lart, et leur roustz n'est arouzé que de beure; le maistre ambassadeur ne boit point de vin, mais tous ses gens en boyvent bien; quant de allez à l'église, ilz n'y vont non plus quelque diables. Il n'est possible de sçavoir ce qu'ilz sont venuz faire; il n'y a guères de gens qui le saichent; quoy que se soit, on leur faict bonne chère; Mons^r de Fleury les a conduictz et reconduict jusques à Merceille.

Monsieur, j'espere de brief vous en compter plus anplement.

Mons^r Boutin, je vous supplie avoir tous mes affaires pour recommandés et mesmes contre maistre Anthoine Le Tirant, et je vous proumès que vous aurés le pourpoint de mailles et que, s'il est possible que je trouve tout gagné quant nous seront là, qui sera fin.

Priant Dieu vous douinct ce que désirés de..... Ce xxi^e jour de novembre. Par vostre serviteur bon amy

Estienne DESCHAMPS.

Depuis ces lectres escriptes, le propos (*inachevé*).

Autographe, n° 7.

La cote 6 est constituée par un compte du collège de Cambrai (1526); la cote 59 par un censier du collège de Montaigu (1557-1558); les cotes 81 et 91 par un terrier de Montrouge et de Livry en Launois.

On trouve, sous les cotes 111 à 113, trois registres spécialement consacrés à l'hospice ou, pour mieux dire, à l'orphelinat du Saint-Esprit-en-Grève.

Les actes contenus dans ces registres et qui sont compris entre 1553 et 1562 intéressent la gestion administrative et domaniale de l'établissement; il y a lieu de mentionner plus spécialement les certificats attestant la situation d'orphelins des enfants dont l'admis-

sion est sollicitée, ces actes constituant une source de renseignements d'état-civil parisien à ajouter à celles si judicieusement réunies par notre confrère M. Marius Barroux dans ses *Sources de l'ancien état-civil parisien*; on trouve, en effet, dans ces actes, l'indication explicite de la date et du lieu du baptême du candidat, insérée sur la production, qui s'y trouve consignée, d'un extrait authentique du registre paroissial.

Nous signalerons, d'autre part, une série de déclarations à divers terriers : terrier du roi (n° 361, 1667-1676), terriers de l'abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont pour le terroir de Sainte-Geneviève, paroisse de Saint-Étienne-du-Mont (n° 581, 1716-1718), pour Épinay-sous-Sénart (n° 582, 1716-1718), pour Nanterre (nos 583-585, 1716-1718); terriers du prieuré de Notre-Dame-des-Champs, uni au grand séminaire d'Orléans, pour Aubervilliers et Juvisy (1779) et pour les faubourgs Saint-Jacques et Saint-Michel et la Cité (1778), sous le n° 849.

A citer enfin soixante-seize liasses de documents relatifs aux constitutions de rentes et tontines. Touchant les tontines, nous avons déjà montré ailleurs que les dossiers les concernant formaient une source importante d'actes d'état-civil parisien, par la présence de l'acte de baptême de la personne sur la tête de laquelle la rente viagère était assise¹.

* * *

Il nous reste, en terminant, à remercier maître Faroux du bienveillant accueil qu'il a daigné réserver à nos propositions et de la décision qu'il a consenti à prendre de faire procéder au classement de ses archives anciennes. Encouragé par l'adhésion que cinq notaires parisiens ont déjà donnée à notre manière de résoudre la question de la conservation effective des vieilles archives notariales, nous nous proposons de poursuivre nos démarches et d'essayer de développer, avec le concours de quelque jeune confrère que ce genre de travail serait susceptible d'intéresser, cette série d'états numériques, à laquelle la Société de l'histoire de Paris accorde si généreusement l'honorable hospitalité de son *Bulletin*.

ERN. COYECQUE.

1. *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XLII (1915), p. 171-184, et tirage à part, 16 pages in-8°.

ÉTAT NUMÉRIQUE.

L'astérisque simple désigne les registres; double, il désigne les layettes; le reste constitue les liasses.

I-III. — CROZON (Jean, Pierre et François).

I. — CROZON (Jean).

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 1. 1500, nov.; 1501, janv.-avril; | 1529, sept.; 1532, janv. et mars; |
| 1505, mai-juill.; 1515, avril; | 1535, avril, juill. et déc. |
| 1516, juill., août; 1522, janv.; | |

II. — CROZON (Pierre).

- 1 bis. 1521, avril, mai et juill.; 1522, mars.

III. — CROZON (François).

Créé notaire par édit de 1528; reçu le 13 mai.

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 1 ter. 1521, déc.; 1536, mars, nov.; | bien malle en ordre, de plu- |
| 1537, juill.; 1538, juill.; 1542, | sieurs années de la pratique |
| juill.; 1550, févr.; 1553, janv., | de M ^e François Crozon. Bo- |
| mars et oct.; 1554, mars; 1557, | BUSSE. » |
| mars; 1558, mai. « Minutes, | |

IV. — CHARMOLUE.

- | | |
|--|--|
| 1 quater. 1578, août. | |
| 2. 1528, avril, mai, juill., oct., | avril; 1555, févr.; 1557, avril, |
| nov. et « minutes sans dacte »; | sept.; 1558, janv., sept.; 1559, |
| 1529, janv.-mars; 1530, juin, | déc.; 1560, janv. |
| sept.-déc. | 5. 1531, sept.; 1532, avril-juin, |
| 3. 1531, août, déc.; 1532, févr., | août, sept. |
| mars; 1533, déc.; 1534, août, | 6. 1533, 21 mars. Compte du col- |
| oct. et déc.; 1543, janv.; 1548, | lège de Cambrai pour 1526; |
| juill.; 1553, juill.; 1555, juin; | 1535, févr. |
| 1556, déc. « Minutes de plu- | *7. 1536. Registre factice consti- |
| sieurs années de la pratique | tué par la reliure des « notes » |
| de M ^e François Crozon. Bo- | avec correspondance et notes |
| BUSSE. » | préparatoires. |
| 4. 1531, janv., nov.; 1533, janv., | 8. 1536, janv.; 1537, avril; 1538, |
| mars; 1534, sept.; 1535, mars, | avril, déc. Actes, lettres, notes |
| mai; 1537, mai; 1538, janv., | diverses sans date. |
| déc.; 1540, févr., oct. et nov.; | 9. 1539, févr., avril-déc.; 1540, |
| 1541, févr., mai; 1542, janv.- | janv.-mars. Quelques actes de |
| mars; 1543, août, nov.; 1544, | févr. 1538. |
| janv., févr.; 1545, mai-juill. et | 10. 1539, mai-déc. |
| sept.; 1546, janv., 28 avril, déc.; | 11. 1539, juill.-oct.; 1540, févr. |
| 1547, mars, avril, juill.-sept. et | *12. 1539, 20 sept.-1540, 6 févr. — |
| nov.; 1548, févr., mai, août et | Reliure à petits fers; les trois |
| sept.; 1550, août, sept.; 1554, | derniers feuillets, 15 ^{xxvi} à |
| | 15 ^{xxviii} , légèrement détériorés |

par l'humidité dans leur partie supérieure.

Titre : « Registre pour l'année de grace mil cinq cens trente neuf, commençant le samedi vingtiesme jour du mois de septembre, qui est le jour de la publication faicte au parc civil du Chastellet de Paris des ordonnances nouvelles faictes par le Roy nostre sire sur le fait de la justice et abbréviation des procès par tout le royaume de France, par lesquelles ordonnances, entre autres articles et choses contenues en icelles, les notaires du Roy nostred. seigneur oud. Chastellet de Paris sont de present tenuz faire registres de tous testamens et contractz qui seront passez pardevant eulx, suyvant lesquelles moy, François Crozon, l'un desdictz notaires oudict Chastellet, ay faict et commandé cedit present registre les an et jour dessusdictz, pour le reste de ladicte année, commençant comme dessus et finissant au jour et feste de Pasques prochainement venant exclud que l'on dira et comptera mil cinq cens quarente, priant Nostre Seigneur me donner la grace de le faire à mon salut et honneur. F. CROZON. »

*13. 1540, 29 mars-1^{er} mai, 8 mai-10 déc. Fol. I-III^{er}XXXIII; manquent les fol. LVII-LXVIII; incomplet de la fin. — Dérelié.

*14. 1541, juin-oct.

*15. 1541, 1^{er} nov.; 1542, 8 févr. Fol. III^{er}XL-V^{er}LXI.

*16. 1542, 8 févr.-6 avril.

*17. 1542, 11 avril-31 juill. Fol. I-V^{er}LXXIII; manquent les fol. II et XLVIII. — En partie dérelié.

*18. 1542, 31 juill.-1543, 4 janv. Fol. V^{er}LXXIII-IX^{er}XXXVII.

19. 1543, avril, juill. et oct.

*20. 1543, 4 janv.-24 mars; 1544,

30 mars et 2 avril. Fol. III^{er}VI-V^{er}XIII. — Dérelié.

*21. 1543, 26 mars-28 août. Incomplet de la fin, s'arrêtant au fol. V^{er}III; manquent les fol. III^{er}XLII, V^{er}III et V^{er}V.

*22. 1543, 22 août-1544, 12 avril. Fol. V^{er}VI-MLII. Supplément, fol. MLIII-MCXXXVI. Manquent les fol. V^{er}XL, V^{er}LXI et VI^{er}. — Dérelié.

*23. 1544, 15 avril-12 octobre. Fol. I-III^{er}III^{er}. On a sauté, dans la foliotation, de II^{er}LXX à II^{er}LXXIX.

*24. 1544, 12 oct.-4 déc. Fol. III^{er}III^{er}VI-V^{er}XL; incomplet de la fin.

*25. 1544, 4 déc.-1545, 26 janv. Fol. VII^{er}XXXIII à IX^{er}XXXIII.

*26. 1545, 7 févr.-4 avril. Fol. V^{er}XLII-VII^{er}XXXIII.

27. 1544, mai; 1545, avril.

*28. 1545, 6 avril-11 oct. Fol. I-III^{er}XXVII.

*29. 1545, 12 oct.-1546, 9 janv. Fol. III^{er}XXIX à VI^{er}III^{er}XX.

*30. 1546, 10 janv.-23 avril. Fol. VI^{er}III^{er}XXI à IX^{er}XXXVII. — Dérelié.

*31. 1546, 28 avril-28 sept. Fol. II-III^{er}XLII; manquent les fol. I et III^{er}XL.

*32. 1546, 29 sept.-1547, 7 févr., 13-24 févr., 1^{er}-21 mars. Fol. III^{er}XLIII - VI^{er}III^{er}XXII, VI^{er}III^{er}XXIII-VII^{er}XXV, VII^{er}XXVII-VII^{er}LXXVII. Incomplet de la fin. — Dérelié.

33. 1546, juin.

*34. 1547, 18-27 avril, 30 avril-2 août. Fol. XV-XXXVI, LI-II^{er}LIII. — Dérelié.

35. 1547, mars.

*36. 1547, 6 août-1548, 31 mars. Fol. II^{er}LIX-(VI^{er}III^{er}XXII) VII^{er}LXI; les fol. II^{er}LVI-II^{er}LVIII ont été arrachés.

*37. 1548, 3-21 oct. Fol. I-VII^{er}VI, VII^{er}XXV-III^{er}XXXIX. En partie détérioré par l'humidité. — Dérelié.

38. 1548, avril, déc.

*39. 1549, 21 avril-13 sept. Fol. I-III^{er}XXV (ancien V^{er}XIII).

*40. 1549, 13 sept.-1550, 5 avril. Fol. III^{er}XXVI-M.... Les fol. MIX et

- suivants en partie détruits par les rongeurs. — Dérelié.
41. 1549, févr., mai, août, oct.-déc.
- *42. 1550, 9 avril-20 août. Fol. I-III^eLXIX.
- *43. 1550, 22 août-déc. Fol. III^eLXXVIII^eIV. Les fol. VI^eLXX à la fin détruits par l'humidité.
- *44. 1551, 18 janv.-28 mars. Fol. VIII^eV-MXV.
- *45. 1551, mars-sept. Fol. I-V^eX.
- *46. 1551, 25 sept.-1552, 12 avril. Fol. V^eXI-MLXXVIII. — Dérelié.
- *47. 1552, 18 avril-14 oct. Fol. III^eXLII-V^eIII^eXXVIII, VI^e-IX^eXXI; incomplet de la fin. — Dérelié.
- *48. 1552, 26 nov.-1553, 1^{re} avril. Manquent les fol. I-CII.
- *49. 1553, 3 avril-29 sept. Fol. I-V^eXIX.
- *50. 1553, 3 oct.-1554, 23 mars. Fol. V^eXX-IX^eXXXVI.
- *51. 1554, 27 mars-août. Manquent les fol. III^eXLVII et suiv., sept. Détérioré par l'humidité.
- *52. 1554, oct.-1555, 13 avril. Fol. V^eLXI-MCII.
- *53. 1555, 15 avril-2 oct. Fol. I-III^eXXI.
- *54. 1555, 2 oct.-1556, 3 avril. Fol. III^eXXII-IX^eXXXII.
- *55. 1556, 6 avril-30 sept. Fol. I-III^eIII^eXXVII.
- *56. 1556, oct.-1557, 14 avril. Fol. III^eIII^eXXVIII-MXXI.
- *57. 1557, 20 avril-29 sept. Fol. I-III^eLV.
- *58. 1557, 29 sept.-1558, 8 avril. Fol. III^eLVI-VIII^eXXXVIII. « Toutes les étiquettes attachées aux vieux registres ont été attachées par moy Jehan Lesquevin et Hélié Mounier. »
59. 1557, déc.-1558, juin. Déclarations d'immeubles sis dans la censive du collège de Montaigu.
- *60. 1558, 12 avril-sept. Fol. I-III^eIII^eXXVII.
- *61. 1558, 30 sept.-1559, 17 févr. et 3-25 mars. Fol. III^eIII^eXXVIII-IX^eXXVI et IX^eXXXI-IX^eLXXVII.
- *62. 1559, 27 mars-5 oct. Fol. I-III^eLVI.
- *63. 1559, 5 oct.-1560, 10 avril. Fol. III^eLVIII-XCV.
64. 1550, oct.; 1556, févr. et avril.

V. — MONTIGNÉ.

- *65. 1539, 6 sept.-1540, 23 mars. Incomplet de la fin (fol. 71). Annexe deux actes des 4 déc. 1529 et 20 mars 1538.
- *66. 1540, 1^{re} avril-29 déc. Incomplet du commencement. — Dérelié.
- *67. 1541, 1^{re} oct.-1542, 1^{re} avril.
- *68. 1542, 12 avril-30 sept.
- *69. 1543, janv.-22 mars. Manquent les mois d'oct. à déc. 1542. A la fin, six feuillets arrachés.
- *70. 1543, 29 mars-31 août.
- *71. 1543, 1^{re} sept.-1544, 12 avril. Manque oct.
- *72. 1544, avril-sept.
- *73. 1544, oct.-1545, 3 avril.
- *74. 1545, 8 avril-août. — Dérelié.
- *75. 1546, 3 mai-29 sept.
- *76. 1546, 1^{re} oct.-1547, 17 janv. Fin de la pratique de ce notaire.

VI. — MAHEUT (Jean).

77. 1529, déc.; 1530, janv., avril; 1531, avril; 1532, sept.; 1536, févr.-mars.
- *78. 1540, 31 mars-29 sept.
- *79. 1540, 15 oct.-nov. en partie. Nov. en grande partie détruit par l'humidité. — Dérelié.

VII. — LEBARGE (Simon).

- *80. 1544, 1^{er} oct.-1545, 4 avril.
- *81. Terrier de Montrouge, établi à la requête de Marie Cueur, dame de Saint-Mesmin et de Montrouge, veuve de Eustache Luillier, maître ordinaire des Comptes (1545-1554).
- *82. 1545, 7 avril-30 sept.
- *83. 1545, 5 oct.-1546, 20 avril.
- *84. 1546, 26 avril-déc. Nov. et déc. détruits par l'humidité.
- *85. 1547, 19 janv.-5 avril.
- *86. 1547, 12 avril-26 sept. « Minutes servans de registre. » Cinq feuillets arrachés.
- *87. 1547, 1^{er} oct.-1548, 29 mars.
- *88. 1548, 4 avril-déc.; 1549, 11 janv.
- *89. 1548, 3 oct.-1549, 19 avril. Manque du 16 nov. au 10 janv.
- *90. 1549, 26 avril-30 sept.
- 91. Terrier de Livry en Launoy. Cahier. 1549.
- *92. 1549, 5 oct.-1550, 3 avril et 23 mai.
- 93. 1550, 8 mai-23 sept. Incomplet du commencement (6 avril); manquent les fol. r-xviii et vii^{xxi}-viii^{xxii} (1^{er}-15 sept.).
- *94. 1551, 2 avril-30 sept.
- *95. 1551, 1^{er} oct.-1552, 12 avril.
- *96. 1552, 18 avril-sept.
- *97. 1552, oct.-1553, 1^{er} avril.
- *98. 1553, 5 avril-oct.
- *99. 1553, 4 nov.-1554, 14 janv.
- *100. 1554, 27 mars-26 sept.
- *101. 1554, 3 oct.-1555, 6 avril.
- *102. 1555, 16 avril-29 sept.
- *103. 1555, 2 oct.-1556, 1^{er} avril.
- *104. 1556, 17 avril-1557, 27 mars.
- *105. 1557, 21 avril-1558, 9 avril.
- *106. 1558, 11 avril-oct.
- *107. 1558, 6 nov.-1559, 23 mars.
- *108. 1559, 14 oct.-1560, 14 mars. Mutilé, feuillets arrachés au commencement, dans le corps et à la fin.
- *109. 1560, 17 avril-1561, 31 mars.
- *110. 1562, 31 mars-1563, 6 févr. Incomplet de la fin, quatre feuillets arrachés.
- *111. 1553, 9 juill.-1555, 21 mai. Hospice du Saint-Esprit.
- *112. 1555, 23 juill.-1558, 27 mars. Hospice du Saint-Esprit; un feuillet manque entre les 11 et 12 janv.
- *113. 1558, 17 avril-1562, 8 mars. Hospice du Saint-Esprit-en-Grève.
- 114. 1545, juill., août; 1546, mai-juill., oct.-déc.; 1547, mai-août, oct.-déc.; 1548, janv.-mars; 1550, janv., mars, mai, juin et nov.; 1551, févr., mars et juill.; 1552, sept., déc.; 1553, juill., août; 1556, juill.; 1561, mars-oct.; 1562, févr., juin.

VIII. — CROZON (Michel).

Rue Saint-Jacques, devant Saint-Yves.

- *115. 1560, 15 avril-14 nov.
- *116. 1561, janv.-1562, 26 mars; 31 mars-1563, 7 avril. En tête, répertoire chronologique, 1561, janv.-août.
- 117. 1561, 27 févr. Inventaire après décès de Nicole Guédon, seigneur de Presles, avocat en Parlement. Cahier.
- *118. 1563, 14 avril-1564, 31 mars.
- « Répertoire du registre et contractz receuz par Michel Crozon et ses compaignons, notaires, en l'année M cinq cens soixante troys.
- « Inventaire second des registres, grosses et mynutes des contractz et aultres expéditions receuz et passez par maistre Michel Crozon, naguères notai

re ou Chastellet de Paris et de présent huissier en la court de Parlement, et ses compaignons..., commençans au mercredy quatorzeiesme jour d'avril l'an mil cinq cens soixante trois et finissans au jour ainsy qu'il sera cy après déclaré, que maistre François Raffin, notaire..., demandeur en exécution de certaines lectres de sentence de mess^{rs} des Requestes du Palais à Paris, le vingt ungniesme jour de jung dernier, an présent mil cinq cens soixante neuf, baille et met pardevers ledict Crozon pour iceulx signer et faire signer par sesdictz compaignons, suivant lesdictes lectres de sentence.

« Premièrement, ung registre couvert de parchemyn, commençant au premier feillet escript après la table et repertoire..., par ces motz : « Jhesus Maria. Registre des contractz et actes receuz, etc. Macé Ysabel, laboureur, etc. » [fol. 2], et finissant au dernier feillet escript, à la troisieme et dernière ligne, par ces motz : « Faict l'an mil cinq cens soixante trois, le venredy oré, trentiesme et dernier (sic) jour de mars », contenant deux cens cinquante cinq feilletz, à compter depuis lesdictz motz « Jhesus Maria », etc., jusques aud. dernier jour de mars LXIII, auquel registre sont escriptz les contractz qui ensuivent. » Suit

le repertoire chronologique, avec renvoi à la numérotation des feuillets en chiffres arabes, numérotation remplacée ultérieurement par une autre en romains, à partir du fol. 89, devenu ⁱⁱⁱⁱx; les fol. ⁱⁱⁱⁱxⁱ à ⁱⁱⁱⁱx^{xiii} n'existent pas.

Après les actes contenus dans le registre, le repertoire donne « les contractz grossoiez non signez », au nombre de cinq, et « les mynutes des contractz qui sont en liasse, receuz par ledict Crozon en lad. année mil V^e soixante trois », au nombre de 164.

« Je, Michel Crozon, huissier... en Parlement..., confesse que M^e François Raffin, notaire..., m'a baillé... les registres, liasses et minuittes des contractz contenuz cy dessus, pour iceulx signer et cocter [par] les notaires qui ont receu lesd. contractz avec moy. Faict le mercredy huitiesme jour de mars mil cinq cens soixante dix. »

Suit la mention de deux « minuittes estans en liasse de lad. année MV^eLXIII, qui ont esté oubliées à enregistrer ».

On lit sur le fol. 1 l'adresse de Michel Crozon, rue Saint-Jacques, devant Saint-Yves.

*119. 1565, 25 avril-1566, 13 avril. En tête, repertoire chronologique.

*120. 1566, 20 avril-21 déc.

*121. 1567, 4 janv.-1568, janv. Le dernier acte inachevé.

IX. — CHARPENTIER (Michel).

*122. 1560, 2 nov.-1561, 3 avril.

123. 1561, 16 sept.-1562, 28 mars. Incomplet du commencement; comprend les fol. XL-ⁱⁱⁱⁱxix. A la fin, repertoire par mois, avril 1561-mars 1562, signé : « ROBERT, 1579. » Cahier.

124. 1561, mars-1579, sept.

125. 1562, 1566, 1573, 1574 et 1578. Inventaires après décès, de 1578 à 1581.

126. 1562-1568; 1580, 29 oct.

*127. 1563, 20 avril-1564, 27 mars et 23 juill. — Dérelié.

128. 1563.

129. 1564, 1574 et 1577.

- *130. 1564, 6 avril-1565, 20 avril.
*131. 1565, 24 avril-1566, 9 avril.
La portion de l'année 1566 antérieure à Pâques (14 avril), est encore dénommée 1565. Manquent les fol. cxii-vi²vi.
132. 1565.
*133. 1566, 15 avril-30 déc.
*134. 1567, 8 janv.-1^{er} juill. Incomplet de la fin.
*135. 1569.
136. 1569, août-1579.
137. 1570-1574. « Minuttes qui ne sont point en ordre. »
*138. 1571. Manquent les fol. 61 à 105, 5 mai à 24 août.
139. 1572-1577.
*140. 1575.
141. 1577-1581. « Minuttes qui ne sont point en ordre. »
*142. 1578.
143. 1561, 3 nov.; 1562, août, oct.-déc.; 1563, janv.-avril; 1564, juin, juill., déc.; 1565, janv.-mars, déc.; 1566, sept.; 1567, mars et 18 mars-16 déc., n^o 31-120, avec des lacunes; 1570, 21 sept.-31 déc., fol. 37-67, dérelié; 1571, févr.-avril, déc.; 1572, 12 mars; 1577, sept.; 1580, juin, juill., oct.

X. — RAFFIN (François).

a) Registres.

- *144. 1569.
*145. 1571. En tête, répertoire alphabético-chronologique comprenant seulement la lettre A (prénoms).
*146. 1571, 6 juin-1572, 4 mai. Inventaire après décès d'Arnault de Pobra.
*147. 1572. En tête, répertoire chronologique en trois séries chronologiques différentes : « Ce répertoire n'est pas bien fait et ne s'i fault pointc arrester... Le 24 aoust fut faicte la journée Saint Berthélemy à Paris. »
*148. 1573.
*149. 1574. En tête, répertoire chronologique, janv.-mai.
*150. 1575. « En ladicte année grand guerre civile en France et grandz ruynes adven[ue]s en ce mesmes temps. Vive le roy ! » En tête, répertoire alphabético-chronologique suivant les « noms », c'est-à-dire les prénoms des parties, lettres A-H; inachevé et suivi d'un répertoire chronologique.
*151. 1576.
*152. 1577. En tête, répertoire chronologique.
*153. 1578. En tête, répertoire chronologique. Manquent les fol. v^eLXXI, v^eLXXIII, vi^e et vi^eLXXXVIII. Détérioré par l'humidité.
*154. 1579. En tête, répertoire chronologique. « Le jeudy vingt neufviesme jour du mois de janvier MV^e soixante dix neuf, par arrest... de Parlement, donné en playdant, fut ordonné que les notaires de Paris feroient signer les contractz qu'ilz recepvroient, par les parties. »
*155. 1580, 2 janv.-16 nov. En tête, répertoire chronologique.
b) Liasses.
156. 1565, 18 mars; 1567, janv.-mars; 1568; 1569.
157. 1569-1580. Inventaires après décès.
158. 1570. Compris un fragment de registre des actes capitulaires de la confrérie de la chapelle Saint-Yves, qui commençait au mois d'août 1561. Ce fragment, presque entièrement détruit par l'humidité, comprend seulement quelques feuillets, de déc. 1570 au 20 mai 1573.
159. 1571. Manque févr.
160. 1571-1575. Inventaires après décès.

161. 1573.
162. 1574.
163. 1575.
164. 1576.

165. 1577.
166. 1578.
167. 1579.
168. 1580.

XI. — FARDEAU (Jacques).

Reçu en novembre 1580.

*169. 1581.
*170. 1581. « Les originaux d'iceulx
[contractz] sont dedans ung
aultre registre de ladicte an-
née. »
171. 1581, 1584, 1585, 1590 à 1593.
Inventaires après décès.
*172. 1582.
*173. 1583.
*174. 1584.
*175. 1585.
*176. 1586.
*177. 1587.
*178. 1588.
*179. 1589-1590.
*180. 1594.
*181. 1595.
182. 1595 et 1600. Inventaires après
décès.
*183. 1596.
*184. 1597. Incomplet du début,
commençant au 28 janv. Dété-
rioré par les rongeurs.
*185. 1598.
*186. 1599.
*187. 1600.
*188. 1601.
189. 1601-1607. Inventaires après
décès.
*190. 1602.
*191. 1603.

*192. 1604.
*193. 1605.
*194. 1606.
*195. 1607.
*196. 1608.
197. 1608-1613. Inventaires après
décès.
*198. 1609.
*199. 1610.
*200. 1611.
*201. 1612.
*202. 1613.
*203. 1614, juill.-déc. Voir le pre-
mier semestre 1614 dans le
n° 268.
*204. 1615.
*205. 1616.
*206. 1617.
*207. 1618.
*208. 1619. A partir du fol. 555, in-
ventaires après décès.
*209. 1620.
*210. 1621.
211. 1611-1629. Brevets grossoyés.
Fardeau et Manchon.
212. 1618-1622. Brevets grossoyés.
Fardeau et Manchon. — 1598.
Résidu. — 1624, 27 févr.-15 mai.
Inventaire après décès de Léon-
nard Faulte, greffier au Parle-
ment.

XII. — BERNARD (Clément).

*213. 1582, 7 févr.-1583. Les fol. 1
et 2 arrachés.
214. 1582-1585. « Minuttes de Ber-
nard des années 1584 et 1585,
mal en ordre. » Contrairement
à cette assertion, les actes for-
mant cette liasse comprennent
les années 1582 à 1585 et sont
bien classés.

215. 1582-1585, 1594-1599. Inven-
taires après décès.
216. 1582-1598. Trois inventaires,
dont deux après décès et un
après séparation; 1584-1586, in-
ventaires après décès; 1598, nov.
(1 pièce); 1599, mars (1 pièce).
*217. 1584.
*218. 1585.

- | | |
|---|--|
| *219. 1586. | 228. 1597. Inventaires après décès. |
| 220. 1586-1595. Inventaires après décès. | Détérioré par l'humidité. |
| 221. 1586, 12 janv.-1599, 28 févr. | *229. 1591-1593. |
| *222. 1587. | *230. 1594. |
| *223. 1588. | *231. 1595. |
| *224. 1589. | *232. 1596. |
| *225. 1590. | *233. 1597. Annexé deux inventaires après décès de janv. et avril. |
| 226. 1590, 1593, 1595. Inventaires après décès. | *234. 1598. |
| 227. 1591, 1592. Inventaires après décès. | *235. 1599. |
| | *236. 1600, janv.-août. |

XIII. — BOBYE (Alain).

Rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Paul.

- | | |
|-----------------------------------|---|
| 237. 1592-1594. | 245. 1602. |
| 238. 1595. | 246. 1603-1604. Presque entièrement détruit par les vers et l'humidité. Deux pièces (1607, 14 et 18 juill. et 1608, 21 avril) concernent personnellement Alain Bobye. |
| 239. 1596. | |
| 240. 1597. | |
| 241. 1598. | |
| 242. 1599. | |
| 243. 1600. Manquent juin et août. | |
| 244. 1601. | |

XIV. — FRANÇOIS (Jean).

- | | |
|--|---|
| *247. 1594. Les trente-six premiers feuillets mutilés. | les n° 1-41. Les cinq derniers feuillets mutilés. |
| *248. 1595, janv.-août. Avec répertoire chronologique en tête. Finit au fol. 354. | *253. 1600. En tête, répertoire chronologique. |
| *249. 1596. | *254. 1601. Répertoire chronologique en tête. |
| *250. 1597. En tête, répertoire chronologique des n° 1-229. — Dérelié. | *255. 1602. Répertoire chronologique en tête. |
| *251. 1598. En tête, répertoire chronologique. | *256. 1603. |
| *252. 1599. Comprend des inventaires après décès. En tête, répertoire chronologique. Incomplet du commencement; manquent | *257. 1604. |
| | *258. 1605. |
| | *259. 1606. |
| | *260. 1607. |
| | *261. 1608. |
| | *262. 1609. |

XV. — BEAUMONT (Nicolas DE).

- | | |
|--|---------------------------|
| *263. 1610, 5 mai-déc. Précédé de deux inventaires après décès, 15 mars-8 juin et 6 mars-15 juill. | *264. 1611. |
| | *265. 1612. |
| | *266. 1613, janv.-14 oct. |

XVI. — MANCHON (Pierre).

- | | |
|---------------------------------|--|
| *267. 1614, janv.-2 avril. | Partie de 1614 non remise à Fardeau. En tête, répertoire |
| *268. 1614, 20 mars-1615, juin. | |

- chronologique. En grande partie détruit par l'humidité.
- *269. 1614, 3 avril-juin et quelques actes de juill. à nov. En tête, répertoire chronologique.
 - *270. 1615, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *271. 1616, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *272. 1616, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *273. 1617, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *274. 1617, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *275. 1618, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *276. 1618, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *277. 1619. En tête, répertoire chronologique.
 - *278. 1620. En tête, répertoire chronologique.
 - *279. 1621, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *280. 1621, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *281. 1622, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique. Détérioré par l'humidité dans la partie inférieure des feuillets.
 - *282. 1622, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *283. 1623, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *284. 1623, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *285. 1624, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique. Les cent derniers feuillets en partie détruits par les rongeurs.
 - *286. 1624, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *287. 1625, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *288. 1625, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *289. 1626, janv.-juin. En tête, répertoire chronologique.
 - *290. 1626, juill.-déc. En tête, répertoire chronologique.
 - *291. 1627, janv.-juin. Les 800 premiers feuillets détériorés au bas par les rongeurs.
 - *292. 1627, juill.-déc. Le haut rongé.
 - *293. 1628, janv.-juin. Le bas du registre détérioré par les rongeurs.
 - *294. 1628, juill.-déc.
 - *295. 1629, janv.-15 juill.

XVII. — HUART (Pierre), reçu le 24 octobre 1629.

- 296. 1629, 24 oct.-1630. « Minutes depuis le vingt quatriesme octobre MVI^e vingt neuf, auquel jour je fus receu notaire, jusques en fin de ladite année. Et est à noter que je n'ay point de minutes de l'année MVI^e trente, parce qu'elles sont demeurées es mains de M^r Poictevin, aussy notaire, suivant l'accord fait entre nous, excepté quelques-uns qui sont en fin de celles de lad. année 1629. HUART, notaire. »
- *297. 1631, janv.-juin.
- *298. 1631, juill.-déc.
- *299. 1632.
- *300. 1633.
- *301. 1634. Le haut détérioré par l'humidité.
- 302. 1635.
- 303. 1636.
- 304. 1637, janv.-juin.
- 305. 1637, juill.-déc.
- 306. 1638.
- 307. 1639, janv.-juin.
- 308. 1639, juill.-déc.
- 309. 1640, janv.-juin.
- 310. 1640, juill.-déc.
- 311. 1641, janv.-juin.
- 312. 1641, juill.-déc.
- 313. 1642, janv.-juin.
- 314. 1642, juill.-déc. Déc. en partie détruit par l'humidité.
- 315. 1643, janv.-juin.
- 316. 1643, juill.-déc.

317. 1644, janv.-juin.
 318. 1644, juill.-déc.
 319. 1645, janv.-juin.
 320. 1645, juill.-déc.
 321. 1646, janv.-juin.
 322. 1646, juill.-déc.
 323. 1647, janv.-juin.
 324. 1647, juill.-déc.
 325. 1648, janv.-juin.
 326. 1648, juill.-déc.
 327. 1649.
 328. 1650.
 329. 1651, janv.-juin.
 330. 1651, juill.-déc.
 331. 1652, janv.-août.
 332. 1652, sept.-déc.
 333. 1653, janv.-juin.
 334. 1653, juill.-déc.
 335. 1654. Déc. détérioré par l'humidité.
 336. 1655, janv.-juin.
 337. 1655, juill.-déc.
 338. 1656, janv.-mai.
 339. 1656, juin.-déc.
 340. 1657, janv.-mai.
 341. 1657, juin.-déc.
 342. 1658, janv.-mai.
 343. 1658, juin.-déc.
 344. 1659, janv.-mai. En partie détérioré par l'humidité.
 345. 1659, juin.-déc. En partie détérioré par l'humidité.
 346. 1660, janv.-mai.
 347. 1660, juin.-déc.
 348. 1661, janv.-mai.
 349. 1661, juin.-déc.
 350. 1662, janv.-mai.
 351. 1662, juin.-déc.
 352. 1663, janv.-mai.
 353. 1663, juin.-déc.
 354. 1663, 4 avril-1665, 1^{er} avril. Dix-neuf pièces; manque le n° VII. Succession Cherouvrier, conseiller et secrétaire du roi. Vente de la terre de la Pacauderie, à Panfou, paroisse de Machault.
 355. 1664.
 356. 1665, janv.-mai.
 357. 1665, juin.-nov.
 358. 1666.
 359. 1667, janv.-mai.
 360. 1667, juin.-déc.
 361. 1667, 20 avril-1676, 17 oct. Quatre-vingt-une déclarations pour le terrier du roi; manquent les n° 43-48, 50, 56-66, 71-76.
 362. 1668.
 363. 1669, janv.-juin.
 364. 1669, juill.-déc.
 365. 1670.
 366. 1671.
 367. 1672.
 368. 1673, janv.-juin.
 369. 1674, janv.-juin.
 370. 1674, juill.-déc.
 371. 1675.
 372. 1676.
 373. 1677.
 374. 1678.
 375. 1679, 10 janv.-25 mars. Numéros CIII^{re} v-II^{re} XXXVIII.
 376. Brevets grossoyés : A, C-E.
 377. Brevets grossoyés : F-H.
 378. Brevets grossoyés : J.
 379. Brevets grossoyés : L-N.
 380. Brevets grossoyés : O-P.
 381. Brevets grossoyés : R-Z.

XVIII. — BARBAR (François-Félix).

382. 1685, 5-11 sept. Minutes reçues par TABOUÉ pour Barbar, à qui il a vendu, le 31 août 1685, la pratique de Huart et autres en dépendant. Barbar fut reçu le 17 septembre.

La chemise porte des notes relatives à l'acquisition par Barbar de la pratique de Huart et

de la charge de Pierre Gaudion, vendue par sa veuve, et d'autres notes concernant divers événements politiques, 22 févr.-25 oct. On trouve, de même, des notes concernant les grands événements de l'époque sur presque toutes les chemises des années suivantes de la

pratique de ce notaire; l'objet de ces notes leur enlève tout intérêt d'originalité.

17 sept.-déc. — BARBAR.

- | | |
|-------------------------|-------------------------------|
| 383. 1686, janv.-juin. | 405. 1695, juill.-déc. |
| 384. 1686, juill.-déc. | 406. 1696, janv.-avril. |
| 385. 1687, janv.-avril. | **407-410. |
| 386. 1687, mai-août. | 407. 1696, mai-juill. |
| 387. 1687, sept.-déc. | 408. 1696, août-déc. |
| 388. 1688, janv.-avril. | 409. 1697, janv.-avril. |
| 389. 1688, mai-août. | 410. 1697, mai-août. |
| 390. 1688, sept.-déc. | **411-413. |
| 391. 1689, janv.-avril. | 411. 1697, sept.-déc. |
| 392. 1689, mai-juill. | 412. 1698, janv.-avril. |
| 393. 1689, août-déc. | 413. 1698, mai-août. |
| 394. 1690, janv.-juin. | **414-417. |
| 395. 1690, juill.-déc. | 414. 1698, sept.-déc. |
| 396. 1691, janv.-juin. | 415. 1699, janv.-avril. |
| 397. 1691, juill.-déc. | 416. 1699, mai-août. |
| 398. 1692, janv.-mai. | 417. 1699, sept.-déc. |
| 399. 1692, juin-déc. | 418. 1700, janv.-mars. |
| 400. 1693, janv.-juin. | 419. 1700, avril-juill. |
| 401. 1693, juill.-déc. | 420. 1700, août-déc. |
| **402-403. | 421. 1701, janv.-juin. |
| 402. 1694, janv.-juin. | 422. 1701, juill.-déc. |
| 403. 1694, juill.-déc. | 423. 1702, janv.-avril. |
| **404-406. | 424. 1702, mai-juill. |
| 404. 1695, janv.-juin. | **425-427. |
| | 425. 1702, août-déc. |
| | 426. 1703, janv.-mai. |
| | 427. Mémoire (voir plus bas). |

XIX. — DOVEN (Louis).

Reçu le 12 juin.

Au coin de la rue des Noyers, près Saint-Yves (1706); rue Saint-Jacques, au coin de la rue des Noyers (1724).

- | | |
|---|--|
| **427. 1703, 12 juin-déc. Fait partie de la layette précédente. | 441. 1707, août-sept. |
| 428. 1704, janv.-mai. | 442. 1707, oct.-déc. |
| 429. 1704, juin-août. | **443-445. |
| **430-433. | 443. 1708, janv.-avril. |
| 430. 1704, sept.-déc. | 444. 1708, mai-août. |
| 431. 1705, janv.-avril. | 445. 1708, sept.-déc. |
| 432. 1705, mai-juill. | 446. 1709, janv.-avril. |
| 433. 1705, août-oct. | **447-449. |
| **434-437. | 447. 1709, mai-août. |
| 434. 1705, nov.-déc. | 448. 1709, sept.-déc. |
| 435. 1706, janv.-avril. | 449. 1710, janv.-mars. |
| 436. 1706, mai-août. | 450. 1710, 20 mars (dépot), avril-mai. |
| 437. 1706, sept.-oct. | 451. 1710, juin-sept. |
| **438-441. | 452. 1710, oct.-déc. |
| 438. 1706, nov.-déc. | 453. 1711, janv.-avril. |
| 439. 1707, janv.-mars. | **454-456. |
| 440. 1707, avril-juill. | 454. 1711, mai-juin. |

455. 1711, juill.-août.
 456. 1711, sept.-nov.
 **457-459.
 457. 1711, déc.-1712, mars.
 458. 1712, avril-juin.
 459. 1712, juill.
 **460-462.
 460. 1712, août-oct.
 461. 1712, nov.-déc.
 462. 1713, janv.-févr.
 463. 1713, mars-mai.
 464. 1713, juin-août.
 **465-466.
 465. 1713, sept.-déc.
 466. 1714, janv.-avril.
 **467-469.
 467. 1714, mai-août.
 468. 1714, sept.-déc.
 469. 1715, janv.-févr.
 **470-472.
 470. 1715, mars-juin.
 471. 1715, juill.-sept.
 472. 1715, oct.-déc.
 **473-475.
 473. 1716, janv.-avril.
 474. 1716, mai-août.
 475. 1716, sept.-oct.
 **476-478.
 476. 1716, nov.-déc.
 477. 1717, janv.-avril.
 478. 1717, mai-juill.
 **479-481.
 479. 1717, août-oct.
 480. 1717, nov.-déc.
 481. 1718, janv.-févr.
 **482-484.
 482. 1718, mars-mai.
 483. 1718, juin-août.
 484. 1718, sept.
 **485-487.
 485. 1718, oct.-déc.
 486. 1719, janv.-mars.
 487. 1719, avril-mai.
 **488-490.
 488. 1719, juin-juill.
 489. 1719, août-sept.
 490. 1719, oct.-nov.
 **491-493.
 491. 1719, déc.
 492. 1720, janv.-févr.
 493. 1720, mars-avril.
 **494-496.
 494. 1720, mai-juin.
 495. 1720, juill.-août.
 496. 1720, sept.
 **497-499.
 497. 1720, oct.-déc.
 498. 1721, janv.-avril.
 499. 1721, mai-juill.
 **500-503.
 500. 1721, août-sept.
 501. 1721, oct.-déc.
 502. 1722, janv.-avril.
 503. 1722, mai-juin.
 **504-506.
 504. 1722, juill.-sept.
 505. 1722, oct.-déc.
 506. 1723, janv.-mai.
 **507-509.
 507. 1723, juin-sept.
 508. 1723, oct.-déc.
 509. 1724, janv.-avril.
 **510-512.
 510. 1724, mai-août.
 511. 1724, sept.-déc.
 512. 1725, janv.-févr.
 **513-515.
 513. 1725, mars-juin.
 514. 1725, juill.-sept.
 515. 1725, oct.-nov.
 **516-518.
 516. 1725, déc.-1726, mars.
 517. 1726, avril-juill.
 518. 1726, août-sept.
 **519-521.
 519. 1726, oct.-déc.
 520. 1727, janv.-avril.
 521. 1727, mai-juin.
 522. 1727, juill.-sept.
 523. 1727, oct.-déc.
 524. 1728, janv.-mars.
 **525-527.
 525. 1728, avril-juin.
 526. 1728, juill.-sept.
 527. 1728, oct.
 **528-530.
 528. 1728, nov.-déc.
 529. 1729, janv.-mars.
 530. 1729, avril-juin.
 531. 1729, juill.
 532. 1729, août-oct.
 533. 1729, nov.-déc.
 **534-536.
 534. 1730, janv.-mars.
 535. 1730, avril-juin.
 536. 1730, juill.-août.

- **537-539.
 537. 1730, sept.-oct.
 538. 1730, nov.-déc.
 539. 1731, janv.-avril.
- **540-543.
 540. 1731, mai-juin.
 541. 1731, juill.-août.
 542. 1731, sept.-oct.
 543. 1731, nov.-déc.
- **544-546.
 544. 1732, janv.-mars.
 545. 1732, avril-juin.
 546. 1732, juill.-août.
 547. 1732, sept.-déc.
 548. 1733, janv.-mars.
 549. 1733, avril-juin.
 550. 1733, juill.-sept.
 551. 1733, oct.-déc.
- **552-554.
 552. 1734, janv.-mars.
 553. 1734, avril-juill.
 554. 1734, août-nov.
- **555, 556 et 587.
 555. 1734, déc.-1735, mars.
 556. 1735, avril-25 juill.; 1717, 15 janv.-1735, 1^{re} juin. [Seize] « minutes non répertoriées, portées sur le répertoire supplémentaire et qui doivent être mises dans un carton particulier ».
 587. Mémoire (voir plus bas).
557. 1711, 1715, 1721, 1724 et 1734. Constitutions de rentes. Édits d'oct. 1710, déc. 1713, juin et août 1720, janv. 1724 et nov. 1733.
 558. 1713-1726. Constitutions de rentes.
 559. 1714, févr. et mars. Rentes sur les quatorze millions et sur les neuf et sept millions. Édit de déc. 1713.
 560. 1714, mars, juill. et août. Rentes sur les quatorze millions. Édit de déc. 1713.
 561. 1714, avril. Rentes. Édit de déc. 1713.
 562. 1714, mai. Rentes. Édit de déc. 1713.
 563. 1714, juin-juill. Rentes. Édit de déc. 1713.
564. 1714, juill. Rentes sur les quatorze millions. Édit de déc. 1713.
 565. 1714, sept.-déc. Rentes sur les quatorze millions. Édit de déc. 1713.
 566. 1715-1718. Rentes sur les quatorze millions et les quinze cent mille livres. Édit de déc. 1713.
 567. 1720, juill.-oct. Réductions de rentes.
 568. 1720, août-oct. et déc.; 1721, janv. et mai. Rentes. Édit de juin 1720.
 569. 1720, déc.-1725. Rentes viagères. Édit d'août 1720.
 570. 1721, févr.-avril. Constitutions de rentes. Édit de juin 1720.
 571. 1723, nov.-1724, nov. Rentes viagères sur les tailles. Édits de juill. 1723 et janv. 1724.
 572. 1724 et 1726, 28 juin. Rentes viagères sur les tailles. Édits de juill. 1723 et janv. 1724.
 573. 1734, juin-déc. Tontine. Édits de nov. 1733 et août 1734.
 574. 1734, juill. Tontine. Édit de nov. 1733.
 575. 1734-1736. Tontine. Édits de nov. 1733 et août 1734.
 576. 1713, déc.-1714, févr. Quitances au roi pour rachats de rentes.
 577. 1714, mars-1716. Quitances au roi.
 578. 1720, janv.-mars. Quitances au roi.
 579. 1720, avril-juin. Quitances au roi.
 580. 1716, mai-juin. Dépôts de billets. Édit de mai 1716.
 581. 1716-1718. Abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont. Quatre-vingt-neuf déclarations au terrier du terroir de Sainte-Geneviève, paroisse Saint-Étienne-du-Mont. Avec table alphabétique des déclarants.
 582. 1716-1718. Abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont. Déclara-

tions au terrier d'Épinay-sous-Sénart.
 583. 1716. Déclarations de propriétaires à Nanterre au profit de l'abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont, seigneur de Nanterre.
 584. 1716. Abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont. Déclarations au terrier de Nanterre.

585. 1716-1718. Abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont. Déclarations au terrier de Nanterre.
 *586. 1712, 24 nov.-1716, 30 sept. Abbaye de Sainte-Geneviève. Déclarations au terrier. 292 feuillets et un acte du 15 févr. 1714.

XX. — BELLANGER l'aîné (Jacques-Nicolas).

Rue Saint-Jacques, au coin de la rue des Noyers (1736).

**587. 1735, 27 juill.-31 août. Fait partie de la layette précédente (n^{os} 555, 556 et 587).
 **588-590.
 588. 1735, sept.-déc.
 589. 1736, janv.-mars.
 590. 1736, avril-juin.
 **591-593.
 591. 1736, juill.-sept.
 592. 1736, oct.-déc.
 593. 1737, janv.-févr.
 **594-596.
 594. 1737, mars.
 595. 1737, avril-juill.
 596. 1737, sept.-oct.
 **597-599.
 597. 1737, nov.-déc.
 598. 1738, janv.-mars.
 599. 1738, avril-juill.
 **600-602.
 600. 1738, août-oct.
 601. 1738, nov.-déc.
 602. 1739, janv.-mars.
 **603-606.
 603. 1739, avril-juin.
 604. 1739, juill.-sept.
 605. 1739, oct.-déc.
 606. 1740, janv.
 **607-609.
 607. 1740, févr.-avril.
 608. 1740, mai-juill.
 609. 1740, août-sept.
 **610-612.
 610. 1740, oct.-déc.
 611. 1741, janv.-mars.
 612. 1741, avril-juill.
 **613-616.
 613. 1741, août-oct.
 614. 1741, nov.-déc.

615. 1742, janv.-mars.
 616. 1742, avril.
 **617-619.
 617. 1742, mai-juin.
 618. 1742, juill.-sept.
 619. 1742, oct.-déc.
 **620-622.
 620. 1743, janv.-mars.
 621. 1743, avril-juin.
 622. 1743, juill.-août.
 **623-625.
 623. 1743, sept.-déc.
 624. 1744, janv.-mars.
 625. 1744, avril-juin.
 **626-629.
 626. 1744, juill.-sept.
 627. 1744, oct.-déc.
 628. 1745, janv.-févr.
 629. 1745, mars-avril.
 **630-632.
 630. 1745, mai-juill.
 631. 1745, août-oct.
 632. 1745, nov.-déc.
 633. 1735. Tontine. Édit d'août 1734.
 634. 1735, 1740-1742, 1744-1746. Rentes et tontine. Édits d'août 1734, août 1739, nov. 1740, oct. 1741, janv. et févr. 1743, nov. 1744 et févr. 1745.
 635. 1736. Tontine. Édit d'août 1734.
 636. 1739-1740. Rentes viagères. Édits de déc. 1737 et août 1739.
 637. 1741, 1742, 1745, 1746. Constitutions de rentes, loterie, compagnie des Indes. Édits de nov. 1740, oct. 1741, nov. 1744.

638. 1744. Tontine. Édits de janv. janv. 1743, nov. 1744 et févr. 1745.
et févr. 1743. 640. 1745, août. Tontine. Édits de
639. 1744-1745. Tontine. Édits de nov. 1744.

XXI. — BELLANGER le jeune (Angélique-François).

Au coin de la rue des Marmousets, près la Madeleine (1738); rue de la Feuillade, place des Victoires (1744); rue Saint-Jacques, au coin de la rue des Noyers (1747); rue Saint-Jacques, près la rue des Noyers (1766).

- **641-644. 676. 1748, janv.-mars.
641. 1737, janv.-juin. 677. 1748, avril-mai.
642. 1737, juill.-déc. **678-681.
643. 1738, janv.-mai. 678. 1748, juin-juill.
644. 1738, juin-août. 679. 1748, août-sept.
**645-648. 680. 1748, oct.-déc.
645. 1738, sept.-déc. 681. 1749, janv.
646. 1739, janv.-juin. **682-684.
647. 1739, juill.-déc. 682. 1749, févr.-mai.
648. 1740, janv.-juin. 683. 1749, juin-août.
**649-652. 684. 1749, sept.-déc.
649. 1740, juill.-déc. **685-687.
650. 1741, janv.-avril. 685. 1750, janv.-mars.
651. 1741, mai-août. 686. 1750, avril-juill.
652. 1741, sept.-déc. 687. 1750, août-nov.
**653-656. **688-690.
653. 1742, janv.-avril. 688. 1750, déc.-1751, févr.
654. 1742, mai-août. 689. 1751, mars-juin.
655. 1742, sept.-déc. 690. 1751, juill.-sept.
656. 1743, janv.-mars. 691. 1751, oct.-déc.
657. 1743, avril-août. 692. 1752, janv.-mars.
658. 1743, sept.-déc. **693-695.
659. 1744, janv.-avril. 693. 1752, avril-juin.
**660-663. 694. 1752, juill.-août.
660. 1744, mai-juill. 695. 1752, sept.-nov.
661. 1744, août-déc. **696-698.
662. 1745, janv.-avril. 696. 1752, déc.-1753, févr.
663. 1745, mai. 697. 1753, mars-juin.
**664-667. 698. 1753, juill.-sept.
664. 1745, juin-déc. **699-702.
665. 1746, 5 janv.-14 févr. 699. 1753, oct.-déc.
666. 1746, janv.-févr. 700. 1754, janv.-mars.
667. 1746, mars-avril. 701. 1754, avril-juin.
668. 1746, mai-août. 702. 1754, juill.-août.
669. 1746, sept.-oct. **703-705.
**670-673. 703. 1754, sept.-déc.
670. 1746, nov.-déc. 704. 1755, janv.-avril.
671. 1747, janv.-mars. 705. 1755, mai-juin.
672. 1747, avril-juin. **706-708.
673. 1747, juill. 706. 1755, juill.-août.
**674-677. 707. 1755, sept.-déc.
674. 1747, août-oct. 708. 1756, janv.-mars.
675. 1747, nov.-déc.

- **709-712.**
 709. 1756, avril-juin.
 710. 1756, juill.-sept.
 711. 1756, oct.-déc.
 712. 1757, janv.-févr.
****713-716.**
 713. 1757, mars-juin.
 714. 1757, juill.-sept.
 715. 1757, oct.-déc.
 716. 1758, janv.-févr.
****717-720.**
 717. 1758, mars-mai.
 718. 1758, juin-août.
 719. 1758, sept.-déc.
 720. 1759, janv.
****721-723.**
 721. 1759, févr.-avril.
 722. 1759, mai-juin.
 723. 1759, juill.-sept.
****724-726.**
 724. 1759, oct.-déc.
 725. 1760, janv.-avril.
 726. 1760, mai-juill.
****727-730.**
 727. 1760, août-oct.
 728. 1760, nov.-déc.
 729. 1761, janv.-mars.
 730. 1761, avril-mai.
****731-733.**
 731. 1761, juin-sept.
 732. 1761, oct.-déc.
 733. 1762, janv.-avril.
****734-736.**
 734. 1762, mai-juill.
 735. 1762, août-sept.
 736. 1762, oct.-déc.
****737-740.**
 737. 1763, janv.-mars.
 738. 1763, avril-juin.
 739. 1763, juill.-sept.
 740. 1763, oct.-nov.
****741-743.**
 741. 1763, déc.-1764, févr.
 742. 1764, mars-juin.
 743. 1764, juill.-sept.
****744-747.**
 744. 1764, oct.-déc.
 745. 1765, janv.-mars.
 746. 1765, avril-juin.
 747. 1765, juill.
****748-751.**
 748. 1765, août-oct.
 749. 1765, nov.-déc.
 750. 1766, janv.-avril.
 751. 1766, mai-juin.
****752-755.**
 752. 1766, juill.-sept.
 753. 1766, oct.-déc.
 754. 1767, janv.-mars.
 755. 1767, avril.
****756-758 bis et 785.**
 756. 1767, mai-juill.
 757. 1767, août-nov.
 758. 1767, déc.-1768, janv., 1-20.
 758 bis. 1742-1766. Minutes non portées au répertoire.
 785. Mémoire (voir plus bas).
 759. 1742, 1743, 1756, 1762, 1764-1767. Rentes. Édits d'oct. 1741, janv. 1743, nov. 1754, mai 1760, déc. 1764. 10^e tontine. Édit de déc. 1759.
 760. 1743-1744, 1747, 1750, 1761 et 1764. Rentes viagères ou tontine. Édits de janv. et févr. 1743. 10^e tontine (édit de déc. 1759); 2 sols pour livre du dixième (édit de déc. 1746); rentes sur les postes (édit de déc. 1746); Compagnie des Indes (édit de juin 1747); rentes viagères (édit de juill. 1747); États de Bretagne.
 761. 1745. Tontine. Édit de nov. 1744.
 762. 1745. Tontine. Édit de févr. 1745.
 763. 1746 et 1761. Tontine. Édits de févr. 1745 et déc. 1759.
 764. 1747-1749, 1751, 1752. Rentes viagères. Édits de juill. 1747 et mai 1751.
 765. 1751-1766. Constitutions et reconstitutions de rentes, tontines. Édits de mai 1751, avril 1758, déc. 1759, nov. 1761, déc. 1764.
 766. 1755-1758. Rentes viagères. Édits de nov. 1754, sept. 1755, nov. et déc. 1757.
 767. 1758. Rentes viagères. Édits de nov. et déc. 1757.
 768. 1758, 2 juin. Rentes viagères. Édits de nov. et déc. 1757.

769. 1759-1760. Rentes viagères sur une et deux têtes. Édit de nov. 1758.
 770. 1760. 10^e tontine. Édit de déc. 1759.
 771. 1761, mars, avril, sept., nov. Tontine. Édit de déc. 1759.
 772. 1761. 10^e tontine créée par édit de déc. 1759.
 773. 1761-1763. Rentes viagères (édit de nov. 1761); 10^e tontine (édit de déc. 1759).
 774. 1762. 10^e tontine. Édit de déc. 1759.
 775. 1765. Rentes remboursables au denier 20 et au-dessus du denier 20. Édit de déc. 1764.
 776. 1765-1766. Rentes. Édit de déc. 1764.
 777. 1765-1766. Rentes remboursables au-dessus du denier 20. Édit de déc. 1764.

778. 1765-1766. Rentes remboursables au denier 20 et au-dessus du denier 20. Édit de déc. 1764.
 779. 1765-1766. Rentes remboursables au denier 20 et au-dessus du denier 20. Édit de déc. 1764.
 780. 1765-1766. Rentes. Édit de déc. 1764, 6^e et 7^e liasses, numéros 73709 à 79336 et 79337 à 84190.
 781-782. 1765-1767. Rentes remboursables au denier 20 et au-dessus du denier 20. Édit de déc. 1764.
 783. 1765-1768. Rentes remboursables au denier 20. Édit de déc. 1764.
 784. 1766-1768. Rentes viagères. Édit de janv. 1766.

XXII. — LA FRENAYE (Jean-Pierre DE).

Rue Saint-Jacques, près la rue des Noyers (1769).

785. 1768, janv., 23-29 févr. Fait partie de la layette précédente (n^o 756-758 *bis* et 785).
 **786-788.
 786. 1768, mars-avril.
 787. 1768, mai-juin.
 788. 1768, juill.-août.
 **789-791.
 789. 1768, sept.-déc.
 790. 1769, janv.-févr.
 791. 1769, mars-avril.
 792. 1769, mai-juill.
 793. 1769, août-oct.
 794. 1769, nov.-déc.
 **795-797.
 795. 1770, janv.-févr.
 796. 1770, mars-mai.
 797. 1770, juin-août.
 **798-800.
 798. 1770, sept.-déc.
 799. 1771, janv.-mars.
 800. 1771, avril-juin.
 801. 1771, juill.-sept.
 802. 1771, oct.-nov.
 **803-805.
 803. 1771, déc.-1772, févr.
 804. 1772, mars-mai.

805. 1772, juin-août.
 **806-808.
 806. 1772, sept.-nov.
 807. 1772, déc.-1773, févr.
 808. 1773, mars-mai.
 **809-811.
 809. 1773, juin-juill.
 810. 1773, août-oct.
 811. 1773, nov.-1774, janv.
 **812-814.
 812. 1774, févr.-avril.
 813. 1774, mai-juill.
 814. 1774, août.
 **815-818.
 815. 1774, sept.-oct.
 816. 1774, nov.-déc.
 817. 1775, janv.-mars.
 818. 1775, avril-juin.
 **819-822.
 819. 1775, juill.-sept.
 820. 1775, oct.-déc.
 821. 1776, janv.-mars.
 822. 1776, avril-mai.
 **823-825.
 823. 1776, juin-août.
 824. 1776, sept.-déc.
 825. 1777, janv.-avril.

**826-828 et 834.

826. 1777, mai-juin.

827. 1777, juill.-août.

828. 1777, sept.-nov., 1-21¹.

834. Mémoire (voir plus bas).

829. 1768. Constitutions de rentes.

Édit de nov. 1767.

830. 1769. Constitutions de rentes.

Édit de nov. 1767.

831. 1769-1775. Rentes viagères (édit de déc. 1768); effets au porteur, arrêt du Conseil du 20 janv. 1770; rentes viagères,

lettres patentes du 12 juin 1771; divers.

832. 1770, juin-nov. Effets au porteur convertis en contrats, en exécution de l'arrêt du Conseil du 20 janv. 1770.

833. 1770-1771. Rentes viagères. Édits de déc. 1768 et févr. 1770. 1771-1772, 1775-1776. Rentes viagères. Édits de nov. 1767 et févr. 1770; lettres patentes du 12 juin 1771.

XXIII. — Goupy (Martin-Jean-Baptiste).

Rue Saint-Jacques, près la rue des Noyers (1778).

834. 1777, nov., 22-30. Fait partie de la layette précédente.

**835-837.

835. 1777, déc.-1778, févr.

836. 1778, mars-avril.

837. 1778, mai-juin.

**838-841.

838. 1778, juill.-sept.

839. 1778, oct.-déc.

840. 1779, janv.-mars.

841. 1779, avril.

**842-844.

842. 1779, mai-juin.

843. 1779, juill.-août.

844. 1779, sept.-nov.

**845-847.

845. 1779, déc.

846. 1780, janv.-févr.

847. 1780, mars-avril.

848. 1780, mai-juin, 1-24². Fait partie de la layette suivante.

849. Prieuré de Notre-Dame-des-Champs uni au grand séminaire d'Orléans.

Terrier d'Aubervilliers, déclarations. 1779, 24 juill.-12 nov., n^o 1-48.

Terrier des faubourgs Saint-Jacques et Saint-Michel et de la Cité, déclarations. 1778, 23 janv.-26 sept., n^o 2-100.

Prieuré de Notre-Dame-des-Champs uni au grand séminaire d'Orléans. Terrier de Juvisy, déclarations. 1779, 4-7 mars, n^o 1-63.

XXIV. — ÉTIENNE (Jean-Claude).

Rue Saint-Jacques, près celle des Noyers (1781); rue Saint-Jacques, près celle des Mathurins (1783); rue Saint-Jacques, vis-à-vis celle des Mathurins (1789).

**848 et 850-852.

848. Mémoire (voir plus haut).

850. 1780, 27 juin-sept.

851. 1780, oct.-déc.

852. 1781, janv.-févr.

**853-856.

853. 1781, mars-mai.

854. 1781, juin-août.

855. 1781, sept.-déc.

856. 1782, janv.-mars.

**857-860.

857. 1782, avril-juin.

858. 1782, juill.-sept.

859. 1782, oct.-déc.

1. Les minutes du 14 au 21 novembre sont signées : BELINE.

2. Les minutes du 21 au 24 juin sont signées : BELINE.

860. 1783, janv.
 **861-863.
 861. 1783, févr.-avril.
 862. 1783, mai-août.
 863. 1783, sept.-déc.
 **864-866.
 864. 1784, janv.-avril.
 865. 1784, mai-juill.
 866. 1784, août-déc.
 **867-870.
 867. 1785, janv.-mars.
 868. 1785, avril-juill.
 869. 1785, août-oct.
 870. 1785, nov.-déc.
 **871-873.
 871. 1786, janv.-févr.
 872. 1786, mars-avril.
 873. 1786, juin-août. Mai man-
 * que.
 **874-876.
 874. 1786, sept.-déc.
 875. 1787, janv.-avril.
 876. 1787, mai-août.
 **877-880.
 877. 1787, sept.-déc.
 878. 1788, janv.-mars.
 879. 1788, avril-juill.
 880. 1788, août-oct.
 **881-884.
 881. 1788, nov.-déc.
 882. 1789, janv.-avril.
 883. 1789, mai-juill.
 884. 1789, août-déc.
 **885-888.
 885. 1790, janv.-mai.
 886. 1790, juin-sept.
 887. 1790, oct.-déc.
 888. 1791, janv.-avril.
 **889-892.
 889. 1791, mai-juill.
 890. 1791, août-oct.
 891. 1791, nov.-déc.
 892. 1792, janv.
 **893-895.
 893. 1792, févr.-avril.
 894. 1792, mai-juin.
 895. 1792, juill.-août.
 **896-898.
 896. 1792, sept.-nov.
 897. 1792, déc.-1793, févr.
 898. 1793, mars-avril.
 **899-901 et 909.
 899. 1793, mai-juill.
 900. 1793, août-an II, vend.
 901. An II, brum.-13 niv.
 909. Mémoire (voir plus bas).
 902. 1780 et 1793. Rentes viagères.
 Édit de nov. 1779. Rentes sur
 les revenus du roi reconstituées
 en exécution de la déclaration
 du 23 févr. 1786.
 903. 1781, 1789-1790. Reconstitu-
 tions sur titres nouveaux, États
 de Bretagne, États de Langue-
 doc, rentes viagères, emprunt
 pour la construction de l'église
 Sainte-Geneviève (lettres pa-
 tentées du 6 juin 1784), rentes
 viagères (édits de févr. et mars
 1781).
 904. 1782. Rentes viagères. Édits de
 mars 1781 et janv. 1782; divers.
 905. 1783. Rentes viagères. Édit de
 janv. 1782.
 906. 1784. Rentes viagères et re-
 stitutions sur titres nouveaux.
 Édit de déc. 1783, etc.
 907. 1785-1787. Constitutions de
 rentes. Divers édits, etc.
 908. 1792. Rentes sur les revenus
 du roi reconstituées en exécu-
 tion de la déclaration du 23 févr.
 1786. Rentes viagères à huit et
 neuf pour cent.

XXV. — DUBOS (Pierre-Antoine-Romain).

Rue Saint-Jacques, vis-à-vis celle des Mathurins (an III); n° 29 ou 34,
 division du Panthéon français (répertoire n° 21); n° 55 (1806).

909. An II, fruct. et compl.
 Fait partie de la layette
 précédente.
 **910-912.
 910. An III, vend.-niv.
 911. An III, pluv.-germ.
 912. An III, flor.-prair.
 913. An III, mess.-compl.
 914. An IV, vend.-frim.

- **915-918.
 915. An IV, niv.-germ.
 916. An IV, flor.-compl.
 917. An V, vend.-pluv.
 918. An V, vent.-flor.
- **919-922.
 919. An V, prair.-compl.
 920. An VI, vend.-vent.
 921. An VI, germ.-compl.
 922. An VII, vend.-pluv.
 923. An VII, vent.-prair.
 924. An VII, mess.-an VIII, frim.
- **925-928.
 925. An VIII, niv.-flor.
 926. An VIII, prair.-compl.
 927. An IX, vend.-vent.
 928. An IX, germ.-mess.
- **929-932.
 929. An IX, therm.-an X, frim.
 930. An X, niv.-germ.
 931. An X, flor.-compl.
 932. An XI, vend.-brum.
- **933-936.
 933. An XI, frim.-germ.
 934. An XI, flor.-compl.
 935. An XII, vend.-frim.
936. An XII, niv.-germ.
- **937-940.
 937. An XII, flor.-compl.
 938. An XIII, vend.-vent.
 939. An XIII, germ.-compl.
 940. An XIV, vend.-1806, janv.
- **941-944.
 941. 1806, févr.-juin.
 942. 1806, juill.-déc.
 943. 1807, janv.-mai.
 944. 1807, juin-déc.
- **945-948.
 945. 1808, janv.-juin.
 946. 1808, juill.-sept.
 947. 1808, oct.-déc.
 948. 1809, janv.
- **949-952.
 949. 1809, févr.-mai.
 950. 1809, juin-sept.
 951. 1809, oct.-déc.
 952. 1810, janv.-févr.
- **953-956.
 953. 1810, mars-mai.
 954. 1810, juin-oct.
 955. 1810, nov.-1811, avril.
 956. Mémoire (voir plus bas).

XXVI. — ESTIENNE (François-Marie).

Rue Saint-Jacques, n° 55 (1812).

956. 1811, mai. Fait partie de
 la layette précédente.
957. 1811, juin-août.
 958. 1811, sept.-déc.
 959. 1812, janv.-mars.
 960. 1812, avril-mai.
- **961-963.
 961. 1812, juin-août.
 962. 1812, sept.-déc.
 963. 1813, janv.-mars.
- **964-966.
 964. 1813, avril-juin.
 965. 1813, juill.-août.
 966. 1813, sept.-déc.
- **967-969.
 967. 1814, janv.-avril.
 968. 1814, mai-juill.
 969. 1814, août-sept.
- **970-972.
 970. 1814, oct.-déc.
971. 1815, janv.-mars.
 972. 1815, avril-mai.
- **973-975.
 973. 1815, juin-sept.
 974. 1815, oct.-déc.
 975. 1816, janv.-févr.
- **976-977.
 976. 1816, mars-mai.
 977. 1816, juin-août.
- **978-980.
 978. 1816, sept.-oct.
 979. 1816, nov.-déc.
 980. 1817, janv.-mars.
- **981-983.
 981. 1817, avril-juin.
 982. 1817, juill.-août.
 983. 1817, sept.-oct.
984. 1817, nov.-déc.

La suite des minutes d'Estienne, de 1818 au 21 mai 1825, forme le début des archives modernes de l'étude laissées en dehors de nos opérations.

RÉPERTOIRES.

(1539-1821.)

1. 1539, 20 sept.-1624. « Répertoire des minutes des contracts et actes receus tant par M^{rs} François et Michel Crozon que par M^{rs} François RAFFIN et Jacques FARDEAU, notaires gardenottes du Roy au Chastelet de Paris, depuis le vingtiesme septembre mil cinq cens trente neuf jusques en 1622. »

Il y a un répertoire alphabétique par année; il n'y en a qu'un, autrement dit il n'y a qu'une seule série alphabétique pour toute l'année, même si l'année comporte deux ou trois registres; ainsi ces répertoires constituent un état numérique des registres des notaires susmentionnés.

Quant à ce répertoire alphabétique, il présente, sous chaque lettre de l'alphabet, les noms de la première des parties intervenantes, non dans un ordre alphabétique rigoureux, mais dans l'ordre numérique des feuillets auxquels il renvoie; en outre, les noms des parties intervenant en second rang ne figurent pas au répertoire. Exemple :

« Mil V^e quarente six, contenant troys volumes.

A

« Asselin et sa femme : vente à Jehan Barillet. Folio v^e XLII.

« Ausdat, prestre : bail à Jehan Fuzellier. Folio cxxx.

« Anthonys, vefve, ès noms : tiltre nouvel à M^e Simon de Moussy. Folio cxxxviii.

« Augouliau : prise de bail de messieurs les Chartreux. Folio cXLII. »

Les années 1543, 1547, 1548, 1549 et 1551 à 1559 forment chacune deux registres. Les années 1541, 1542, 1545, 1546 et 1550 en forment chacune trois. L'année 1544 en forme quatre.

Les autres années ne comportent qu'un registre.

Les années 1560 à 1562 sont contenues dans le même registre. Chacune de ces trois années a son répertoire distinct; le répertoire de l'année 1560 est même double; l'un concerne la pratique de François Crozon, l'autre celle de Michel Crozon.

Avec l'année 1568 commence la pratique de François Raffin.

Le registre de 1580 comprend la fin de la pratique de Raffin et le début, en décembre, de celle de Jacques Fardeau.

Les années 1589 et 1590, réunies dans le même registre, ont chacune leur répertoire distinct.

Les années 1591 à 1593 ne forment également qu'un registre, avec trois répertoires.

En tête du répertoire de l'année 1607, mention de l'arrêt du Parlement, du 22 mai de cette année, prohibant l'insertion dans les actes de la formule « le droict de benefice de Velleian » et prescrivant celle-ci : « Chacun d'eulx seulz et pour le tout, sans division ne discussion, renonçant aux droictz de la division et fidejussion, ordre de droict et de discussion. »

L'année 1614 ne figure ici que pour le second semestre, le premier ayant été remis au notaire Pierre Manchon.

On lit à l'avant-dernier feuillet écrit : « Nota que ce qu'il y a de minutes de la pratique dudit Fardeau pendant les années 1622, 1623 et 1624, qui est la dernière où il a finy son exercice, et qui sont cy dessous répertoriées, [au nombre de 23], sont attachées à la fin de lad. année 1621, où il fault avoir recours. »

Enfin, au début du registre, on trouve un « Répertoire des inventaires receuz par M^e Jacques Fardeau... depuis sa réception, qui fut au mois de novembre mil cinq cens quatre vingtz ». 1581-1613. Les inventaires des années suivantes sont reliés avec les actes. Suit la liste des sept inventaires du premier semestre de 1621.

2-4. BERNARD.

2. 1582, 7 févr.-1584, 22 août. Répertoire chronologique, inachevé, s'arrêtant au 22 août 1584.

3. 1586, 2 janv.-29 déc. Répertoire chronologique. « Faict par moy soubzsigné, Musnyer. »

4. 1598. Cahier, 8 feuillets.

5-6. FRANÇOIS (Jean).

5. 1593-1594. Cahier, 12 feuillets.

1593; incomplet du commencement, 16 janv.-déc.

1594; lacune de juill. à sept., oct. inachevé.

1594; n^{os} 1-545.

6. 1607-1610.

1607. Répertoire chronologique et répertoire méthodico-alphabétique sous les rubriques : Ratifications-Ventes. De janv. à mai, en marge du répertoire chronologique, les actes de chaque mois sont classés dans un ordre méthodico-alphabétique.

1609. Répertoire chronologique.

1610, janv.-14 févr. Répertoire chronologique.

7. MANCHON (Pierre).

1614-1629, « demie année et dernière », comprenant 54 numéros. Chaque feuillet du répertoire est signé : « Anne Desbois. »

8. HUART (Pierre).

1629, oct.-1679, mars.

« Répertoire des minutes... receues par moy et mes confrères depuis le vingt quatre octobre MVI^e vingt neuf... Et est à noter que les minutes de l'année 1630 sont ès mains de M^e Charles Quarré, notaire résignataire de feu M^e Louis Poictevin. ., qui estoit associé avec moy..., à la réserve de quelques unes que j'ay receues avec autres notaires, qui ce trouveront enfin de celles que j'ay de lad. année mil six cens vingt neuf. Et se trouveront aussy à la fin du présent répertoire les déclarations pour le papier terrier du Roy, avec les brevets d'obligations, suivant l'ordre de l'alphabet et la direction du sieur Cherouvrier, secrétaire du Roy » (1667-3 mars 1679).

9. BARBAR (François-Félix).

1685, sept.-1703, mai.

« Y compris les sept premières minutes... faites depuis le trente un d'aoust... que j'ay traité dudit office avecq la veuve de M^e Pierre Gaudion, notaire, mon prédécesseur, lesquelles... ont esté receues pour moy par M^e Nicolas Taboué... »

10-12. DOYEN (Louis).

10. 1703, 6 juin-1723.

11. Fol. 1-404. Répertoire des minutes ordinaires. 1724-1735, 25 juill.

Fol. 1-34. Répertoire particulier des déclarations passées au terrier de l'abbaye de Sainte-Geneviève et reçues par Doyen. 1715, mai-1719, 25 juin.

Fol. 1-29. Répertoire particulier de quittances à la décharge du roi et de procurations en exécution de l'édit de déc. 1713. 1713, déc.-1716, 30 mars.

Fol. 1-23. Contrats de constitutions de rentes perpétuelles au denier 25 sur l'Hôtel-de-Ville, édit de déc. 1713. 1714-1718, 24 mars.

Fol. 1-5. Actes de réductions de rentes au denier 40 sur l'Hôtel-de-Ville, arrêt du Conseil du 4 juill. 1720. 1720, 18 juill.-1721. 10 mai.

Fol. 1-42. Rentes perpétuelles au denier 40 sur l'Hôtel-de-Ville, rentes viagères au denier 25 : édits de juin et août 1720, nov. 1722, juill. 1723, janv. 1724, nov. 1733 et août 1734. 1720, 23 août-1735, 9 juill.

12. Répertoire particulier de déclarations passées au terrier de l'abbaye de Sainte-Geneviève et reçues par Doyen, notaire (n^o 586).

Ce répertoire range les déclarants d'après la lettre initiale de leur prénom et à l'intérieur de chaque lettre (A-T) dans l'ordre d'enregistrement des déclarations.

13. BELLANGER (Jacques-Nicolas).

1735, 27 juill.-1745.

14-15. BELLANGER (Angélique-François), successeur de Drouin l'ainé.

14. 1737-1746, 14 févr. Rentes et tontines. Juin 1745-févr. 1746. 121 feuillets.

15. 1746, 8 janv.-1768, 20 janv.

16. DOYEN, BELLANGER l'ainé et BELLANGER le jeune.

Répertoire d'actes ne figurant pas à leurs répertoires respectifs.

Doyen : 1717-1735.

Bellanger l'ainé : 1735-1745.

Bellanger le jeune : 1742-1766.

17. LA FRENAYE (Jean-Pierre de).

1768, janv.-1777, 21 nov. 687 pages.

« Le présent répertoire... a été cotté, paraphé et battonné les blancs et interligne par nous, commissaire nommé par le Département de Paris, en vertu de la loi du 14 mars dernier.

« Fait au Département, le 23 juillet 1793, l'an 2^e de la République française, une et indivisible.

« BARMONT. »

« Vérifié le présent par nous, commissaires nommés à cet effet par l'arrêté du Directoire du deux juillet dernier, en observant qu'après le folio (corr. page) 125 suit le folio (corr. page) 127, que le folio (corr.

page) 197 est *bis*, qu'après le folio (*corr.* page) 236 suit le folio (*corr.* page) 239.

« Fait au Département le 12 aoust 1793, l'an 2 de la République française, une et indivisible.

« DALIGONDE. FOUCQUET. »

18. GOUPEY (Martin-Jean-Baptiste).

Page 1. 1777, 22 nov.-1780, 24 juin.

19-21. ÉTIENNE (Jean-Claude).

19. Page 293. 1780, 27 juin-1787.

Coté, paraphé et bâtonné le 23 juill. 1793 par Barmont. Vérifié le 12 août 1793 par Daligonde et Foucquet.

1,167 pages.

20. 1788, janv.-1791, 31 janv. 292 feuillets.

Coté, paraphé et bâtonné par Vaucheret, commissaire nommé par le Département, en exécution de la loi du 14 mars 1793, le 9 août 1793, an II de la République. Vérifié le 12 août par les commissaires nommés par l'arrêté du Directoire du 2 juill. 1793.

21. 1791, 1^{er} févr.-an II, 13 niv.

22-27. DUBOS (Pierre-Antoine-Romain).

22. An II, 9 fruct.-an VII, frim.

23. An VII, niv.-an XI, 8 mess.

24. An XI, 10 mess.-1811, avril. « Brouillon » pour 1811, mai-1812, 6 oct.

25-26. Actes en brevet.

25. An II, 6 fruct.-an V, 6 fruct.

26. An III, 1^{er} germ.-an VII.

27. Journal des actes. An III, 1^{er} germ.-an X, 21 niv.

28-30. ESTIENNE (François-Marie).

28. 1811, 2 mai-1813, 9 déc.

29. 1813, 11 déc.-1816, 20 juill.

30. 1816, 20 juill.-1821, 25 juill.

Le répertoire n° 31 contient la fin des minutes d'Estienne.

III.

CHRONIQUE DES ARCHIVES

(1921-1922).

ARCHIVES NATIONALES.

Rapport de M. Ch.-V. Langlois, directeur des Archives (1921-1922). — Les travaux de classement et d'inventaires ont porté comme précédemment sur les archives de la Maison du roi, les actes du Parlement de Paris sous le règne de Philippe VI, les documents

des Messageries, les hommages et aveux de la série P, les insinuations du Châtelet, les registres d'arrêt du Conseil privé, la partie des fonds de l'archevêché, de l'église cathédrale, des abbayes de Saint-Magloire et de Saint-Maur-des-Fossés comprise dans la série L.

La continuation de l'Inventaire des titres de propriété des corporations religieuses (série S) a atteint les fonds des Célestins de Marcoussis et des Chartreux.

On nous permettra à cette occasion, et pour donner aux lecteurs du *Bulletin* un aperçu de l'intérêt considérable que présentent pour les historiens de Paris et de l'Ile-de-France les documents compris dans la série S des Archives nationales, de donner ici un extrait du rapport, non publié, que nous avons présenté à la Commission supérieure des Archives en 1922 à l'occasion de la mise en service du 5^e volume de l'Inventaire de cette série.

Extrait d'un rapport de M. Vidier sur le tome 5 de la série S. — L'inventaire manuscrit dont l'examen m'a été confié est le cinquième volume de la série S; il est l'œuvre de M. P. de Vaissière.

Cette série est réservée aux titres du Temporel des établissements ecclésiastiques : archevêchés, évêchés, chapitres, églises, abbayes et couvents. D'autres documents concernant ces mêmes établissements sont répartis entre les séries J, Trésor des chartes; K, monuments historiques; L et LL, monuments religieux; Z, juridictions, par l'effet des démembrements que les fonds conservés aux Archives nationales ont subis jadis.

La série S est divisée en dix sections.

Les trois premières sections sont :

1. Archevêché de Paris, chapitre cathédral et chapitres divers, confréries, abbayes et prieurés du département de la Seine.

2. Évêchés, abbayes et corporations religieuses dans les divers départements.

3. Paroisses du département de la Seine. Ces trois sections correspondent aux articles S. 1 à 3631; elles ont fait l'objet d'inventaires manuscrits, quatre volumes en six tomes, rédigés par MM. Lelong, Caron et Mirot. Le dernier en date remonte à 1907. Parmi les fonds inventoriés, certains sont considérables, évêché, puis archevêché de Paris, chapitre Notre-Dame, Saint-Martin-des-Champs, Sainte-Geneviève, Saint-Victor, Saint-Denis, Saint-Germain-des-Prés.

Le volume 5, art. S. 3632-3871, concerne la première partie de la 4^e section de la série S, corporations religieuses d'hommes, section qui s'étend jusqu'au n^o 4356. Un second tome sera donc nécessaire pour épuiser la matière afférente à cette catégorie d'établissements. Ce tome second comprendra entre autres fonds importants : Célestins de Marcoussis, Chartreux, l'euillants, Saint-Honoré et prieuré uni de Notre-Dame-du-Val, Mathurins ou Trinitaires.

Les sections 5 à 10 comprennent les corporations religieuses de femmes, les ordres de Saint-Lazare et de Malte, les hospices et congrégations hospitalières, l'Université de Paris et les collèges, les congrégations pour les missions et l'enseignement, les séminaires et écoles, les déclarations ecclésiastiques, soit les art. S. 4357 à 7560. Quelques-uns des fonds correspondant à cette seconde partie de la série S ont d'ores et déjà fait l'objet d'inventaires particuliers récents qui sont à la disposition du public, tels sont les fonds de Saint-Lazare et de Malte, inventoriés par M. de Vaissière.

Le volume nouvellement rédigé étant ainsi remplacé dans l'ensemble de la série S, j'énumérerai et caractériserai sommairement les divers fonds qui y sont inventoriés. Quelques fonds d'importance secondaire méritent à peine plus qu'une mention.

Les *Petits-Augustins*, 4 cartons, concernant le domaine constitué avec les biens de la fondatrice, la reine Marguerite, première femme de Henri IV.

Les *Augustins de la place des Victoires* ou *Petits-Pères*, 2 cartons, intéressant le quartier Vivienne et contenant des pièces relatives à des locaux loués pour le dépôt des cartes et plans de la Marine et pour les archives de la Compagnie des Indes.

Les *Bénédictins anglais*, 2 cartons, où se trouvent non seulement les pièces utilisées par le regretté Georges Daumet dans son histoire des établissements religieux anglais, écossais et irlandais, fondés à Paris avant la Révolution, mais aussi des documents relatifs à une quinzaine de prieurés répartis un peu partout en France.

Les *Capucins*, capucins Saint-Honoré, capucins de la Chaussée-d'Antin et capucins du Marais, 2 cartons, contenant des titres relatifs à des immeubles sis rue Vieille-du-Temple et rue des Quatre-Fils, ainsi que le testament de Menou, sieur d'Aunay, gouverneur de l'Acadie, fait à Port-Royal en 1649.

Les *Carmes déchaussés* de la rue de Vaugirard, 6 cartons, concernant des immeubles rue Cassette, rue du Regard et rue de Vaugirard, et une ferme à Brie-Comte-Robert.

Les *Carmes de la place Maubert*, 5 cartons, fonds dont la pauvreté ne laisse pas que d'étonner, eu égard à l'ancienneté du couvent. Celui-ci fut établi d'abord par saint Louis, sous le nom de *Barrés*, sur l'emplacement occupé plus tard par les Célestins, et une porte de l'enceinte a longtemps porté le nom de porte des *Barrés*; il fut ensuite transféré, par Philippe le Bel, place Maubert. Quelques titres de propriété concernent la région de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Les *Carmes déchaussés* de Carrières-sous-Charenton, dont les 4 cartons renferment des documents antérieurs à la fondation du couvent en 1617; peut-être l'historien de Conflans trouverait-il

encore à y glaner pour ce qui touche l'ancien Séjour du roi depuis le milieu du xvi^e siècle.

J'ai hâte d'arriver à des fonds plus importants ou plus intéressants : ceux des Grands-Augustins, des Barnabites, des Bernardins, des Blancs-Manteaux, des Carmes-Billettes et des Célestins.

Grands-Augustins, S. 3632-3640. — Les documents concernent des maisons de la rue Dauphine, de la rue de Nevers, au coin du Pont-Neuf, et de la rue et du quai des Grands-Augustins, le cimetière Saint-Jean près la porte Baudoyer; parmi les personnages qui apparaissent se trouvent, bien entendu, de nombreux libraires et relieurs.

Les biens ruraux sont situés à Suresnes et à Nanterre.

Quelques pièces ou groupes de pièces offrent par eux-mêmes un intérêt exceptionnel, tels l'acte de donation en 1305, par un certain Cenni de Florence, de biens situés à Saint-Cloud; les actes des donations faites en 1310 et en 1316 par Gilles de Rome, archevêque de Bourges, d'une maison sise à San Martino di Campiano au diocèse de Soana, ainsi que des manuscrits de sa bibliothèque; des documents relatifs à Philippe de Commines et à sa femme Hélène de Chambes, et enfin des contrats passés par les Grands-Augustins avec diverses compagnies, communautés et particuliers pour loger leurs archives dans le couvent. Ce sont là des pièces qui intéressent directement l'histoire des origines des Archives nationales.

Un fonds d'archives ne renferme pas seulement des titres intéressant directement l'établissement qui nous les a légués, il contient aussi parfois des documents imprévus : pièces concernant des immeubles mitoyens, titres antérieurs remis aux acquéreurs ou passés aux bénéficiaires de dons et legs.

La mitoyenneté explique la présence dans le fonds des Grands-Augustins de chartes des abbés de Saint-Denis des xiii^e et xiv^e siècles concernant l'hôtel de l'abbaye de Saint-Denis; à une mitoyenneté encore nous devons de trouver dans le même fonds des pièces du xiv^e siècle relatives à l'hôtel de Nesle, particulièrement au temps où celui-ci appartenait au duc de Berry; elles intéressent par suite les plus lointaines origines du palais Mazarin.

Avec le fonds des *Barnabites*, S. 3647-3655, nous sommes en plein cœur de la Cité; les titres concernent des maisons de la rue de la Vieille-Draperie, de la rue de la Savaterie ou de Saint-Éloi, de la rue de la Barillerie, de la rue de la Calande. L'une de ces maisons, la Croix-Blanche, rue Saint-Éloi, était le siège du collège des avocats au Parlement. En 1787, les Barnabites vendent au roi leurs maisons de la Vieille-Draperie et de Saint-Éloi en vue d'une opération de voirie, l'ouverture d'une rue en face la cour du Mai.

L'institution des Barnabites ne remonte pas au delà de l'année

1631, époque où ils furent installés par l'archevêque de Paris dans l'ancien prieuré de Saint-Éloi. Les biens de ce prieuré étaient alors, et depuis longtemps, annexés à la mense épiscopale, ils passèrent aux Barnabites, et ceux-ci recueillirent ainsi dans leurs archives des titres de propriété remontant au milieu du x^ve siècle. Ces titres, de même que ceux du x^{vi}e, du x^{vii}e et du x^{viii}e siècle, intéressent une foule de familles parisiennes, entre autres les Secousse et les Quetif, des libraires, des papetiers, des horlogers, etc.

Dans le fonds des Barnabites encore se trouvent des documents relatifs à l'institution de divers collèges à Montargis, à Dax, à Guéret. Le collège de Guéret fut fondé en 1699 à l'aide des biens provenant de la succession d'Antoine Varillas, historiographe de France.

Le fonds des *Bernardins*, S. 3658-3674, offre des pièces depuis le milieu du xiii^e siècle jusqu'au xvi^e; elles concernent des terrains et maisons au Chardonnet, rue des Bernardins, quai de la Tournelle, rue de Bièvre.

Le principal intérêt de ces documents réside, d'une part, dans le voisinage et la mitoyenneté des logis abbatiaux de Cîteaux, de Clairvaux, de Pontigny, de Chaalis, de Froidmont et, d'autre part, dans le morcellement, du x^ve au xvi^e siècle, du vaste jardin des Bernardins. Les servitudes de vues qu'avaient sur ce jardin les propriétaires des immeubles du quai de la Tournelle donnèrent lieu à des interventions de ces propriétaires chaque fois que les religieux eurent quelque velléité de bâtir dans leur enclos.

Les biens ruraux consistaient essentiellement dans la seigneurie du Pecq, dont les titres remontent au xiv^e siècle.

Le fonds dit des *Blancs-Manteaux* comprend une trentaine d'articles, S. 3675 à 3704.

Il faut d'abord s'entendre sur les religieux désignés sous le nom de Blancs-Manteaux; il y a eu deux couvents et trois ordres successifs.

Les premiers, Hermites de Saint-Augustin, appelés Serfs de la Vierge Marie, s'établirent au milieu du xiii^e siècle sur la censive du Temple, en la paroisse Saint-Jean-en-Grève; ils portaient des manteaux blancs et, bien que supprimés en 1273 après une existence éphémère de vingt-cinq ans, leur surnom de Blancs-Manteaux s'est perpétué à travers les siècles et s'est conservé jusqu'à nous.

Les seconds, les Guillemites, s'étaient installés à Montrouge, dans le second quart du xiii^e siècle; ils passèrent en 1297 à la place qu'occupaient les Servites de la Vierge ou Blancs-Manteaux, dont ils prirent le nom.

Nous trouvons dans le fonds des Blancs-Manteaux des documents du xiii^e siècle concernant chacun des deux ordres dont nous venons

de parler, et aussi des documents venus entre les mains des Guillemites ou Blancs-Manteaux n° 2 par transmission des titres lors d'acquisition de biens.

Les propriétés urbaines consistent en maisons rue de la Vieille-Parcheminerie ou des Blancs-Manteaux, rue du Temple, rue Vieille-du-Temple, rue de Paradis, rue Cour-au-Vilain, soit tout le voisinage du Palais des Archives. Entre les très nombreux documents concernant ce domaine urbain, je me bornerai à vous signaler ceux relatifs à l'opération qu'en langage moderne nous appelons le déclassement des fortifications. Au xiv^e siècle, Paris étouffait dans l'enceinte élevée par Philippe-Auguste sur la rive droite, et les chartes des Blancs-Manteaux décèlent le craquement des murs. Le couvent est en deçà, il a construit au delà, d'où nécessité de passages, l'étroitesse des lieux entraîne l'ouverture de portes (lettres de Philippe VI, 1334), et, finalement, utilisation des vieilles murailles pour agrandissement et nouvelles constructions (lettres de Charles VI, 1404). Ce fait n'était, du reste, pas nouveau; Charles V avait déjà accordé à Jean Perdrier, maître de sa chambre aux deniers, une tour de l'ancienne muraille pour élargir son hôtel de la porte Barbette. J'ai quelque lieu de croire que la mise en valeur des chartes des Blancs-Manteaux conservées dans la série S améliorerait le travail jadis consacré par Charles Sellier au quartier Barbette, travail écrit presque exclusivement d'après les titres du Temple.

Les biens ruraux des Blancs-Manteaux étaient nombreux. Les uns formaient le domaine constitué pièce à pièce à Montrouge par les frères de Saint-Guillaume au xiii^e et au xiv^e siècle, et les documents en sont fort intéressants; ce domaine se prolongeait du côté de Gentilly, Bagneux et Antony, et de là vers le sud, le sud-est et le sud-ouest, vers Athis, Longjumeau, Ballainvilliers, Saint-Michel-sur-Orge, Villeneuve-le-Roi, Vitry-Châtillon; — les autres avaient pour origine un domaine constitué par les Blancs-Manteaux dans la banlieue nord, à Gonesse. Ce domaine se trouva considérablement accru au début du xvi^e siècle par le legs que fit en 1521 Antoine Robert, greffier criminel au Parlement, de son domaine du Plessis-Gassot, qui comprenait divers fiefs : Billy, la Clergerie, Sautour, Dugny, etc. Avec ses biens, Antoine Robert transmet les titres de ses fiefs, non seulement les titres de son temps, mais encore ceux qu'il avait lui-même reçus des possesseurs antérieurs, de telle sorte que le fonds des Blancs-Manteaux contient, sinon tous, du moins la majeure partie des éléments d'un chartrier seigneurial laïc depuis le xiv^e siècle, et, les conditions de la propriété ne s'étant pas trouvées modifiées par la qualité ecclésiastique du nouveau seigneur, on peut dire que ce chartrier se continue jusqu'au xviii^e. Sa reconstitution, car les éléments en sont éparés, à tra-

vers trente cartons, permettrait d'écrire un intéressant chapitre de l'histoire de l'Ile-de-France au point de vue du régime féodal, de l'exploitation des terres et de la biographie des personnes. Il y a lieu d'observer, en effet, que fiefs et arrière-fiefs passèrent entre les mains de personnages dont les noms ont laissé quelque trace dans l'histoire : Ruilly, La Clergerie, de Trie, Boucher, Dampmartin, Braque, Gaucourt, Balue, Du Val, Nicolay, Le Clerc, Malet, Pacy, Poulain, La Chambre, Potier de Blancmesnil et Potier de Gesvres, etc., nobles et bourgeois avaient maisons des champs en ces parages.

D'autres biens des Blancs-Manteaux s'élevaient en diverses directions : à Saint-Marcel, à Charonne, à la Grange-Batelière, à Chailot et jusqu'à Pommiers dans l'Aisne.

En 1621, les frères de Saint-Guillaume s'affilièrent aux Bénédictins réformés de Saint-Vanne, c'est ainsi que les Bénédictins de Saint-Maur prirent le nom de Blancs-Manteaux, c'étaient les troisièmes du nom. Sauf quelques actes relatifs à l'installation des nouveaux religieux, les titres domaniaux ne portent pas autrement trace de ce dernier changement.

Le fonds des *Carmes des Billettes*, S. 3707-3727, ne mériterait son nom qu'à dater de 1631, époque où les Carmes réformés succédèrent aux Frères de la Charité chrétienne, fondés à Boucheromont par Guy de Joinville en 1286 et établis en 1299 par Philippe le Bel à côté de la chapelle des Miracles, commémorative du sacrilège légendaire commis sur l'hostie consacrée.

Les titres de propriété antérieurs aux Carmes remontent au xiv^e siècle; ils intéressent des maisons comprises entre la rue des Billettes, la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, la rue des Blancs-Manteaux, la rue du Franc-Mûrier, la rue du Chaume, et concernent ce qu'on appelait le fief aux Flamands, dont l'origine et les transformations mériteraient d'être étudiées.

Les biens ruraux étaient situés les uns à Malassise, Villepayen, le Grand-Mesnil, Coutençon, dans les environs de Nangis, les autres à Gonesse et à Vaudherland, ce sont les plus anciens, ils remontent aux dernières années du xiii^e siècle.

Le fonds des *Célestins*, S. 3743-3871, comporte deux parties d'importance inégale, une quinzaine de cartons concernant les biens situés à Paris, et environ 120 (car il y a des cartons dédoublés) concernant les biens ruraux.

Les biens sis à Paris se trouvaient dans cette région voisine de la Seine où les Célestins s'établirent, dans le premier quart du xiv^e siècle, aux lieu et place des Barrés ou Carmes passés place Maubert, en cet endroit même où le souvenir des Célestins est encore traditionnellement conservé par le nom de la caserne de la Garde républicaine du boulevard Henri IV. Le domaine primitif des

Célestins avait en quelque sorte coulé avec la Seine jusqu'aux Halles : des immeubles rue de la Cerisaie, rue du Petit-Musc, rue de Fourcy conduisaient à l'Hôtel-de-Ville ; — des maisons formaient flots et constituaient comme des étapes auprès de celui-ci, rue de la Mortellerie et rue de la Vannerie ; — puis par d'autres immeubles sis rue Saint-Martin, rue de la Verrerie, rue de la Grande-Truanderie, rue Saint-Denis, rue de la Charronnerie et rue de la Ferronnerie, les Célestins atteignaient les Halles.

Quelques titres concernant ces immeubles remontent au xiv^e siècle ; ils sont nombreux à partir du xv^e et continuent jusqu'au xviii^e.

Les biens ruraux, censives et rentes, se répartissaient topographiquement en plusieurs groupes. Les uns étaient situés en grande banlieue, soit vers l'est, entre le Grand et le Petit-Morin, à Hondévilliers, au Jarriel, à Orly-sur-Morin, à Serris ; soit vers l'ouest, à Digny et environs, en Eure-et-Loir ; — les autres, beaucoup plus proches de la ville, se trouvaient soit au nord, à Drancy, Eaubonne, Pantin, Bobigny, Attainville, le Plessis-Luzarches, Tournedos (Épiais), soit vers l'ouest, entre Jouy-en-Josas, Saint-Cyr et Courbevoie.

Quelque nombreux que soient depuis le xiii^e siècle les documents relatifs à ces diverses localités, je ne puis entreprendre de vous signaler même les plus intéressants. Je vous demande cependant la permission d'appeler votre attention sur ceux qui concernent le dernier groupe.

Les Célestins avaient des biens à Clamart, à Meudon, à Sèvres, à Chaville, à Urcines, à Viroflay, à Versailles, à Montreuil, à Sabrevois, à Satory, à Buc, à Villacoublay, à Vaucresson, à Marly, à Saint-Cyr, à Puteaux. Une vingtaine de cartons sont relatifs à ces localités que les Parisiens d'aujourd'hui connaissent si bien et que ceux du xiv^e siècle, du xv^e et du xvi^e ne fréquentaient pas moins, comme vous l'allez voir.

A la seule lecture de l'Inventaire des chartes des Célestins relatives à la région comprise entre Versailles et la Seine, un double phénomène apparaît en effet, phénomène de transformation du régime foncier et phénomène d'évolution de la société.

Des fiefs minuscules, relevant de seigneurs divers, s'agglomèrent entre les mains et sous le nom de quelques familles ; des seigneuries nouvelles et factices se constituent, la mouvance devient si complexe qu'elle s'oblitére, cens foncier, crois de cens, rentes foncières se confondent en un complexum inextricable qui ne permettait plus de démêler les obligations résultant de l'ancien droit.

Qui sont ces seigneurs dont les tenures ou les rentes et redevances figurent dans la remarquable suite de documents conservés dans le fonds des Célestins ? Ce sont, en grand nombre, et dès

le début du xiv^e siècle, des marchands-bourgeois de Paris. Épiciers, drapiers et autres achètent une terre, marient leurs filles à quelques voisins fieffés, tandis que leurs fils vont prendre à la Faculté de décret les grades par lesquels ils accèderont aux charges publiques, aux petites et aux grandes : Châtelet, Requêtes de l'Hôtel, Parlement, Chambre des comptes. Cette ascension s'appuie sur une fortune qui, de mobilière, devient immobilière, une fortune qui se notabilise, si j'ose dire, dans le nom d'une terre; notabilité devient noblesse, noblesse de robe, noblesse de second degré dont l'origine remonte, les exemples en sont nombreux, à l'acquisition d'un fief par un bourgeois. Cette évolution sociale apparaît nettement par les noms des personnes et par les noms des terres dans les titres des Célestins dès le début du xiv^e siècle, elle se poursuit jusqu'au xv^e et se stabilise au xv^e; seigneuries et charges sont alors fixées dans des familles qui, d'une part, se réclament de privilèges empruntés à un droit féodal lointain et, d'autre part, se transmettent par survivance ou cession les plus grands emplois publics.

Le fonds des Célestins offre même une trame exceptionnellement favorable à l'étude de la condition des terres et des personnes dans la banlieue ouest. En 1748, en effet, les Célestins échangèrent avec le roi les biens qu'ils avaient dans la vallée de la Seine, à l'ouest de Paris, contre des biens provenant du maréchal de Noailles situés aux environs de Nogent-sur-Seine. Cette cession fut l'occasion de visites, de prises, d'inventaires, dont les procès-verbaux conduisent l'histoire de cette partie du domaine des Célestins jusqu'à un point mort dans des conditions de précision, de méthode, de sérénité juridique qu'on ne rencontre pas au même degré cinquante années plus tard, lors de la liquidation des biens ecclésiastiques et féodaux nationalisés.

SEINE.

Rapport de M. Marius Barroux (1920-1921). — *Dons.* M. Charavay : promesse de mariage entre Antonin Laurent de Jussieu et la fille d'un ancien échevin, 1779. — *Divers* : cartes d'électeur, 1830-1834; lettres de décès (1877-1912), plans gravés des domaines de la couronne, etc.

Acquisitions. Répertoire d'ordonnances reçues au Parlement de 1317 à 1437, rédigé au xiv^e siècle; statuts de l'ordre de Saint-Michel et lettres de fondation à la Sainte-Chapelle, vélin, xv^e siècle; abrégé du Conseil du Parlement de Paris (1499-1599), 2 vol. in-fol.; plume de la Chambre des comptes, 1631 (vendu comme registre du Parlement); recueil d'arrêts du Parlement sur diverses matières, xviii^e siècle; scellés et vente après décès de la marquise de Chava-

gnac (1771); fragment d'un compte de l'hôtel (1348-1349), 4 feuillets; reçu de Charles d'Orléans pour achat de deux diamants (1414); actes de Charles VI (1385 et 1410); autographe de Louis XIII concernant l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés; lettre de Le Prévost de Beaumont se plaignant de la police (1778); un dossier concernant Latude à Bicêtre; autographe de La Fayette concernant Berthier, Foulon, Besenval (22 juillet 1789); interrogatoire de Gobel par le Tribunal révolutionnaire (an II); trois pièces relatives aux obsèques de Lazowski et diverses pièces portant les signatures autographes des grands-parents de Cyrano de Bergerac (1582), de M^{me} Carnavalet (1597), de Lenôtre (marché pour travaux au Louvre, 1658), de Cramoisy, imprimeur et échevin (1659), de Barbin, libraire, de Colbert (1683), du P. La Chaise (lettre concernant l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, 1704), de Flesselles, prévôt de Paris (1785), de Talma (an VII), de Monge (an XII); acte concernant le cabaretier Ramponeaux (1782); mémoire de Vidocq au juge d'instruction sur sa vie (1838).

Versement de la Direction de l'Enregistrement, 1812-1820.

Inventaires. Répertoire des registres de commerce du fonds de la juridiction consulaire : classement des affiches de guerre; répertoire du fonds des mairies de Paris. Préparation d'un état général des documents antérieurs à 1871.

Rapport de M. Marius Barroux (1921-1922). — *Dons.* M. Albert Ojardias : cinq cartons de copies prises aux archives de la Seine avant l'incendie de 1871 par Saint-Joanny, ancien archiviste. — M^{me} Launay : collection formée par feu M. Edmond Launay, ancien chef du matériel de la Chambre des députés, sur les costumes, médailles et insignes des députés, et divers objets se rapportant à l'histoire du Palais-Bourbon. — Divers : documents relatifs aux Carmélites de Saint-Denis (1661-1716); papiers d'un orfèvre de Paris du XVIII^e siècle; rôle de la taille de Marainvilliers (1776); titres de propriété d'immeubles parisiens, etc.

Acquisitions. Actes du prévôt de Paris G. de Tignonville (1401) et de Charles d'Orléans (1456); table du Conseil secret pour les années 1654-1655; permis de visite à Voltaire à la Bastille (1726); pièces relatives à Marmontel (1759-an III); acte de vente par Le Peletier de Saint-Fargeau de son parc de Ménilmontant (1783); dossier sur l'affaire du Collier; lettres de M^{me} Roland, etc.

Inventaires. Préparation par M. Lemoine de l'état des documents antérieurs à 1871; analyse des délibérations de l'administration municipale du 1^{er} arrondissement en l'an VII; table des registres d'insinuations des années 1722 à 1724. Publication du sommier des biens nationaux de la ville de Paris par L. Lazard et H. Monin.

Saint-Denis. Publication de l'Inventaire sommaire, préparé par

Frédéric Duval et achevé par M. André Barroux. Les délibérations municipales remontent à 1720, elles sont en cours de publication; les comptes et pièces de comptabilité commencent en 1704; les titres des propriétés communales et documents topographiques également. Si l'on excepte un règlement de la compagnie des arquebussiers de 1656, les papiers militaires, assez peu nombreux, sont du xviii^e siècle, de même pour la police et la justice. La série GG., réservée aux documents religieux, comprend des épaves des archives de l'abbaye : inventaire général de dom François Thomas (1688); autre inventaire, faisant suite au précédent, jusqu'à 1730; copie du Cartulaire blanc; copie du Livre vert; partage des biens entre les religieux et le cardinal de Retz (1672); liève générale des biens et revenus (1777); registres des ensaisnements (1759-1760 et 1776-1785) et table (xviii^e siècle); terrier général de la Châtellenie (xviii^e-xviii^e siècles); les titres isolés concernant les biens de l'abbaye à Saint-Denis même, Vauboulon, le Trou-Provendien à Dugny, le Croult, les moulins, Aubervilliers, Dugny, la Chapelle, Gennevilliers, Belleville, Pantin, le Pré-Saint-Gervais, la Villette, Asnières, l'île Saint-Denis, etc., etc., remontent, en originaux, exceptionnellement jusqu'au xiii^e siècle, en assez grand nombre au xvi^e. A signaler quelques feuillets contenant un relevé de titres relatifs aux droits de présentation aux cures, et qui ne seraient qu'un fragment d'une table de cartulaire du xii^e siècle (GG. 162). Il existe également un certain nombre de documents relatifs à la vie intérieure de l'abbaye et à la Congrégation de Saint-Maur. Au total, plus de 200 articles viennent des archives de l'abbaye et sont un appoint non négligeable au fonds proprement dit de Saint-Denis conservé aux Archives nationales. D'autres couvents de Saint-Denis et des environs sont également représentés aux archives municipales, Carmélites, Ursulines, Annonciades, religieuses de Longchamp, Pénitents de Courbevoie, Ermites du Mont-Valérien, etc. Sous les cotes GG. 244 à 353, on trouve les archives de l'Hôtel-Dieu de Saint-Denis et des maladreries qui lui furent réunies, notamment celle de Fontenay-sous-Bois. Les délibérations du Bureau de l'hôpital commencent en 1698. Quelques titres de propriété remontent au xvi^e siècle. Les registres d'état civil des diverses paroisses commencent respectivement aux dates suivantes : Saint-Marcel, 1554; Saint-Martin, 1663; Saint-Remy, 1567; la Madeleine et Saint-Léger, 1598; Saint-Pierre, 1577; Saint-Michel, 1602; Sainte-Croix, 1629; les Trois-Patrons, 1629; Hôtel-Dieu, 1683; Hôpital des Pauvres-Mendiants, 1769; Hôpital militaire, 1783. Je signalerai, en terminant, un bref inventaire des archives de la ville dressé en 1778 par Jean Guilbert, greffier du bailliage.

AISNE.

Les années 1920-1921 et 1921-1922 correspondent à une période de réorganisation matérielle qui ne donne lieu à aucune observation de nature à être consignée ici.

OISE.

Rapport de M. Roussel (1920-1921). — Don, par M. Roussel, d'un dossier de titres produits dans un procès au sujet de la mouvance féodale de la seigneurie d'Amblainville : Jacques d'Aumont, d'une part, prétend que ladite seigneurie relève en plein fief du roi, à cause de la châellenie de Pontoise, alors que Jean de Valliquier-ville et sa femme prétendent qu'Amblainville relève de leur fief de Villetterre; parmi les titres produits, auxquels ont été jointes des pièces postérieures au procès, on peut citer un aveu au roi (1399), un hommage de Louis de Saint-Simon au duc de Montmorency pour Agnicourt, relevant de la seigneurie de Méru (1632); les titres des rentes dues à la fabrique de Saint-Martin d'Amblainville (xviii^e siècle); des répertoires du fief d'Agnicourt (1740), du terroir d'Outrevoisin, du château de Sandricourt et de son enclos et de la terre d'Amblainville; 36 cartes et plans du terroir d'Amblainville (xviii^e siècle); un dossier relatif à la foire annuelle et au marché d'Amblainville établi par lettres patentes de mars 1585 à la requête de Louis de Saint-Simon; un arrêt du Parlement contre le comte de Banne, maréchal de camp, gouverneur d'Ardres, seigneur du marquisat de Sandricourt, en faveur des domestiques et légataires particuliers de Catherine d'Avejan, dame de Sandricourt (1783).

Entre autres accroissements des archives de l'Oise, on signale encore un mandat-quittance du 3 février 1700, signé, sur ordonnance particulière de Mansart, surintendant et ordonnateur général, par Gabriel, trésorier général des bâtiments, jardins, arts et manufactures, de la somme de 1,304 l., pour livraison d'animaux à la ménagerie de Versailles. Le fournisseur, Mosnier, d'Aix-en-Provence, avait livré : un pélican, 30 l.; un « coulqui », 20 l.; une canne d'Égypte, 20 l.; une aigrette, 10 l.; deux rats de Pharaon, 30 l.; une autruche, 230 l.; deux chèvres de la Thébaïde, 100 l.; 19 poules sultanes, 300 l.; 28 rats d'Inde, 456 l.; deux « bellanchans », 72 l.

Les archives du Nord ont renvoyé des plans cadastraux de 30 communes et un registre de l'état civil de Candor, 1749-1758, restitués par l'Allemagne.

Les Allemands avaient formé à Louvroil (Nord) un dépôt de 180,000 kilos de papiers en vrac, qui, transportés à Laon en 1919 et

1920, y ont été triés, ensuite de quoi l'Oise a reçu près de 400 kilos de papiers qui ont été restitués aux officiers ministériels, banquiers, industriels, commerçants et hôpitaux du Noyonnais et du Resson-tois. Parmi les documents ainsi récupérés s'est trouvé l'inventaire des archives hospitalières anciennes de Noyon dressé en 1886 par M. Abel Lefranc, ainsi qu'une grande partie desdites archives et des registres paroissiaux de Bussy et de Ricquebourg.

Un rapport spécial sur les archives communales signale la présence parmi les archives communales de Crépy-en-Valois, évacuées sur Chartres en juin 1918 et réintégrées en mai 1920, d'une portion importante des archives ecclésiastiques anciennes du Valois, réunies au chef-lieu du district de Crépy en 1791 et restées indûment dans cette localité, confondues avec les archives communales, alors que leur place est aux archives départementales. On remarque, d'autre part, dans les archives communales proprement dites de Crépy, une belle série de comptes depuis 1405. Les registres paroissiaux remontent à 1585 pour la paroisse Sainte-Agathe et à 1597 pour la paroisse Saint-Thomas.

A Noyon, les archives de la justice du chapitre ont été retrouvées empilées dans des sacs. Il n'y a malheureusement plus trace des archives municipales.

Rapport de M. Roussel (1921-1922). — Revision du répertoire manuscrit des biens nationaux vendus pendant la Révolution.

Réintégration de quatre sacs des papiers de la justice du chapitre de Noyon, transportés en 1918 par les Allemands dans la sacristie de la cathédrale, avec les livres de la bibliothèque capitulaire. Le classement établi jadis par M. Ponthieux a disparu, il y a des lacunes et ce qui reste est en très mauvais état.

Dons. M. L. Régnier : acte de foi et hommage rendus au château de Fresnoy le 28 janvier 1668 à raison de la seigneurie de Puiseux-le-Hauberger, appartenant à Marguerite d'Aguesseau, marquise de Saint-Remy ; 3 pièces papier relatives à Paul-François Portail de Montesson, commandeur de Saint-Lazare de Bethisy. — Archives du Calvados (collection Travers) : papiers du ^{xix}e siècle et un factum de 1723 pour Jean Jonchon, curé de Campeaux, contre L.-J. de Clermont-Thoury. — M. Richer Denis : matrice du rôle de la contribution foncière de Thury-en-Valois, 1791 ; les deux principaux propriétaires fonciers sont des bourgeois de Paris, M. Hericart et M. Brelu de la Grange. — *M^{me} Le Cornier de Cideville* : une liasse de documents concernant la famille de la Granche, de Crépy, et la famille Le Cornier, de Compiègne et de Crépy. — M. Delamarre : arrêtés imprimés du district de Breteuil concernant les foires et marchés (an II et an III) et un placard portant règlement

de la police du marché de Beauvais (an IV). — Archives du Loiret : acte de cautionnement en faveur de Pierre Leroy, receveur des aides à Gerberoy (1759); bail à cens, par le procureur de l'abbé commendataire de Saint-Éloi de Noyon, du moulin à eau de Dampcourt; description en vers du château de Pierrefonds en 1845 par l'architecte Antoine-Louis Huet. — M. Renault : acte de vente d'une maison à Beauvais (1698).

Acquisitions. Une liasse de 50 pièces, 1507-1788, titres de propriété et papiers de famille ayant trait aux localités suivantes : Beauvais, Cambronnes-les-Ribecourt, Cinqueux, Clairoix, Compiègne, Coudun, Lieuvillers, Longueil-Annel, Machemont, Margny-les-Compiègne, Melicoq, Nampcel, Remy, Rethondes, Ronquerolles-Agnetz, et aux familles de Bertin de Lieuvillers, de Billy, Coustant, Crescent, Crin, Gambart, de Mailly, Perret, Poullietier, de Saint-Fuscien, et aux seigneurs de Cambronnes, les d'Aumale, de Blecourt et de Maulguiot.

Récupérations. Arrêt de la Table de marbre du 13 décembre 1551 portant confirmation des droits d'usage des habitants de Tracy-le-Mont dans la forêt de Laigue, recueilli en 1918 par M. Sorgues, sous-lieutenant au 134^e régiment d'infanterie, dans la carrière de l'Écafauf.

SEINE-ET-MARNE.

Rapport de M. S. Canal (1920-1921). — *Classements.* Organisation des fonds judiciaires (série B) et versement dans leurs séries respectives des fonds de l'Élection (série C) et de l'Officialité (série G). — Classement, dans la série C, des registres du contrôle des actes des notaires, d'insinuations et de centième denier, versés en 1898 par l'administration des Domaines. — Triage des dons et acquisitions entrés depuis un quart de siècle, et notamment de la collection Lhuillier. — Préparation du répertoire numérique des archives de l'Hôtel-Dieu de Provins.

Acquisitions. Une vingtaine de dossiers concernant diverses localités du Gâtinais (Cercanceaux, Château-Landon, Poligny, Égligny), la convocation des États-Généraux de 1648 et la seigneurie de Moissy-Cramayel. — Collection de feu M. Le Blondel, de Meaux, 22 liasses de documents du XIII^e au XIX^e siècle.

Don. M^{me} Thoison, de Larchant : notes de son mari sur les paroisses, les lieux dits et les familles gâtinaises.

Rapport de M. S. Canal (1921-1922). — *Classements.* Fonds judiciaires. — Triage des collections Lhuillier et Le Blondel. La collection Lhuillier, rachetée par le département en 1903-1904, comprend pour la majeure partie des documents indûment sortis des

archives. — Reprise sur les séries modernes des documents de la période 1790-1800 au profit de la série L, qui leur est spécialement réservée. — Publication du répertoire numérique des archives anciennes de l'Hôtel-Dieu de Provins. — Reprise de l'impression de l'Inventaire de la série L (période révolutionnaire), dont un premier volume a paru en 1904.

Don. Archives du Calvados. Pièces concernant des familles de la région.

Acquisitions. Six dossiers ou registres intéressant l'abbaye de Saint-Séverin de Château-Landon, les religieux de Saint-Jacques de Provins, la seigneurie de Soisy, Crouy-sur-Ourcq (1448-1793).

SEINE-ET-OISE.

Rapport de M. A. Lesort (1920-1921). — Transfert des archives, de la préfecture, dans un immeuble situé rue Neuve, n° 12.

Dons. M. Louis Régnier : dossier provenant du château de Vaudreuil (Eure) et concernant la vente du pont de Chatou au roi par le président Portail, en 1723. — M. H. Brame : chartes de l'abbaye de Neauphle, depuis le XIII^e siècle, acquises avec partie du chartrier du château de Neauphle-Galluis.

Acquisitions. Inventaire analytique des archives du château du Tremblay-sur-Mauldre (XVIII^e siècle, in-4°, 780 p.). Ce chartrier ne serait pas autrement conservé. — Archives de la châtellenie de Maurepas, recueil factice en 11 volumes, reliés aux armes de la duchesse de Brissac, comprenant des pièces originales depuis 1269 et se rapportant aux fiefs d'Ithes, de Coudray, d'Ergal, de Maurepas, de Chambort, de Mousseaux, de la Ferme-Brochant, de la Cranne, de Longaulnay, du désert de la Bretèche, de la Boissière, de la Chaîne, des Gâtines, de la Cour et de la Mairie de Plaisir. La collection comprenait probablement 21 volumes en 1827, il en resterait donc 10 à retrouver.

Réintégrations. De l'église de Linas, grâce à l'obligeance de l'abbé Châtelain, curé de Linas : un lot de pièces provenant de la collégiale. — De l'église de Houdan : comptes de la fabrique (1570-1590); documents relatifs aux travaux exécutés à l'église (1615-1670); registre de la confrérie de la Charité (1586-1826). — De la mairie de Longjumeau : inventaire des titres de rentes de la fabrique de Saulx-les-Chartreux (XVII^e siècle) et cueillerets de la même fabrique (1781-1791). — Des archives du Loiret : devis et marchés de travaux au château de Clagny, à l'extrémité ouest du grand parc de Versailles, à Trianon (1677), à la terrasse de Saint-Germain-en-Laye (1669) et à l'église des Annonciades de Meulan (1682); pièces concernant la chapelle du château de Villiers, paroisse d'Estouches (1698-1722); pièces

concernant diverses familles domiciliées à Versailles et dans la région. — Des archives de Seine-et-Marne : un dossier concernant la seigneurie de Moret (commune de Saint-Yon). — Des archives des Vosges : un dossier concernant la seigneurie de Sainte-Mesme (xvi^e-xvii^e siècles).

Archives communales. — *Arrondissement de Corbeil, canton de Longjumeau.* Longjumeau : registres paroissiaux, 1656; atlas de la seigneurie de Chilly (1776-1780). — Ablon : délibérations, 18 février 1790; reg. par., 1693; rôle de la taille (1789), rôle des impôts sur les ci-devant privilégiés (1789), taxes de remplacement (1790), matrices foncières (1791 et an III) et personnelles mobilières (1791, 1793, an V); dossiers relatifs aux deux invasions de 1815 et de 1870. — Athis-Mons : délibérations, 3 floréal an III; reg. par., 1560, avec copies de testaments; carte du terroir de Mons-sur-Orge (xviii^e s.) et plan du village d'Athis, 1772, tous deux encadrés. Un registre de la Société populaire d'Athis, ainsi que deux plans de la seigneurie, ont disparu. — Ballainvilliers : délibérations, 15 pluviôse an IX; reg. par., 1599. Une liasse de pièces provenant de la fabrique (1412-1791) est à réintégrer aux archives départementales. — Champlan : reg. par., 1576, avec testaments. — Chilly-Mazarin : délibérations, 2 mai 1790; reg. par., 1607, avec testaments intéressants pour les Parisiens prisonniers à Chilly pendant la Fronde; un registre de la Charité, 1759-1790; titres de propriété du bureau de bienfaisance, 1594; dénombrement, 1705. — Épinay-sur-Orge : délibérations, 4 février 1790; reg. par., 1617. — Fleury-Mérogis : reg. par., 1719, intéressants pour la famille Joly de Fleury, qui avait acquis le château en 1602. — Grigny : reg. par., 1642. — Juvisy-sur-Orge : les registres des délibérations de 1790 à 1871 ont péri pendant l'occupation allemande de 1871; reg. par., 1639; un registre de la Société populaire (an II) utilisé ensuite jusqu'en 1847 pour la transcription des délibérations du conseil de fabrique. — Longpont : reg. par., 1633; un dossier relatif aux droits d'usage des habitants de Saint-Michel, Longpont et autres paroisses circonvoisines dans la forêt de Sainte-Geneviève; cueilleret, titres et inventaire des titres de la Charité; plan de la seigneurie, 1764. — Massy : reg. par., 1692. — Morangis : reg. par., 1562, avec testaments; registre des délibérations de l'ancienne Charité, 1757. — Sainte-Geneviève-des-Bois : délibérations, 25 avril 1791; reg. par., 1692. — Saulx-les-Chartreux : délibérations, 29 pluviôse an II; reg. par., 1609; comptes de la fabrique, 1665-1671; dossier d'un procès des Chartreux de Paris avec le prieuré de Saulx, dépendance de Saint-Florent de Saumur (1456-1494); déclarations de biens, baux, mesurages et arpentages provenant des Chartreux; droits d'usage des habitants sur le rocher de Saulx; registre-journal de la mairie de 1843 à 1863, intéressant pour les événements de 1848.

— Savigny-sur-Orge : délibérations, 24 mars 1788; reg. par., 1535, avec testaments. — Villemoisson : délibérations, 4 février 1790; reg. par., 1668; un dossier sur les droits d'usage des habitants dans la forêt de Sequigny ou de Sainte-Geneviève; un gros cahier contenant des relevés architecturaux de monuments de Rome (xviii^e siècle?). — Villeneuve-le-Roi : reg. par., 1561, avec testaments; procès-verbal des obsèques de Guillaume du Vair (1621). — Viry-Châtillon : délibérations, 1^{er} février 1790; reg. par., 1605; comptabilité de l'ancienne fabrique (1704-1787); travaux exécutés à l'église (1782), à réintégrer aux archives départementales. — Wissous : reg. par., 1619; la majeure partie des archives a été détruite en 1871.

Arrondissement de Rambouillet. Canton de Limours. Boullay-les-Troux : reg. par., 1594. — Briis-sous-Forges : délibérations, 22 mai 1788, avec le cahier de doléances de la paroisse; reg. par., 1713. — Courson-Monteloup (autrefois Sinsehour) : délibérations, 4 mars 1790; reg. par., 1606. — Fontenay-les-Briis : délibérations, 8 septembre 1789; reg. par., 1616. — Forges-les-Bains : délibérations, 10 vendémiaire an III; reg. par., 1639. — Gometz-le-Châtel : délibérations, 10 août 1788; reg. par., 1609. — Gometz-la-Ville : délibérations, 23 novembre 1792; reg. par., 1594. — Janvry : reg. par., 1604. — Marcoussis : délibérations, 31 janvier 1790; reg. par., 1636; terrier des Célestins de Marcoussis (1782). — Les Molières : reg. par., 1620. — Pecqueuse : délibérations, 15 mai 1792; reg. par., 1640. — Vaugrigneuse : reg. par., 1618.

Rapport de M. A. Lesort (1921-1922). — *Dons.* M. l'abbé Alliot : déclaration rendue au connétable de Montmorency par les vicaires perpétuels de la collégiale de Saint-Mellon de Pontoise pour le fief de l'Hôtel-Dieu, dit de Laumusse, à Taverny (1549, copie du xviii^e siècle); liste des curés et vicaires d'Arpajon, 1560-1761; lettres de Berryer au sujet des élections législatives de 1842. — M. G. Besnier : un dossier concernant des fondations et des rentes pour la confrérie des Saints-Sébastien et Roch à Bourdonné (1635-1788). — M. Guillemette : titres et contrats de mariage concernant la famille Dedreux, de Vaux-sous-Meulan (1724-1740); lettres d'état pour Desfontaines, cornette à la compagnie de Duras, des gardes du corps; fragment de compte, sans date, se rapportant à une exécution capitale à Saint-Cloud. — M. le marquis de Carmejane-Vesc : un lot de pièces concernant les seigneuries de Buloyer et de Romainville, à Magny-les-Hameaux, et la famille Le Camus. — M. P. Masure : un lot de papiers concernant les familles Paris (d'Étampes), Boivin (d'Angerville), Brossart (de Brières-les-Scelles, la Briche et Étampes), Giguet (de Corbreuse, Limours, Saint-Marin-de-Brethencourt, le Val-Saint-Germain), Pillas (d'Étampes), Thirouin (de Boinville-la-Gaillarde et Chatignonville). Ces documents sont intéressants pour

l'histoire économique de la région située entre Dourdan et Étampes du ^{xvii}^e au ^{xix}^e siècle. — M. E. Darras : pièces concernant les familles Delessart, Liony et Vireau, et les archives du fief de la Fouilleuse, dépendant de la seigneurie de Rueil depuis le milieu du ^{xv}^e siècle. — Archives du Calvados (collection Travers) : titres concernant les familles Bourgeois et Lenoir, de Limay (1701), et de Languedouc, d'Étampes (1710); certificats de paiement du salaire de Desmarets, exécuter des hautes œuvres à Étampes (1790-1791); pétition de François Bichon de la Tour, ancien sous-aide-major général des gardes du corps (10 pluviôse an IV); lettres patentes du 10 décembre 1753 établissant à l'Hôtel du gouvernement de Versailles un cabinet d'archives pour tous les titres et papiers concernant les domaines de Versailles et de Marly. — M. J. Chennevières : 350 cahiers de notes manuscrites sur l'histoire de Pontoise et de la région, ainsi que des recueils reliés de journaux, d'affiches et de circulaires électorales.

Acquisitions. Terrier de la seigneurie de Génicourt (1757-1763) et recueil de déclarations (1623-1675). Les terriers de 1608 et 1723 et un cueilloir de 1758 sont au musée de Pontoise. Pièces concernant la justice du Heloy, à Saint-Clair-sur-Epte (1538-1559), les seigneuries de Magnanville (1613-1649) et de Nesles-la-Vallée (^{xv}^e-^{xvii}^e siècles), les familles Boursier (biens à Villiers-le-Bel, 1754), Delaunay, Gallois (biens à Épône et à Magny-en-Vexin, 1623-1665), Froyer, chevalier de la Gastine (Villeneuve-en-Chevrier, 1748), Ravot d'Ombreuil (ferme de Bonnes-Joies, à Montreuil-sur-Epte, 1748) et Testu de Balincourt (biens à Arronville, Gerocourt et Pontoise, 1658-1706).

Versement de la Direction de l'Enregistrement. Registres et liasses concernant les biens nationaux et la liste civile sous la monarchie de Juillet et le Second Empire.

Inventaire. Reprise de l'inventaire de la série L, délibérations de l'Administration centrale du département pendant les mois de prairial et messidor an II, juin-juillet 1793.

Archives communales. — *Canton de La Ferté-Alais.* La Ferté-Alais : délibérations, 1^{er} mars 1789; reg. par., 1700. — Auvers-Saint-Georges : reg. par., Notre-Dame, 1629, Saint-Georges, 1638. — Baulne : délibérations, 10 mai 1793; reg. par., 1638; registre des sœurs de la confrérie de Sainte-Anne (1685-1696); registre de la confrérie de Saint-Fiace (1689-1702); acte de rétablissement de la confrérie du Saint-Sacrement (1689). — Boissy-le-Cutté : délibérations, 18 janvier 1789; reg. par., 1657. — Bouray : reg. par., 1586; rôles d'impôts, 1790-1793. — Boutigny : reg. par., 1654. — Cerny : délibérations, 14 mars 1790; reg. par., 1563. — Chamarande (ancienement Bonnes) : délibérations, 14 mars 1790; reg. par., 1568, avec testaments. — D'Huisson-Longueville : délibérations, 2 ventôse

an III; reg. par., 1656. — Guigneville : reg. par., 1638. — Itteville : reg. par., 1597, avec obituaire, 1595-1596 à 1602; dossier du partage des biens communaux (an II-1806). — Lardy : reg. par., 1640. — Mondeville : délibérations, 3 mai 1788; reg. par., 1565, avec testaments. — Orveau : délibérations, 7 pluviôse 1794 (*sic*); reg. par., 1674. — Torfou : reg. par., 1605; terrier et atlas de la seigneurie de Torfou, dépendant du marquisat de Baille (1787). — Vayres : reg. par., 1644. — Videlles : délibérations, 6 octobre 1793; reg. par., 1654. — Villeneuve-sur-Auvers : délibérations, 21 mars 1793; reg. par., 1594. — *Canton du Raincy* (archives très éprouvées durant la guerre de 1870-1871). — Clichy-sous-Bois : délibérations, 14 février 1790; reg. par., 1610. — Coubron : délibérations, 6 mars 1790; reg. par., 1590; livre-terrier de la seigneurie (1783-1787). — Gagny : reg. par., 1616; rôle de la taille de 1692-1694, transcrit à la fin du second registre, avec la mention des exempts. — Gournay-sur-Marne : délibérations, 8 vendémiaire an II; reg. par., 1632. — Livry-Gargan : reg. par., 1623. — Montfermeil : reg. par., 1609. — Neuilly-sur-Marne : reg. par., 1551, avec testaments; registre de délibérations de la fabrique, 1699-1759. — Noisy-le-Grand : délibérations, 18 brumaire an IV; reg. par., 1672. — Vaujours : délibérations, 18 fructidor an V; reg. par., 1593.

A. VIDIER.

IV.

BIBLIOGRAPHIE

DES PUBLICATIONS DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

(1911-1922).

SEINE.

COMMISSION MUNICIPALE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE DE NEUILLY-SUR-SEINE. 14^e Bulletin. Procès-verbaux. Communications. Documents. 14^e ANNÉE (1920-1921) (Neuilly-sur-Seine, 1922, in-8°, 130 p.).

LEROUX-CESBRON. Les de Choiseul-Praslin à Neuilly et à Auteuil, p. 13-19. — M. GUILLEMOT. La Vénus noire à Neuilly [Baudelaire et Jeanne Duval], p. 20-25, pl. — H. CORBEL. Le château de la Muette, p. 26-31. — E. LELIÈVRE. Victor Noir, p. 31-35, portr. — LEROUX-CESBRON. Eustache Bérat, chansonnier, p. 36-42, portr. — P. MARMOTTAN. La statue de Napoléon I^{er} à Courbevoie, p. 42-44, portr. — LEROUX-CESBRON. L'acteur L'Héritier, p. 45-50, portr. — H. CORBEL. Jenny Thenard, p. 50-56, portr. —

LEROUX-CESBRON. Ce qui reste du château de Neuilly, p. 56-60. — H. CORBEL. L'état du roi Louis XVI, p. 61-62. — P. MARMOTTAN. Sur la tapisserie dite de Neuilly, p. 62-66. — G. VAUTHIER. La plaine des Sablons. Projet de café au Bois de Boulogne en l'an VI; le jardin de la plaine des Sablons, p. 66-68. — LEROUX-CESBRON. Les de Caze propriétaires de la Grand'Maison à Neuilly, p. 68-75. — E. LELIÈVRE. Note sur les avenues de Neuilly et du Roule et leurs barrières, p. 75-81. — P. MARMOTTAN. Quelques mots prononcés par Voltaire sur Neuilly en 1750, p. 81-82. — LEROUX-CESBRON. Le château de Neuilly sous les Murat, p. 83-93. — P. DECAUVILLE. Le boulevard de La Saussaye et une de ses habitantes sous le Second Empire, p. 93-96. — E. LELIÈVRE. Jean-Louis Verger, assassin de l'archevêque Sibour, p. 97-98. — LEROUX-CESBRON. Delannoy et Vanlerberghe, propriétaires de Neuilly, p. 99-105. — Délibération municipale au sujet du pavage du faubourg du Roule (1834), p. 107-108. — Acte de décès de Marie-Catherine-Laure Labay, mère d'Alexandre Dumas († 1868), p. 108. — P. MARMOTTAN. Contribution à l'histoire du Mont-Valérien entre 1811 et 1820, p. 108-115. — P. MARMOTTAN. L'inventaire des meubles de la Folie-Saint-James en 1787 après la faillite de Baudard de Saint-James, p. 115-130.

— 15^e ANNÉE, 1922 (Neuilly-sur-Seine, 1922, in-8^o, 95 p.).

P. JARRY. Théophile Gautier à Neuilly. Clesinger, la Présidente, p. 11-32, 2 pl. — LEROUX-CESBRON. Elisa Bacciochi à la Folie-Saint-James, p. 33-39, pl. — M. GUILLEMOT. De l'île de la Jatte au Panthéon [Puis de Chavannes], p. 39-46, pl. — H. CORBEL. La léproserie du Roule, p. 46-49, pl. — E. LELIÈVRE. Guillaume II à Neuilly-sur-Seine, p. 49-50. — P. MARMOTTAN. Encore le guerrier troubadour [Pierre Villiers], p. 50-53. — E. LE SENNE, E. MAREUSE. Plans de Neuilly conservés à l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaine (ancienne bibliothèque Le Pelletier de Saint-Fargeau), p. 53-66. — M. GUILLEMOT. Dumas fils à Neuilly, p. 67-74. — E. LELIÈVRE. Les racoleurs à Neuilly, p. 74-77. — P. MARMOTTAN. Saisie par le nouveau gouvernement du mobilier du château de Neuilly (1815-1816), p. 77-85. — M. GUILLEMOT. Les poilporamas, p. 85-92. — P. BRÉHAM. Quelques souvenirs sur la famille royale au château de Neuilly, p. 93-95.

LE VIEUX-MONTMARTRE. SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DES XVIII^e ET IX^e ARRONDISSEMENTS, nouvelle série, nos 1-2. 1921-1922 (Paris, in-8^o, p. 1-120).

H. PROST. Debuourt rue de la Chapelle, p. 1-6. — G. CAPON. Un scandale rue Blanche en 1750, p. 7-16. — V. PERROT. A.-F. Cals, peintre de Montmartre, p. 17-24, pl. — L. LAZARD. Quelques mots sur les cabarets, p. 25-32. — V. PERROT. Un document iconographique identifié. L'incendie des Menus-Plaisirs du roi, par Meunier, p. 33-35, pl. — L. GRASILIER. Orsel, entrepreneur et propriétaire à Montmartre, p. 35-38. — J. MAUZIN. Le conseil municipal de Montmartre et l'exploitation des carrières à plâtre, p. 39-68. — G. CAPON. Philippe Buyster, sculpteur du roi, 1595-1688, p. 69-76. — FÉRON. Un ciboire au moulin Debray (1823), p. 76. — J. MAUZIN. Les artistes à Montmartre Pierre Deruelle et Alexandre Moitte, entrepreneurs de la manufacture de porcelaine de Clignancourt (1767-1800), p. 77-102,

fig. et pl. — P. JARRY. Une perquisition aux moulins de Montmartre en 1853, p. 103-106, pl. — E. MAREUSE. Un tableau de Corot au musée de Genève, p. 107-108. — E. GAIGNETTE. La rue André-del-Sarte, p. 107-110. — P. DUFAY. Nos moulins, p. 111-119. — MUGUET. Une lettre de M. Clemenceau, maire de Montmartre (17 décembre 1870), p. 120.

OISE.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE D'ARCHÉOLOGIE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DE L'OISE, t. XXI (Beauvais, 1911, in-8°, x-1021 p.).

D^r V. LEBLOND. Notes pour le nobiliaire de Beauvaisis, p. 1-x, 1-238, 673, 858; t. XXII, p. 1-236, 377-540; t. XXIII, p. 1-122. — L. VUILHORGNE. Les anciennes maisons d'Hanvoile ou les archives d'un château de la Renaissance (1181-1788), p. 239-273. — Abbé L. PIHAN. Tombeaux de Resson-l'Abbaye en 1674, p. 274-292. — Chanoine A. BORNET. La famille de Caravaggio ou de Carvoisin d'Achy (1525-1874), p. 294-372, 871-934, 13 pl. — P. LEBORGNE. Un soldat beauvaisin. Le chef de bataillon Antoine Le Borgne (1761-1809), p. 374-432. — DAILLET. Bresles pendant la Révolution, p. 433-492. — E. GRISELLE. Relation d'un échappé aux massacres du 2 septembre 1792 [J.-L. Trubert, curé d'Hondainville], p. 493-514. — M^{me} P. MELLON. Villotran et la Neuville-Garnier, histoire de deux seigneuries, p. 515-632, 15 pl. — Abbé L. MEISTER. Un champion de la royauté au début de la Révolution, François-Louis Suleau (1758-1792), p. 633-668; t. XXII, p. 626-676; t. XXIII, p. 209-308. — A. JARDÉ. A propos des antiquités égyptiennes du musée de Beauvais, p. 859-870. — A. JARDÉ. Vases grecs et italiotes du musée de Beauvais, p. 935-965. — L. THIOT. Le culte et la fête de l'Être suprême à Beauvais, p. 966-988.

— T. XXII (Beauvais, 1913, in-8°, 693 p.).

P. MICLET. L'horloge de la cathédrale de Beauvais (xiv^e siècle); son auteur, le chanoine Étienne « Musique », p. 237-256, 5 pl. — A. LOMBARD. L'abbé Dubos avait-il son domicile à Beauvais, p. 257-274. — L. THIOT. Le mouton de Beauvais, les présents de la ville, p. 275-296. — F.-Paul DENIS. Notes sur les reliques du Trésor de l'abbaye de Saint-Paul-les-Beauvais, p. 297-324. — P. BORDEAUX. La garde nationale et les volontaires de Beauvais et de l'Oise au début de la Révolution. Leurs boutons d'uniformes, p. 325-348, fig., pl. — H. GUIGNON. Les bois sculptés. Collection de l'ancien musée de la Société académique, p. 356-372. — Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. La seigneurie de Cires-les-Mello, p. 541-564. — L. THIOT. Le citoyen Cambry, premier préfet du département de l'Oise [1749 † 1807], p. 565-625, portr.

— T. XXIII (Beauvais, 1922, in-8°, 731 p.).

D^r R. PARMENTIER. La chantrerie de Tillart et son église, p. 123-154, 3 pl. — D^r R. PARMENTIER. Le transfert du marché de Tillart à Boncourt, p. 155-168. — J. VINOT-PRÉFONTAINE. Dix mois de détention au château de Chan-

tilly (1793-1794), p. 169-192. — H. GUIGNON. Un vitrail de l'église d'Hondainville, p. 193-195. — J. VINOT-PRÉFONTAINE. Une correspondance de la marquise de Coigny au château de Fay-les-Étangs, p. 196-208. — R. LARGILLIÈRE. Pierre Leborgne († 1915), p. 309-368. — D^r LEBLOND. L'Hôtel-Dieu de Beauvais et le siège de cette ville par les Bourguignons en 1472, p. 385-422, fig. — A. VUILHORGNE. La chevauchée d'Édouard III à travers le Beauvaisis du jeudi 17 au samedi 19 août 1343, p. 423-448. — Chanoine BORNET. Notice sur Saint-Léger en Bray, p. 449-480. — Albert MILICE. L'estuaire de la Seine, ses transformations préhistoriques et historiques, p. 481-496. — D^r PARMENTIER. Le couvent des Trinitaires de Saint-André à Clermont en Beauvaisis, p. 497-703, pl. — L. VUILHORGNE. Le Beauvaisin Jean Hucher, chancelier de la Faculté de médecine de Montpellier, sa famille, ses études, son cancellariat, ses œuvres (1541-1603), p. 705-711.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'OISE.

T. III. — Dom Paul DENIS. Lettres autographes de la collection de Troussures, classées et annotées (Beauvais, 1912, gr. in-8°, xv-663 p.).

T. IV. — D^r V. LEBLOND. Cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Beauvais (Beauvais, 1919, in-8°, xiv-853 p.).

T. V. — P. LEBORGNE et R. LARGILLIÈRE. La vie d'un avocat juriconsulte au XVII^e siècle, J.-M. Ricard, 1622-1678 (Beauvais, 1920, in-8°, xv-123 p.).

T. VI. — D^r V. LEBLOND. L'art et les artistes en Ile-de-France au XVI^e siècle (Beauvais et Beauvaisis), d'après les minutes notariales (Beauvais, 1921, in-8°, 252 p.).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE, t. XIV (Compiègne, 1911, in-8°, xxxv-401 p.).

Abbé L. MEISTER. Les billets de confiance émis par la ville de Compiègne en 1791 et 1792, p. 1-44, 4 pl. — P. GUYNEMER. Histoire d'un vieil hostel ou l'Hôtel des Rats, p. 45-92, fig., 3 pl. — P. GUYNEMER. L'isolement de Marie de Médicis au château de Compiègne en 1631, son évasion, d'après des manuscrits inédits, p. 93-146, portr. — L. PLESSIER. L'obliquité de l'emmanchement dans les haches et hachettes polies à l'époque néolithique, p. 147-163, fig. — Baron DE BONNAULT. L'hôtel du Mess, anciennement aux Brugiart, Bontemps, Charpentier, Constant, Esman-gart de Beauval, de Frezals, p. 165-187. — H. BERNARD et P. GUYNEMER. La couture de Charlemagne. Explication de la charte DL du cartulaire de Saint-Corneille, p. 189-197, 5 pl. — Abbé E. DANGU. L'abbaye et le village de Saint-Jean-aux-Bois en la forêt de Cuise, p. 199-294, fig., 9 pl. — L. PLESSIER. Pointe ou vestige de javelot en bois de chêne, p. 295-303, pl. — Chanoine E. MOREL. Les calendriers perpétuels en usage dans les diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis, du XIII^e au XVII^e siècle, p. 305-399.

— T. XV (Compiègne, 1913, in-8°, xxxv-299 p.).

Comte DE BREDÀ. Recherches historiques sur la paroisse du Plessis-Brion, p. 1-98, 5 pl. — L. PLESSIER. Cachette de l'âge du bronze à Compiègne (Oise), p. 99-132, 2 pl. — Baron DE BONNAULT. Le logis abbatial de Saint-Corneille, p. 133-151. — Abbé DANGU. Études sur Pierrefonds, p. 153.

282. — P. GUYNEMER. Causerie sur l'histoire locale, p. 283-294, pl. — P. GUYNEMER. A propos d'une statuette gallo-romaine [musée de Compiègne], p. 295-298, pl.

— T. XVI (Compiègne, 1914-1920, in-8°, xxxi-253 p.).

— E. MOREL. Épigraphie du canton d'Estrées-Saint-Denis, p. 1-160, 5 pl.

— E. MULLER. Une confrérie de Saint-Jacques à Senlis, p. 161-222. —

E. MOREL. Jean-François de La Rocque, seigneur de Roberval et de Poix, vice-roi du Canada († 1560), p. 223-251, portr.

COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NOYON, t. XXIII (Chauny, 1912, in-8°, vi-399 p.).

A. PONTHEUX. L'ancien Noyon, recherches historiques et topographiques sur les rues, maisons, hôtelleries et autres établissements de cette ville avant 1790, p. i-vi, 1-399, 36 pl.

COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENLIS. COMPTES-RENDUS ET MÉMOIRES, 5^e série, t. III, ANNÉE 1911 (Senlis, 1912, in-8°, xx-li-200 p.).

M. AUBERT. Description de Senlis par Dubuisson-Aubenay, p. xxix-xxxi.

— G. MACON. La ville de Chantilly. L'administration et la vie au XVIII^e siècle, p. 1-89; la Révolution, l'Empire, la Restauration, 5^e série, t. IV, p. 1-77. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. L'église Saint-Rieul de Senlis et le marquis de Villette, p. 90-100. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Les trois Jean de Crespy, clercs royaux du XIV^e siècle, p. 101-108. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Réduction du nombre des notaires de Senlis en 1775, p. 109-114. — A. BEAUDRY. Du presbytère de Verberie à l'échafaud [N.-L. Hourdé, curé de Verberie, † 1794], p. 115-139. — G. MACON. Montépilloy, p. 140-195.

— 5^e série, t. IV, ANNÉE 1912 (Senlis, 1913, in-8°, lvii-252 p.).

L. FAUTRAT. Fête du cinquantième du Comité archéologique, p. xxxviii-xlix. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Une enquête judiciaire à Baron en 1480, p. 78-88. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Dénombrement de l'évêché de Senlis en 1383, p. 89-101. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Topographie médicale de Senlis en 1785, p. 102-106. — Chanoine Eug. MULLER. Historique de l'hospice Condé à Chantilly, p. 107-247.

— 5^e série, t. V, ANNÉE 1913 (Senlis, 1914, in-8°, li-265 p.).

E. MAREUSE. La description de Senlis par Jouvin de Rochefort, p. xliii-xlvi. — CORBIE. Les archives de l'abbaye de Chaalis, p. xlvii. — G. MACON. Chantilly. La rive droite du grand canal [Vineuil, Saint-Firmin, le Grand-Parc], p. 1-83, plan. — Abbé A. CAVILLON. Histoire de Montl'Évêque de 1788 à 1802, p. 85-154. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Description de la terre et seigneurie d'Ermenonville, p. 155-161. — G. MACON. Les fiefs de Chavercy, p. 162-231. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. L'institution des Enfants des chevaliers de Saint-Louis à Senlis et à Vaugirard (1815-1827), p. 232-246. — Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. Les dîmes de Nery et le prieur de Montépilloy, p. 247-254. — Comte de CAIX

DE SAINT-AYMOUR. Lettre de Dom Ruinart, bénédictin, sur quelques saints du Beauvaisis et notamment sur saint Évremond, p. 225-261.

— 5^e série, t. VI, ANNÉES 1914-1916 (Senlis, 1917, in-8°, LXXIX-207 p.).

Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. Quatre statues provenant de l'ancienne église Saint-Rieul, p. LXII-LXVI. — G. MACON. Grotius dans l'arrondissement de Senlis en 1623, p. LXX-LXXIV. — G. MACON. Trois Vanloo à Senlis et Chantilly, p. LXXVI-LXXIX. — L. FAUTRAT. Senlis, 1870-1914, p. 1-16. — G. MACON. Le Lys. La terre et seigneurie du Lys, p. 17-28. — G. MACON. Le fief de la Cave à Gouvieux, p. 29-45. — G. MACON. Notes pour servir à l'histoire de Gouvieux, p. 46-80. — L. FAUTRAT. Les lieutenants de Jeanne d'Arc, p. 81-88. — Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. La seigneurie et le domaine de Bouillancy, propriété de l'hospice des Incurables (aujourd'hui à l'Assistance publique), p. 89-121. — Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. L'invasion des Hispano-Allemands au nord de Paris en 1652. Combats de Nanteuil et de Bregy. Senlis menacé, Noyon, Creil, Pont-Sainte-Maxence et autres villes occupées ou assiégées, p. 122-145. — Eug. MULLER. Mémento archéologique pour les environs de Chantilly, p. 146-153. — A. MARGRY. Jeanne d'Arc et Senlis (1429-1431), p. 154-202.

— 5^e série, t. VII, ANNÉES 1917-1918 (Senlis, 1919, in-8°, L-191 p.).

Nécrologie : Prosper Cultru, Henri Pluche, Ernest Dupuis, Eugène Vatin, le chanoine Müller, p. XXIII, XXVII, XXXIII, XXXIX. — F. LOUAT. Notes pour l'histoire des notaires de Senlis et de l'arrondissement de Senlis de 1756 à 1830, p. 1-42. — G. MACON. La seigneurie de Laversine, p. 43-142. — G. MACON. La seigneurie de Malassise, p. 143-182.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE SENLIS. COMPTES-RENDUS ET MÉMOIRES, 5^e série, t. VIII, ANNÉES 1919-1920 (Senlis, 1921, in-8°, LXXIII-84 p.).

Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. Bornes milliaires romaines trouvées à Bethisy-Saint-Martin, p. XXVIII-XXIX. — J. TREMBLOT. Le quai du faubourg de Flandre à Pont-Sainte-Maxence (1740), p. XXXIX-XL. — DE MARICOURT. Anecdote au sujet du coq du clocher de Senlis, p. XLIV-XLVI. — Abbé CAVILLON. Documents tirés des archives hospitalières de Senlis, p. LIII-LVI, LX-LXI, LXII. — MARGRY. La chasse de Saint-Rieul, p. LXXII-LXXIII. — L. FAUTRAT. Notes sur Chaalis, p. 1-24, 3 pl. — G. MACON. La Gombrie [Boissy-Fresnoy et Peroy-les-Gombries, Bonneuil], p. 25-79.

— 5^e série, t. IX, ANNÉES 1921-1922 (Senlis, 1923, in-8°, XCIII-59 p.).

LOUAT et abbé CAVILLON. Découvertes archéologiques à Chamant, p. XLIII-XLIV. — LOUAT. Découverte de sarcophages à Senlis, p. LXXXII-LXXXV. — L. FAUTRAT. Le secours aux blessés militaires dans l'Île-de-France et le Valois, p. 1-9. — F. LOUAT. Études historiques sur les procureurs et avoués de Senlis, p. 10-36. — A. CAVILLON. Notice biographique sur Amédée Margry, p. 37-44. — A. CAVILLON. Notice biographique sur M. le comte de Caix de Saint-Aymour, p. 45-54.

SEINE-ET-OISE.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS..., XXXI^e vol. (Versailles, 1911, in-8°, 205 p.).

A. DUTILLEUX. M. Gatin (Léon-Alfred) (1840 † 1911), p. 51-63, portr. — J. DEPOIN. L'abbaye de Fécamp et ses dépendances en Seine-et-Oise, p. 65-70. — J. DEPOIN. Les comtes de Beaumont-sur-Oise et le prieuré de Conflans-Sainte-Honorine, p. 71-177. — L.-E. LEFÈVRE. A propos de la peinture historique d'Étampes. Note sur les reines écuyères, p. 179-184. — L.-E. LEFÈVRE. Sépulture mérovingienne à Borgneville, p. 185. — L.-E. LEFÈVRE. Vol d'un panneau sculpté dans l'église Saint-Basile à Étampes, p. 187-190.

— XXXII^e vol. (Versailles, 1912, in-8°, 196 p.).

L.-E. LEFÈVRE. Œuvres d'art diverses disparues ou existantes dans les églises d'Étampes et principalement dans l'église Notre-Dame. Sculpture, orfèvrerie, cloches, tissus, peinture, vitraux, p. 53-166.

— XXXIII^e vol. (Versailles, 1913, in-8°, 117 p.).

P.-E. M. Nécrologie : M. Houdart, Ch. Forteau, p. 53-56. — A. TAPHANEL. M. Leonardon, p. 56-58. — A. FOULON. Les résidences à Paris des Longueil, seigneurs de Maisons, p. 61-66, portr. — E. CREUZET. Notice biographique sur Jean de La Barre, prévôt et historien de Corbeil († 1651), p. 67-80. — E. CREUZET. Note relative au tombeau de l'archevêque de Viterbe († 1594), édifié en l'église de Notre-Dame à Corbeil, p. 81-84. — ALLORGE. Note sur les pierres tombales de Chilly-Mazarin, p. 85-89. — R. DE SAINT-PÉRIER. Station de l'âge du renne aux environs d'Étampes, p. 90-92. — L. PLANCOUARD. Épigraphie historique, héraldique et campanaire de Seine-et-Oise. Arrondissement de Pontoise, p. 93-102. — J. AUBERT. Notice sur un plan du fief de Corbeville, commune d'Orsay (1749), p. 103-107, fig. — Objets classés, arrêté du 12 juillet 1912, p. 109-111.

— XXXIV^e vol. (Versailles, 1914, in-8°, 99 p.).

P.-É. MANGEANT. P. Fromageot († 1914), p. 49-54, portr. — Lucien-Michel Raulet (1843 † 1914), p. 55-57. — P. ALLORGE. Ch.-E. Delessard (1825 † 1914), p. 58-60. — E. CREUZET. M.-A. Dufour (1827 † 1914), p. 61-67, portr. — P.-E. MANGEANT. Perrier Du Carne († 1914), p. 68-69. — P. COQUELLE. Objets classés, p. 73-75. — E. GRAVE. Douze lettres de Madame de Pompadour, p. 76-84. — Les Corot, de Rosny, p. 85-86. — L. PLANCOUARD. Le Vexin souterrain. Découverte d'un cimetière mérovingien à Wy, dit Joli-Village (Seine-et-Oise), p. 87-93.

— XXXV^e vol. (Versailles, 1915, in-8°, 77 p.).

J. DEPOIN. Les vicomtes de Mantes et les monastères de Normandie, p. 45-49. — A. FOULON. La famille Turgot à Sartrouville, p. 51-54, portr. — L.-E. LEFÈVRE. Le portail royal d'Étampes et la doctrine de Saint-Irénée sur la rédemption (II^e et XII^e siècles), p. 55-74, fig., pl.

— XXXVI^e vol. (Versailles, 1916, in-8°, 94 p.).

E. COUARD. Adolphe Dutilleux (1829 † 1916), p. 39-52, portr. — E. COUARD. Le Dr Duhaut (1885 † 1916), p. 53-58, portr. — BOSSAVY. Les polissoirs du musée de Mantes, p. 61-62. — L.-E. LEFÈVRE. Le jardin anglais et la singulière habitation de Monville au désert de Retz [près de Marly], p. 63-71. — P.-E. MANGEANT. Rapport sur une visite à Épinay-sur-Orge, Montlhéry, Linas et Longpont, p. 72-76. — P. GOULT. La conservation des monuments historiques et la doctrine de Viollet-le-Duc, p. 77-83. — BOSSAVY. Revendication française à propos du Marnien (second âge du fer), p. 84-89. — A. CURMER. Au sujet d'une inscription transférée de Chatou à Croissy, p. 90-92.

— XXXVII^e vol. (1918, in-8°, 36 p.).

PAISANT. Eug. Grave († 1916), Maurice Tourneux († 1917), p. 18-21.

— XXXVIII^e vol. (1919, in-8°, 86 p.).

E. MAREUSE. Maurice Tourneux (1849 † 1917), p. 41-43. — M. VALLÉE. Paul Allorge (1858 † 1918), p. 44-48, portr. — P. COQUELLE. Deux registres de l'appréciation des grains du bailliage de Meulan au xvi^e siècle, p. 55-60. — Jos. GUYOT. Une pierre et une bague [tour de Brethencourt], p. 61-70, fig. — A. PERRAULT-DABOT. Les vitraux de la chapelle de la Vierge, à la cathédrale de Versailles, p. 71-74. — M. PRINET. La pierre tombale de Jean, le vicomte de Corbeil († 1333), à l'abbaye des Vaux-de-Cernay, p. 75-79.

— XXXIX^e et XL^e vol. (Versailles, 1921, in-8°, 104 p.).

J. BOSSAVY. Eugène Grave (1841 † 1916), p. 57-64, portr. — M. BATILLIAT. Notice sur la vie et l'œuvre d'Arthur de Gobineau, p. 67-71. — BOSSAVY. Un menhir retrouvé, Bruyères-le-Châtel, p. 72. — BOSSAVY. Fouilles à Milly, p. 73-74. — E. LERY. Sur la date du plan terrier de Versailles, p. 75-76. — P.-E. MANGEANT. Le Hurepoix, p. 77-81. — L. RISCH. Un village disparu entre Longjumeau et Montlhéry (Rouillon), p. 82-93. — M. VALLÉE. Note sur deux plaques de portefaix du marché de Montlhéry, 1756 et 1816, p. 94-95.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ARRONDISSEMENT DE PONTOISE ET DU VEXIN, t. XXXVII (Pontoise, 1922, in-8°, 112 p.).

E. MAREUSE. Paul Lacombe, p. 5-8, portr. — J. DEPOIN. Jean de La Croix Le Bret, p. 9-11. — E. MAREUSE. Le Dr Le Pileur, p. 12-13, portr. — J. DEPOIN. Le chanoine Léon Neveu, p. 14-16. — J. DEPOIN. Le choix des prénoms à travers l'histoire de France, p. 17-26. — J. DEPOIN. Les rôles normands des rois d'Angleterre, p. 27-34. — E. MALLET. Quelques particularités d'une procédure de saisie immobilière faite en 1545-1546, p. 35-41. — L. PLANCOUARD. Miettes d'histoire locale. Les cloches de Freneuse; la famille d'Anse, p. 42-48. — J. DEPOIN. La léproserie de Pontoise, origines et anciens titres de la maladrerie Saint-Lazare, p. 49-65. — La châtellenie de Poissy vers 1220, p. 66. — L. PAHIN. Le cardinal Georges d'Amboise et l'expulsion des Cordeliers, p. 67-69. — P. COQUELLE. Cueilleret et obi-

tuaire de l'église Saint-Jacques de Meulan (xvi^e siècle), p. 70-77. — DE LAUNAY. Recherches sur les constructeurs parisiens du moyen âge. La famille de Montreuil, p. 78-85. — E. MALLET. Un compte de gestion des deniers communs et patrimoniaux de la ville de Pontoise pendant les années 1556, 1557 et 1558, p. 86-92. — J.-M. ALLIOT. Le clergé pontoisien pendant la Révolution, p. 93-98. — J. DEPOIN. Le dégagement de Saint-Maclou, p. 99-104. — BORDEAUX et abbé L. LEFÈVRE. Curiosités numismatiques. A propos d'une plaque de mariage (1822) et d'une médaille civique, p. 105-107. — D^r LEBLOND. Nicolas Le Prince, l'un des auteurs du Sépulcre de Saint-Maclou, p. 108-111.

REVUE DE L'HISTOIRE DE VERSAILLES ET DE SEINE-ET-OISE, ANNÉE 1921 (Versailles, 1921, in-8^o, 296 p.).

J. ROBQUET. La propriété de la comtesse de Balbi et du comte de Provence à Versailles, p. 1-14, fig. et pl. — Ch. TERRASSE. La Renaissance en Paris. L'église de Villiers-le-Bel, p. 15-28, pl. — Comte E. DE GANAY. Les voyages d'Antoine-Nicolas Duchesne à Écouen, Chantilly, Ermenonville, Choisy, Brunoy, etc., en 1780, 1786 et 1791, p. 29-48, 81-99, fig., portr. — E. LERY. Les rues de Versailles, p. 49-61, 100-123, 175-199. — X. BEZARD. L'assistance publique à Versailles sous l'ancien régime, p. 65-80, 143-174, 241-264, fig., pl. — E. WELVERT. L'éminence grise de Marie-Antoinette [l'abbé de Vermond], p. 129-142, 227-240; suite 1922, p. 40-60, 116-131, 221-244. — E. HOUTH. L'abbé Bergier, supérieur de la congrégation de Notre-Dame de Versailles (aujourd'hui lycée Hoche), p. 203-204. — F. BOULÉ. Le marché neuf et les baraques Saint-Louis, p. 209-226, fig. et pl.; suite 1922, p. 29-39. — A. RHEIN. Bibliographie. Histoire de Seine-et-Oise, p. 265-289.

— ANNÉE 1922 (Versailles, 1922, in-8^o, 328 et 16 p.).

G. VAUTHIER. La famille du miniaturiste Hall, souvenirs d'une aïeule, 1700-1789, p. 9-23. — F. LORIN. Brillat-Savarin versaillais et seine-et-oisien, p. 61-79, 132-138, 212-220. — F. ÉVRARD. Le pain à Versailles pendant la Révolution (1789-an V), p. 98-115, 188-211. — Commandant DE MALLERAY. Bibliographie de l'histoire de Versailles (année 1921), p. 139-162. — F. B. Le général Gustave Borgnis-Desbordes (1839 † 1900), p. 163-164. — A. HACHETTE. Le transport dans la ville de Versailles des religieuses de Notre-Dame de Compiègne (septembre 1772), p. 169-181, 290-299. — R. LUZU. Les dispositions testamentaires d'Élisabeth d'Orléans, duchesse de Guise (1684-1695), p. 182-187. — Y. BEZARD. L'assistance à Versailles pendant la Révolution, p. 249-258. — F. BOULÉ. Études de topographie versaillaise, une ancienne prison de Versailles (cité des Trois-Passages), la géole, p. 259-269, pl. — E. LERY. Études de topographie versaillaise. La rue Colbert, p. 270-289, fig. et pl. — A. RHEIN. Bibliographie de l'histoire de Seine-et-Oise (année 1922), p. 300-316. — A. LESORT. Changement de dénomination de diverses communes du département de Seine-et-Oise, p. 317-318. — E. HOUTH. Louis Veuillot et Versailles, p. 318-320.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS

Pour l'année 1922.

	Pages
Liste des membres	11
Liste des présidents de la Société	27
Sociétés correspondantes	28
Composition du Conseil, du Bureau et des Comités	29
Assemblée générale	37
Compte-rendu des séances.	31

COMMUNICATIONS.

ARRIVOT (M ^{lle}). L'église Saint-Christophe	36
BARROUX (Marius). Dossier de l'affaire du Collier et lettres de Latude aux Archives de la Seine	32
BEAUCHESNE (marquis DE). Les écoles extérieures de la Sorbonne	35
COUDERC (C.). Le portefeuille de Mansart	33
COYECQUE (E.). La vie parisienne d'après les archives notariales	49
ÉMARD (P.). La réformation des hôpitaux sous François I ^{er}	48
GUEULETTE. Molière au quartier Saint-Paul	34
JARRY (P.). L'hôtel Titon du Tillet	34
JARRY (P.). L'hôtel de Bourrienne	49
LAUNAY (Abbé DE). Jean Ravy et Jean Le Bouteiller, imagiers	31
LEMOINE (H.). Le cimetière Saint-Jean-en-Grève	35
LESORT (A.). Changement de dénomination de communes en Seine-et-Oise	50
MIROT (L.). Les Cordeliers de la Terre Sainte	33
PERRAULT-DABOT. La Folie-Saint-James	47
RENAULT (Gaston). L'avenue de Saint-Mandé.	37
ROUSSEAU (F.). M ^{lle} de Sévigné à la Visitation Saint-Jacques.	36
ROUSSEAU (F.). Le squelette du prince de Conti.	50

VARIÉTÉS.

BARROUX (Marius). Jean Du Castre d'Auvigny, historien et littérateur (1713-1743)	51
COYECQUE (Ernest). Vieilles archives notariales. V. État numérique des archives anciennes de l'étude Faroux (1500-1817)	90
HERLAUT (Commandant). La réunion de l'arrière-ban à Paris en 1689.	76
LEMOINE (H.). L'église Saint-Jean-en-Grève, ses cimetières et sa démolition.	71
VIDIER (A.). Chronique des archives, 1921-1922	121
VIDIER (A.). Bibliographie des publications des Sociétés correspondantes, 1911-1922	139



DC
701
S65
année 49

Société de l'histoire de
Paris et de l'Ile-de-France,
Paris
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
